



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 16 mai 1964

Quebec, Saturday, May 16, 1964

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion; otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962.

5177 — 1-52-0

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962.

5177 — 1-52-0

Lettres patentes**A & P Transport Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, 394, avenue Hawthorne, Longueuil, Maurice Girouard, secrétaire, rang des Trentes, Beloeil, et Laurence Ostigny, secrétaire, fille majeure, 6250, 44^e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine du transport, sous le nom de « A & P Transport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1498-64

A & W Drive-In (Sherbrooke) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Paul M. Gervais, André Langlais, et A.-René Monty, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, sous le nom de « A & W Drive-In (Sherbrooke) Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Letters Patent**A & P Transport Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Corbeil, lawyer, 394 Hawthorne Avenue, Longueuil, Maurice Girouard, secretary, rang des Trentes, Beloeil, and Laurence Ostigny, secretary, spinster of full age, 6250, 44th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of transport, under the name of "A & P Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-0

1498-64

A & W Drive-In (Sherbrooke) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul M. Gervais, André Langlais and A.-René Monty, all three advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "A & W Drive-In (Sherbrooke) Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 1,800 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

1022-64

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1022-64

**African Business Corporation
for Development (Quebec) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1964, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, 4, Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, avocat, 5623, avenue Randall, Côte-Saint-Luc, Bernard Reis, avocat, 595, avenue Bloomfield, Outremont, Robert S. Litvack, étudiant en droit, 3454, rue Stanley, Montréal, et Finnley J. Johnston, secrétaire, 1955, rue Baile, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction et agir comme constructeurs, sous le nom de « African Business Corporation for Development (Quebec) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1420, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

911-64

Ahuntsic Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Marthe P. Roy, gérante, veuve, 10888, Berri, Montréal, J.-Esdras Lavoie, rentier, 139, rue Pacifique, Laval-des-Rapides, et Lorrain Lavoie, contremaître, 7830, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Ahuntsic Holdings Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10888, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

1589-64

Allied Mortgage Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1964, autorisant la fusion de la compagnie « Allied Finance Corp. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies

**African Business Corporation
for Development (Quebec) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, advocate, 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, advocate, 5623 Randall Avenue, Côte-St-Luc, Bernard Reis, advocate, 595 Bloomfield Avenue, Outremont, Robert S. Litvack, law-student, 3454 Stanley Street, Montreal, and Finnley J. Johnston, secretary, 1955 Baile Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in building materials and to act as builders, under the name of "African Business Corporation for Development (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1420 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

911-64

Ahuntsic Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marthe P. Roy, manageress, widow, 10888 Berri, Montreal, J.-Esdras Lavoie, annuitant, 139 Pacifique, Laval-des-Rapides, and Lorrain Lavoie, foreman, 7830 St-Denis, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Ahuntsic Holdings Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 10888 Berri Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562

1589-64

Allied Mortgage Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Allied Finance Corp.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated

de Québec, par lettres patentes datées du 21^e jour de janvier 1953, de la compagnie « Northern Acceptance Corporation », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 25^e jour de novembre 1960 et de la compagnie « Town Mortgage Corporation », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 20^e jour d'août 1954, pour les objets suivants :

Exercer les affaires d'une compagnie de prêts, finance, hypothèques et placements, et agir comme courtiers d'immeubles, sous le nom de « Allied Mortgage Corporation », avec un capital total de \$250,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 220,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est : « Allied Mortgage Corporation ».

Le siège social de la compagnie sera 1199, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

291-64 — 1215/140

Argenteuil Art Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions : T. Donaldson Titman, éditeur, 482, rue Principale, Erwin W. Albright, retiré, 415, rue Grace, tous deux de Lachute, Lawrence Topper Porter, géologue, Murray W. Ballantyne, retiré, tous deux de Saint-André Est, et Allen G. Talbot, comptable, Brownsburg, pour les objets suivants :

Promouvoir l'art, la peinture, les expositions d'art et tous autres domaines artistiques, sous le nom de « Argenteuil Art Association ».

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera au village de Saint-André Est, comté d'Argenteuil, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

3962-63

Artistic Wear (Fairview) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10^e jour d'avril 1964, constituant en corporation : Beverley Huberman, marchand, épouse séparée de biens de Sigmund Gruber, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 7053, chemin Wavell, Côte-St-Luc, Julius Rosenblum, avocat et conseil en Loi de la Reine, 2250, chemin Duncan, Mont-Royal, et Bernard H. Litwack, notaire, 6666, avenue Fielding, Montréal, pour les objets suivants :

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de « Artistic Wear (Fairview) Ltd. », avec un capital total de

the 21st day of January, 1953, "Northern Acceptance Corporation", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 25th day of November, 1960, and "Town Mortgage Corporation", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 20th day of August, 1954, for the following purposes:

To carry on the business of a loan, finance, mortgage and investment company, and to act as real estate brokers, under the name of "Allied Mortgage Corporation", with a total capital stock of \$250,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 220,000 preferred shares of \$1 each.

The name of the new company is "Allied Mortgage Corporation".

The head office of the company will be at 1199 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

291-64 — 1215/140

Argenteuil Art Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: T. Donaldson Titman, editor, 482 Main Street, Erwin W. Albright, retired, 415 Grace Street, both of Lachute, Lawrence Topper Porter, geologist, Murray W. Ballantyne, retired, both of St-André East, and Allen G. Talbot, accountant, Brownsburg, for the following purposes:

To promote art, painting, art exhibitions and all other artistic endeavours, under the name of "Argenteuil Art Association".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at the village of St-André East, county of Argenteuil, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

3962-63

Artistic Wear (Fairview) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Beverley Huberman, merchant, wife separate as to property of Sigmund Gruber, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 7053 Wavell Road, Côte-St-Luc, Julius Rosenblum, advocate and Queen's Counsel, 2250 Duncan Road, Mont-Royal, and Bernard H. Litwack, notary, 6666 Fielding Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Artistic Wear (Fairview) Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided

\$10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1603-64

**Jean R. Beauchemin Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1964, constituant en corporation: André Valiquette, avocat, 3340, rue Beauséjour, St-Laurent, André Bélisle, avocat, 11820, De Poutrincourt, Montréal, et Thérèse Beaulieu, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Ouellette, 51, rue Lavigne, app. 2, Ste-Geneviève, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de «Jean R. Beauchemin Mining Corporation» (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 5916, rue Esplanade, Montréal, district judiciaire de

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1526-64

into 500 common shares of the par value of \$10 each and 500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1603-64

**Jean R. Beauchemin Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Valiquette, lawyer, 3340 Beauséjour Street, St-Laurent, André Bélisle, lawyer, 11820 De Poutrincourt, Montreal, and Thérèse Beaulieu, secretary, wife separate as to property of Jean Ouellette, 51 Lavigne Street, Apt. 2, Ste-Geneviève, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Jean R. Beauchemin Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000, common shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 5916 Esplanade Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1526-64

Besula Construction & Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Gilles St-Pierre, comptable agréé, 2189, de la Jonquière, Trois-Rivières, Jacques Désilets, comptable, 257, Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, et Yvon Martineau, comptable, 657, Godbout, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de «Besula Construction & Supplies Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 1437-64

La Bonne Boulangère Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Besula Construction & Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles St-Pierre, chartered accountant, 2189 de la Jonquière, Trois-Rivières, Jacques Désilets, accountant, 257 Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, and Yvon Martineau, accountant, 657 Godbout Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Besula Construction & Supplies Inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562 1437-64

La Bonne Boulangère Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1964, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 10^e jour d'avril 1964, autorisant la fusion de « Harris Bakery Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 11^e jour de février 1941, « Harris Bakery Products Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 15^e jour de juin 1944, et « National Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12^e jour de mai 1945, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits alimentaires, sous le nom de « La Bonne Boulangère Itée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 60 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 5,400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « La Bonne Boulangère Itée ».

Le siège social de la compagnie sera 495, rue Beaumont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1571-64 — 1215/8

Jules Boyer inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Irwin Gliserman, 5719, avenue Brookside, Côte-St-Luc, Moe Ackman, 3128, 3^e rue, Chomedey, et Sidney Cutler, 6255, place Northcrest, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits fabriqués, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, textiles; gants, sous-produits et vêtements, sous le nom de « Jules Boyer inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1569-64

Café 79 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: David Dorfman, marchand, Mary Ellis, ménagère, épouse séparée de biens dudit David Dorfman, tous deux de 4625, avenue Oxford, Montréal, Michel Bresciano, restaurateur, 181, Le Lièvre, Montréal Est, et Phyllis Bayne, secrétaire, épouse séparée de biens de Victor Bayne, 4490, chemin Belair, Chomedey, pour les objets suivants:

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Harris Bakery Inc.", incorporated in virtue of the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 11th day of February, 1941, "Harris Bakery Products Inc.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 15th day of June, 1944, and "National Holdings Ltd.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 12th day of May, 1945, for the following purposes:

To deal all kinds of food products, under the name of "La Bonne Boulangère Itée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 60 preferred shares of the par value of \$100 each and 5,400 common shares of the par value of \$10 each.

The name of the new company is "La Bonne Boulangère Itée".

The head office of the company will be at 495 Beaumont Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1571-64 — 1215/8

Jules Boyer inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin Gliserman, 5719 Brookside Avenue, Côte-St-Luc, Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Chomedey, and Sidney Cutler, 6255 Northerest Place, Montreal, all three avocates, for the following purposes:

To deal in products made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, textiles, gloves and by-products, and clothing, under the name of "Jules Boyer inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1569-64

Café 79 Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Dorfman, merchant, Mary Ellis, housewife, wife separate as to property of the said David Dorfman, both of 4625 Oxford Avenue, Montreal, Michel Bresciano, restaurateur, 181 Le Lièvre, Montreal East, and Phyllis Bayne, secretary, wife separate as to property of Victor Bayne, 4490 Belair Road, Chomedey, for the following purposes:

Exploiter un restaurant, café, salle à dîner, bar, grill, sous le nom de « Café 79 Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1491-64

Camhar Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1964, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en Loi de la reine, 4019, avenue Melrose, Montréal, Francis Joseph Dolan, comptable, 3445, côte des Neiges, Montréal, et Norbert Martin, ingénieur associé, 15483, Oakwood, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de placements, sous le nom de « Camhar Investments Corp. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1439-64

Caravan Shoes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Martin Kowarsky, vendeur, 735, 101e avenue, Chomedey, Mark Abramowitz, 5500, avenue Rosedale, Côte-St-Luc, et Leon Jedeikin, 11, avenue Windsor, Westmount, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures et marchandises en cuir, sous le nom de « Caravan Shoes Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1835, rue Lachapelle, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1606-64

Carlo Originals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Oscar Stein, manufacturier, 5626, rue Cork, Edward Katz, vendeur, 5752, avenue Fairside,

To operate a restaurant, café, dining-room, bar, grill, under the name of "Café 79 Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 350 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1491-64

Camhar Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Austin Murphy, advocaté and Queen's Counsel, 4019 Melrose Avenue, Montreal, Francis Joseph Dolan, accountant, 3445 côte des Neiges, Montreal, and Norbert Martin, associate engineer, 15483 Oakwood, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on a general investment business, under the name of "Camhar Investments Corp.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1439-64

Caravan Shoes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Martin Kowarsky, salesman, 735, 101st Avenue, Chomedey, Mark Abramowitz, 5500 Rosedale Avenue, Côte-St-Luc, and Leon Jedeikin, 11 Windsor Avenue, Westmount, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in shoes and leather goods, under the name of "Caravan Shoes Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1835 Lachapelle Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1606-64

Carlo Originals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Oscar Stein, manufacturer, 5626 Cork Street, Edward Katz, salesman, 5752 Fairside Avenue, both of Côte-

tous deux de Côte-Saint-Luc, et Alexander I. Popliger, avocat et conseil en Loi de la Reine, 68, avenue Sunnyside, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et d'articles vestimentaires, sous le nom de « Carlo Originals Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 460, rue Sainte-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1568-64

Central Direct Forwarding System Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Bernard Randolph, administrateur, Pearl Fishman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bernard Randolph, tous deux de 1399, Vendôme, et Bernard Fishman, administrateur, 1383, Vendôme, tous trois de Chomedey, pour les objets suivants:

Agir comme agents et consultants en publicité, sous le nom de « Central Direct Forwarding System Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4375, Notre-Dame, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1465-64

Le Centre de loisir du Lac de l'Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre-A. Lambert, industriel laitier, Raymond Lord, ingénieur forestier, Félix Bélanger, cultivateur, Lionel Dessureaux, agronome, Jacques Labrie, commis, tous cinq de La Pocatière, Léo Gendron, industriel et manufacturier, J.-René Lavoie, marchand général, tous deux de St-André, comté de Kamouraska, Jean-Marie Chamard, cultivateur, St-Jean-Port-Joli, et Émile Thériault, cultivateur, St-Pascal, comté de Kamouraska, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement touristique, sportif et résidentiel du Lac de l'Est, sous le nom de « Le Centre de loisir du Lac de l'Est inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation sera à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

5139-63

St-Luc, and Alexander I. Popliger, advocate and Queen's Counsel, 68 Sunnyside Avenue, Westmount, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Carlo Originals Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 460 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1568-64

Central Direct Forwarding System Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Randolph, executive, Pearl Fishman, housewife, wife separate as to property of the said Bernard Randolph, both of 1399 Vendôme, and Bernard Fishman, executive, 1383 Vendôme, all three of Chomedey, for the following purposes:

To act as advertising agents and counsel, under the name of "Central Direct Forwarding System Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 4375 Notre-Dame, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1465-64

Le Centre de loisir du Lac de l'Est inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre-A. Lambert, dairy industrialist, Raymond Lord, forestry engineer, Félix Bélanger, farmer, Lionel Dessureaux, agronomist, Jacques Labrie, clerk, all five of La Pocatière, Léo Gendron, industrialist and manufacturer, J.-René Lavoie, general merchant, both of St-André, county of Kamouraska, Jean-Marie Chamard, farmer, St-Jean-Port-Joli, and Émile Thériault, farmer, St-Pascal, county of Kamouraska, for the following purposes:

To promote tourist, sports, and residential development of Lac de l'Est, under the name of "Le Centre de loisir du Lac de l'Est inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold and acquire, is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation will be at La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562

5139-63

Centre récréatif de St-Pierre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Émile Ferland, entrepreneur, 473, 2e rue, Québec, Pierre Gagnon, menuisier, 222, avenue Royale, Victor Ferland, cultivateur, 144, avenue Royale, Albert Aubin, cultivateur, 154, avenue Royale, Joseph-L. Rousseau, cultivateur, 75, avenue Royale, Clément Langlois, professeur, 101, avenue Royale, et Albert Simard, tisserand, 32, avenue Royale, ces six derniers de St-Pierre, Ile d'Orléans, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Centre récréatif de St-Pierre inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Pierre, Ile d'Orléans, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 4748-63

Centre récréatif de St-Pierre inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Émile Ferland, contractor, 473, 2nd Street, Québec, Pierre Gagnon, joiner, 222 Royale Avenue, Victor Ferland, farmer, 144 Royale Avenue, Albert Aubin, farmer, 154 Royale Avenue, Joseph-L. Rousseau, farmer, 75 Royale Avenue, Clément Langlois, professor, 101, Royale Avenue, and Albert Simard, weaver, 32 Royale Avenue, the last six of St-Pierre, Island of Orleans, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Centre récréatif de St-Pierre inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at St-Pierre, Island of Orleans, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562 4748-63

Cigana Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, rue Frigon, Yvan Macerola, 2090, Place Étienne-Brûlé, et James Galileo, 6959, avenue Stewart, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Cigana Construction Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7945, rue Saint-Dominique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1576-64

Cigana Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon Street, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé Place, and James Galileo, 6959 Stewart Avenue, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Cigana Construction Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 7945 St-Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1576-64

Compagnie Simard limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Elzéar Simard, épicier, Vilmon Simard, menuisier, tous deux de 2401, rue Bardy, Québec, Pierre Simard, menuisier, 2100, 25e rue, Québec, et Paul Simard, épicier, 2010, Des Intendants, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Compagnie Simard limitée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2060, rue Champfleury, Québec, district judiciaire de Québec.

Compagnie Simard limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Elzéar Simard, grocer, Vilmon Simard, joiner, both of 2401 Bardy St., Québec, Pierre Simard, joiner, 2100, 25th St., Québec, and Paul Simard, grocer, 2010 Des Intendants, Québec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Compagnie Simard limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2060 Champfleury, Québec, judicial district of Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province
ce 13e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

1609-64

Consolidated Wiping Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Yoine Goldstein, avocat, 3440, Place Descelles, Louise Lamothe, secrétaire, fille majeure, 2532, rue Beaubien, est, tous deux de Montréal, et Morris Shuter, comptable, 874, rue Bertrand, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de coton, rebuts, rembourrage, effiloches, fils, bourres de coton, papier, marchandises, chiffons, vadrouilles et coton à fromage, sous le nom de « Consolidated Wiping Products Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 7e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

1534-64

Construction économique Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Fernand Boisvert, entrepreneur, Agathe Gariépy, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Boisvert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 74, St-Sacrement, Terrebonne, et Jean-Jacques Hamel, avocat, 67, Théberge, Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction économique Itée », avec un capital total de \$75,000, divisé en 5,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 8e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

671-64

Décarie Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Irving Adessky, avocat, 5789, avenue Melling, Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, avenue MacDonald, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Décarie Development Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 13th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562

1609-64

Consolidated Wiping Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yoine Goldstein, advocate, 3440 Decelles Place, Louise Lamothe, secretary, fille majeure, 2532 Beaubien Street East, both of Montreal, and Morris Shuter, accountant, 874 Bertrand Street, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in cotton, waste, wadding, batting, yarns, linters, paper, stock, rags, mops and cheese cloth, under the name of "Consolidated Wiping Products Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 7th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1534-64

Construction économique Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Boisvert, contractor, Agathe Gariépy, house-keeper, wife contractually separate as to property of the said Fernand Boisvert, and duly authorized by him for these presents, both of 74, St-Sacrement, Terrebonne, and Jean-Jacques Hamel, advocate, 67 Théberge, Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Construction économique Itée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 5,500 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562

671-64

Décarie Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Adessky, advocate, 5789 Melling Avenue, Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona Avenue, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427 MacDonald Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Décarie Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

1577-64

Gérard Desbiens aluminium Itée
Gérard Desbiens Aluminum Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Gérard Desbiens, entrepreneur, 10, avenue du Parc, Dollard Desbiens, comptable, 27, de la Baie, et Yvon Desbiens, contremaître, 108, rue St-Pascal, tous trois de Bagotville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Gérard Desbiens aluminium Itée — Gérard Desbiens Aluminum Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées « A » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1150, boul. St-Paul, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

1528-64

Les Développements Gilles Archambault Itée
Gilles Archambault Developments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1964, constituant en corporation: François Boisclair, avocat, 336, rue Hall, St-Lambert, Jean-Louis Lamoureux, avocat, 10485, Jeanne-Mance, Montréal, et Yvon Brizard, avocat, 6538, Louis-Hébert, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Développements Gilles Archambault Itée — Gilles Archambault Developments Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

1438-64

Éditions Société Nouvelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jean T. Vien, avocat, 3445, côte des Neiges, Christine Diamond, secrétaire, 224, boulevard St-Joseph est, tous deux de Montréal, et Micheline Lalande, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Leduc, 8162, boulevard Viau, St-Léonard, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1577-64

Gérard Desbiens aluminium Itée
Gérard Desbiens Aluminum Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Desbiens, contractor, 10 Parc Ave., Dollard Desbiens, accountant, 27 de la Baie, and Yvon Desbiens, foreman, 108 St-Pascal, all three of Bagotville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Gérard Desbiens aluminium Itée — Gérard Desbiens Aluminum Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares "A" of \$10 each.

The head office of the company will be at 1150 St-Paul Blvd., Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562

1528-64

Les Développements Gilles Archambault Itée
Gilles Archambault Developments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Boisclair, advocate, 336 Hall St., St-Lambert, Jean-Louis Lamoureux, advocate, 10485 Jeanne-Mance, Montreal, and Yvon Brizard, advocate, 6538 Louis-Hébert, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Développements Gilles Archambault Itée — Gilles Archambault Developments Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562

1438-64

Éditions Société Nouvelle inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean T. Vien, advocate, 3445 Côte des Neiges, Christine Diamond, secretary, 224 St-Joseph Blvd., East, both of Montreal, and Micheline Lalande, secretary, wife separate as to property of Guy Leduc, 8162 Viau Blvd., St-Léonard, for the following purposes:

Exercer les activités de publicitaire-conseil et agir comme experts en publicité et comme agents de relations extérieures, sous le nom de « Éditions Société Nouvelle inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,950 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 540, avenue Royale, Beauport, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

1217-64

L'Entraide Maskoutaine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Fernand Vanasse, 655, rue Crémazie, Douville, Denis Gosselin, 4430, rue Jalobert, Douville, et Clément Trudel, 2445, rue Pagé, St-Hyacinthe, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « L'Entraide Maskoutaine inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2554, rue Ste-Anne, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

1508-64

Les Entreprises Beram inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Montréal, Yvan Macerola, 2090, Place Étienne-Brûlé, Montréal, et James Galileo, 6959, Stuart, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Beram inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1604-64

European Frozen Foods Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et conseil en Loi de la reine, 3980, chemin Côte-des-

To carry on the activities of publicity counsellor and to operate as experts in publicity and as foreign relations agents, under the name of "Éditions Société Nouvelle inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$1 each and into 3950 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 540 Royale Ave., Beauport, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562

1217-64

L'Entraide Maskoutaine inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Fernand Vanasse, 655 Crémazie, Douville, Denis Gosselin, 4430 Jalobert, Douville, and Clément Trudel, 2445 Pagé St., St-Hyacinthe, all three tradesmen, for the following purposes:

To carry on a business as an investment company, under the name of "L'Entraide Maskoutaine inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 2554 Ste-Anne St., St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

6562

1508-64

Les Entreprises Beram inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé Place, Montreal, and James Galileo, 6959 Stuart, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Beram inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1604-64

European Frozen Foods Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, 3980 Côte des Neiges Road, Montreal, Joel

Neiges, Montréal, Joel Arnold Pinsky, avocat, 4597, chemin Oxford, Montréal, Isobel Nicholson, 3661, rue Ste-Famille, Montréal, et Sarah Miller, 5394, place Grovehill, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de « European Frozen Foods Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1489-64

Arnold Pinsky, advocate, 4597 Oxford Road, Montreal, Isobel Nicholson, 3661 Ste-Famille Street, Montreal, and Sarah Miller, 5394 Grovehill Place, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in food and food products, under the name of "European Frozen Foods Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 1,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1489-64

Les Fines Lames du service des loisirs St-Christophe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Marie-Thérèse Warnant, secrétaire, fille majeure, 48, rue Berri, Pont-Viau, Jean-Pierre Courtémanche, prothésiste, 37, boulevard Lévesque, Pont-Viau, Camille Boisvert, machiniste, et Suzanne Boisvert, ménagère, épouse séparée de biens dudit Camille Boisvert, ces deux derniers de 148, Tourangeau, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Les Fines Lames du service des loisirs St-Christophe inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera 48, rue Berri, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 1391-64

Les Fines Lames du service des loisirs St-Christophe inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marie-Thérèse Warnant, secretary, fille majeure, 48 Berri St., Pont-Viau, Jean-Pierre Courtémanche, maker of artificial limbs, 37 Lévesque Blvd., Pont-Viau, Camille Boisvert, machinist and Suzanne Boisvert, housekeeper, wife separate as to property of the said Camille Boisvert, the latter two of 148 Tourangeau, Pont-Viau, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Les Fines Lames du service des loisirs St-Christophe inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at 48 Berri St., Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562 1391-64

Fontaine & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Claude Fontaine, 1373, St-Louis, Roland Fontaine, 1850, Roy, tous deux plâtriers, et Gabrielle Pomerleau, ménagère, épouse commune en biens dudit Roland Fontaine, 1850, Roy, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Fontaine & frères inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1373, rue St-Louis, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 4721-63

Fontaine & frères inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Fontaine, 1373 St-Louis, Roland Fontaine, 1850 Roy, both plasterers, and Gabrielle Pomerleau, housekeeper, wife common as to property of the said Roland Fontaine, 1850 Roy, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Fontaine & frères inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1373 St-Louis, Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562 4721-63

Raoul Fortier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Raoul Fortier, commerçant, Thérèse Bernier, ménagère, épouse commune en biens dudit Raoul Fortier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Claude Fortier, commis, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce de véhicules, machines, appareils, articles de quincaillerie et matériaux de construction, sous le nom de « Raoul Fortier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,

6562-o

1561-64

Gale's Sundries Supply Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, c.r., 574, Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman c.r., 4918, Mayfair, Montréal, et Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de drogues, d'articles variés et accessoires, jouets, menus objets et cadeaux, sous le nom de « Gale's Sundries Supply Co. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,

6562

1410-64

**Garage Séville Itée
Seville Garage Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Lucien F. Gagnon, garagiste, 2055, Lincoln, # 11, Montréal, Robert Albert Sitrit, retiré, 941, Pratt, Outremont, et Joseph Henry Freedman, avocat, 2206, chemin Bedford, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules-automobiles, leurs pièces et accessoires et agir comme garagistes, sous le nom de « Garage Séville Itée — Seville Garage Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,

6562

1416-64

Raoul Fortier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raoul Fortier, trader, Thérèse Bernier, housekeeper, wife common as to property of the said Raoul Fortier, and duly authorized by him for these presents, and Claude Fortier, clerk, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business dealing in vehicles, machines, apparatus, articles of hardware and building materials, under the name of "Raoul Fortier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562

1561-64

Gale's Sundries Supply Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Sidney Kaufman, q.c., 574 Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, q.c., 4918 Mayfair, Montreal, and Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in drug sundries and supplies, toys, smallwares and giftware, under the name of "Gale's Sundries Supply Co.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1410-64

**Garage Séville Itée
Seville Garage Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien F. Gagnon, garage operator, 2055 Lincoln, # 11, Montreal, Robert Albert Sitrit, retired, 941 Pratt, Outremont, and Joseph Henry Freedman, advocate, 2206 Bedford Rd., Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their parts and accessories and to act as garage-keepers, under the name of "Garage Séville Itée — Seville Garage Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1416-64

Har-Ron Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, 3495, rue Mountain, # 708, Montréal, Jack Shayne, avocat, 5781, Melling, Côte-St-Luc, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, 1815, boul. de Boucherville, St-Bruno, comté de Chambly, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Har-Ron Construction Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1502-64

C. J. Hodgson & Co. Inc.
C. J. Hodgson & cie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Kenneth Gates, Keith Laidley, Jean Langelier, Pierre Raymond, Maurice Régnier, avocats, Gisèle C. Leduc, Evelyn Lehman, Eleanor Robertson et Mary Donovan, secrétaires, filles majeures, tous les neuf de chambre 3411, place Ville Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Diriger un commerce de finance, placement et de courtage d'actions en général, sous le nom de « C. J. Hodgson & Co. Inc.—C. J. Hodgson & cie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1155, rue Metcalfe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1563-64

International Hospital Services

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Antoine Paré, avocat, 358, Olivier, Westmount, Jean Archambault, étudiant, 5724, avenue Déom, et Évariste Lavoie, comptable, 6991, Briand, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Approvisionner des hôpitaux, hôtels, maisons de convalescents et pouponnières et autres institutions fournissant des services et commodités; procurer les accessoires et l'équipement à de telles institutions, sous le nom de « Interna-

Har-Ron Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain Street, # 708, Montreal, Jack Shayne, advocate, 5781 Melling, Côte-St-Luc, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 de Boucherville Boulevard, St-Bruno, county of Chambly, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Har-Ron Construction Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1502-64

C. J. Hodgson & Co. Inc.
C. J. Hodgson & cie inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Kenneth Gates, Keith Laidley, Jean Langelier, Pierre Raymond, Maurice Régnier, avocats, Gisèle G. Leduc, Evelyn Lehman, Eleanor Robertson et Mary Donovan, secretaries, spinsters of the age of majority, all nine of Suite 3411, Place Ville Marie, Montreal, for the following purposes:

To conduct a general financial, investment and stock exchanged brokerage business, under the name of "C. J. Hodgson & Co. Inc.—C. J. Hodgson & cie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1155 Metcalfe Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1563-64

International Hospital Services

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antoine Paré, advocate, 358 Olivier, Westmount, Jean Archambault, student, 5724 Déom Avenue, and Évariste Lavoie, accountant, 6991 Briand, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To provide hospitals, hotels, convalescent and nursery homes and other institutions with services and facilities; to deal in supplies and equipment for such institutions, under the name of "International Hospital Services", with a total

tional Hospital Services », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

886-64

Josette Frocks (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Julian Kotler, Stanley R. Shuster, Jon Kosorwich et Arthur A. Garvis, avocats, 901, rue Bleury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de drapiers et marchands de nouveautés, sous le nom de « Josette Frocks (Canada) Ltd. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, rue Ontario, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1182-64

Julia of Snowdon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Donald W. Seal, avocat, 5790, avenue Northmount, Montréal, Carole Watson, 525, 45^e Avenue, Lachine, et Rossalie Bevis, 5535, chemin Queen Mary, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, chaussures, sacs à main, fourrures, tissus, bijoux, parfum, nouveautés, marchandises en cuir et articles vestimentaires, sous le nom de « Julia of Snowdon Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1587-64

Kingsley Steel and Metal Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Sydney Phillips, avocat, 5616, avenue Palmer, Côte St-Luc, Rose-Marie Bourgoing, secrétaire, 21, Tampico, Pointe-Claire, et Marion Thomas, secrétaire, 3484, rue Durocher, Montréal, pour les objets suivants:

capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province,

6562-o

886-64

Josette Frocks (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julian Kotler, Stanley R. Shuster, Jon Kosorwich and Arthur A. Garvis, advocates, of 901 Bleury Street, Montreal, for the following purposes:

To act as clothiers and milliners, under the name of "Josette Frocks (Canada) Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 400 Ontario Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province,

6562-o

1182-64

Julia of Snowdon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald W. Seal, advocate, 5790 Northmount Avenue, Montreal, Carole Watson, 525, 45th Avenue, Lachine, and Rossalie Bevis, 5535 Queen Mary Road, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To deal in clothing, shoes, handbags, furs, fabrics, jewellery, perfume, novelties, leather goods and wearing apparel, under the name of "Julia of Snowdon Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province,

6562-o

1587-64

Kingsley Steel and Metal Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sydney Phillips, attorney, 5616 Palmer Avenue, Côte-St-Luc, Rose-Marie Bourgoing, secretary, 21 Tampico, Pointe-Claire, and Marion Thomas, secretary, 3484 Durocher Street, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'acier et autres métaux, sous le nom de « Kingsley Steel and Metal Co. Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 800 actions ordinaires catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 1,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 820 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

1494-64

Knox Advertising Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1963, constituant en corporation: Charles Arthur Knox Jr. administrateur, Éliane Goulet, ménagère, épouse dudit Charles Arthur Knox Jr, et dûment autorisé par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 1046, Mill Hill, Chomedey, et Jules Goulet, administrateur, 10451, Bruxelles, Montréal Nord, pour les objets suivants:

Agir comme agents de publicité et conseils, sous le nom de « Knox Advertising Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

4600-63

Kodiak Camps Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Robert James Stocks, 3590, avenue Ridgewood, app. 204, Montréal, Frank Swail Boyd, 619, avenue des Pins, St-Lambert, et John Malcolm McDougall, 226, avenue Fairfield, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce qui consiste à aménager toutes sortes d'endroits pour le camping, sous le nom de « Kodiak Camps Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

1246-64

Marcel Laforest construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Irving L. Adessky, 5789, avenue Melling et

To deal in steel and all other metals, under the name of "Kingsley Steel and Metal Co. Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 800 class "A" common shares of a par value of \$1 each, 1,000 class "B" shares of a par value of \$1 each and 820 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1494-64

Knox Advertising Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Arthur Knox Jr, executive, Éliane Goulet, housewife, wife of the said Charles Arthur Knox Jr, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 1046 Mill Hill, Chomedey, and Jules Goulet, executive, 10451 Bruxelles, Montreal North, for the following purposes:

To act as advertising agents and counsel, under the name of "Knox Advertising Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

4600-63

Kodiak Camps Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert James Stocks, 3590 Ridgewood Avenue, Apt. 204, Montreal, Frank Swail Boyd, 619 Pine Avenue, St-Lambert, and John Malcolm McDougall, 226 Fairfield Avenue, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To deal in construction camp sites of all kinds, under the name of "Kodiak Camps Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1246-64

Marcel Laforest construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Irving L. Adessky, 5789 Melling Avenue, and Dionysia Zerbisias,

Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, sous le nom de « Marcel Laforest construction inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1548-64

**T. M. Lanthier & Company Ltd.
T. M. Lanthier & compagnie ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Tallon Marcus Lanthier, 83, chemin Maywood, John Geoffrey Mitchell, 303, avenue Duke of Kent, tous deux de Pointe-Claire, et Walter St. Andre Bawn, 4035, rue de Louisbourg, Montréal, tous trois courtiers, pour les objets suivants:

Diriger un commerce de finance, placement et courtage, en général, sous le nom de « T. M. Lanthier & Company Ltd.—T. M. Lanthier & compagnie ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 132, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1503-64

Leon Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1964, constituant en corporation: Leon Erdman, entrepreneur électricien, 4170, des Érables, Donald W. Seal, 5790, Northmount, et Philip Shaposnick, 5485, Coolbrook, ces deux derniers avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants

Exercer un commerce d'entrepreneurs électriciens et électriciens, sous le nom de « Leon Electric Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1354-64

Lightstone Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

5525 Westbourne, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Marcel Laforest construction inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

6562-o

1548-64

**T. M. Lanthier & Company Ltd.
T. M. Lanthier & compagnie ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Tallon Marcus Lanthier, 83 Maywood Road, John Geoffrey Mitchell, 303 Duke of Kent Avenue, both of Pointe-Claire, and Walter St. Andre Bawn, 4035 de Louisbourg Street, Montreal, all three stock brokers, for the following purposes:

To conduct a general financial investment and brokerage business, under the name of "T. M. Lanthier & Company Ltd.—T. M. Lanthier & compagnie ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 132 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1503-64

Leon Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leon Erdman, electrical contractor, 4170 des Érables, Donald W. Seal, 5790 Northmount, and Philip Shaposnick, 5485 Coolbrook, the latter two attorneys, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electrical contractors and electricians, under the name of "Leon Electric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1354-64

Lightstone Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of October, 1963, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'octobre 1963, constituant en corporation: Max Slapack, c.r., 5562, avenue Glencrest, Côte-St-Luc, Gregory Charlap, 2990, avenue Soissons, Montréal, et Arthur Shulman, 3445, avenue Ridgewood, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Lightstone Realty Corp. », avec un capital total de \$2,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1374, rue Sherbrooke, ouest, chambre 20, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 4472-63

La Ligue des propriétaires de la municipalité de Charlemagne

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Seguin, officier de douanes, 119, rue Notre-Dame, Claude Lanthier, soudeur, 225, rue Sacré-Coeur, et Jean-Marc Longchamps, opérateur, 166, rue Sacré-Coeur, tous trois de Charlemagne, pour les objets suivants:

Recruter les propriétaires de la municipalité de Charlemagne et former une ligue en vue de faire valoir les droits, privilèges et revendications desdits propriétaires, sous le nom de « La Ligue des propriétaires de la municipalité de Charlemagne ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Charlemagne, comté de L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 1540-64

Les Loisirs de Frelighsburg inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Brodeur, entrepreneur, Marcel Duguay, marchand, Maurice Poulin, entrepreneur, tous trois de Frelighsburg, Rénéald Therrien, pomiculteur, et Marcel Pinsonneault, douanier, ces deux derniers de St-Armand-Est, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de Frelighsburg inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Frelighsburg, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 1339-64

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Slapack, q.c., 5562 Glencrest Avenue, Côte-St-Luc, Gregory Charlap, 2990 Soissons Avenue, Montreal, and Arthur Shulman, 3445 Ridgewood Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Lightstone Realty Corp.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1374 Sherbrooke Street West, Suite 20, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 4472-63

La Ligue des propriétaires de la municipalité de Charlemagne

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Fernand Seguin, customs officer, 119 Notre-Dame St., Claude Lanthier, solderer, 225 Sacré-Coeur St., and Jean-Marc Longchamps, operator, 166 Sacré-Coeur St., all three of Charlemagne, for the following purposes:

To recruit property owners of the municipality of Charlemagne and to form a league in view of validating the rights, privileges and revendications of the said property owners, under the name of "La Ligue des propriétaires de la municipalité de Charlemagne".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Charlemagne, county of L'Assomption, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562 1540-64

Les Loisirs de Frelighsburg inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rosaire Brodeur, contractor, Marcel Duguay, merchant, Maurice Poulin, contractor, all three of Frelighsburg, Rénéald Therrien, apple-grower, and Marcel Pinsonneault, customs broker, the last two of St-Armand-East, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Les Loisirs de Frelighsburg inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Frelighsburg, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562 1339-64

Les Loisirs Lachenaie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour de mars 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Origène Raymond, industriel, Jean-Claude Patenaude, courtier d'assurance, et Clément Desprès, marchand, tous trois de Lachenaie, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs des jeunes, sous le nom de « Les Loisirs Lachenaie inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Lachenaie, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

1100-64 — 1212/106

Les Loisirs Lachenaie inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Origène Raymond, industrialist, Jean-Claude Patenaude, insurance agent, and Clément Desprès, merchant, all three of Lachenaie, for the following purposes:

To organize recreations for young folk, under the name of "Les Loisirs Lachenaie inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Lachenaie, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562

1100-64 — 1212/106

Loisirs St-Roch
(Paroisse St-Louis de Terrebonne)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8^e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Proulx, cultivateur, Gaetan Di Patria, menuisier, rue St-Antoine, et Claude Collette, photographe, rue St-Jean, tous trois de St-Louis-de-Terrebonne, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Loisirs St-Roch (Paroisse St-Louis de Terrebonne) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Louis-de-Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

487-64

James H. MacIntyre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Émile Rassenti, entrepreneur général, 454, avenue Ballantyne nord, Montréal Ouest, Ascenzio Rassenti, entrepreneur général, 4345, avenue Madison, Montréal, Nicholas H. Rassenti, entrepreneur général, 4570, avenue Trenholme, Montréal, et Gaston Levasseur, plombier, 1828, boul. des Laurentides, Vimont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « James H. MacIntyre Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Loisirs St-Roch
(Paroisse St-Louis de Terrebonne)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rolland Proulx, farmer, Gaetan Di Patria, joiner, St-Antoine St., and Claude Collette, photographer, St-Jean St., all three of St-Louis-de-Terrebonne, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "Loisirs St-Roch (Paroisse St-Louis de Terrebonne)".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold and acquire, is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at St-Louis-de-Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562

487-64

James H. MacIntyre Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émile Rassenti, general contractor, 454 Ballantyne Avenue North, Montreal West, Ascenzio Rassenti, general contractor, 4345 Madison Avenue, Montreal, Nicholas H. Rassenti, general contractor, 4570 Trenholme Avenue, Montreal, and Gaston Levasseur, plumber, 1828 des Laurentides Blvd., Vimont, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "James H. MacIntyre Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1493-64

La Maison Notre-Dame inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Thibodeau, c.r., avocat, 43, côte du Passage, Paul-Émile Samson, architecte, 68, rue Fraser, et René Croteau, assistant-gérant, 5, rue Grondin, tous trois de Lévis, pour les objets suivants:

Aider les jeunes filles qui travaillent en leur permettant d'habiter ensemble dans une atmosphère de vie de famille, sous le nom de « La Maison Notre-Dame inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$150,000.

Le siège social de la corporation sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 1480-64

Marilyn Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Melvin Rothman, 638, avenue Roslyn, Westmount, Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, tous deux avocats, et Eleanor Johnson, secrétaire, fille majeure, 5020, Clanranald, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Marilyn Investments Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 7e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1533-64

Marper Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Albert Ouellette, 786, Vachon, LaSalle, Robert Beaudet, 5415, Wellington, Verdun, tous deux avocats, Claude Poulin, étudiant, 3716, rue Evelyn, Verdun, et Pierre Duchesne, notaire, 3450, rue Limoges, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Marper Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1493-64

La Maison Notre-Dame inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Thibodeau, q.c., advocate, 43 côte du Passage, Paul-Émile Samson, architect, 68 Fraser St., and René Croteau, assistant-manager, 5 Grondin St., all three of Lévis, for the following purposes:

To assist young girls who work to live together in an atmosphere of family life, under the name of "La Maison Notre-Dame inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire, is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation will be at Lévis, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562 1480-64

Marilyn Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melvin Rothman, 638 Roslyn Avenue, Westmount, Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, both advocates, and Eleanor Johnson, secretary, fille majeure, 5020 Clanranald, Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Marilyn Investments Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 7th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1533-64

Marper Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Ouellette, 786 Vachon, LaSalle, Robert Beaudet, 5415 Wellington, Verdun, both advocates, Claude Poulin, student, 3716 Evelyn, Verdun, and Pierre Duchesne, notary, 3450-Limoges St., St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Marper Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and into 900 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera 1118, boulevard Brown, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

1507-64

Marsolais automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jean T. Vien, avocat, 3455, côte des Neiges, Montréal, Pierrette Boyer, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Boyer, 5532, Hutchison, Outremont, et Christine Diamond, secrétaire, fille majeure, 224, boul. St-Joseph, est, app. 11, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et d'accessoires électriques, sous le nom de « Marsolais automobiles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,950 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Rosalie, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

26-64

Master Style Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Melvin Salmon, 5570, avenue Pinedale, Côte-Saint-Luc, Moe Moscovitch, 1360, avenue Bernard ouest, Outremont, tous deux avocats, et Gloria Grostern, secrétaire, célibataire, 5593, avenue Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Master Style Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4215, rue Iberville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

1490-64

Metro Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1^{er} jour d'avril 1964, constituant en corporation: Israel Edward Blanshay, 5634, avenue Greenwood, Côte-Saint-Luc, Harry Blanshay, 4946, avenue Grosvenor, tous deux avocats,

The head office of the company will be at 1118 Brown Blvd., Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562

1507-64

Marsolais automobiles inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean T. Vien, advocate, 3455 Côte des Neiges, Montreal, Pierrette Boyer, secretary, wife separate as to property of Pierre Boyer, 5532 Hutchison, Outremont, and Christine Diamond, secretary, fille majeure, 224 St-Joseph Blvd., East, Apt. 11, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and electrical accessories, under the name of "Marsolais automobiles inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$1 each and into 3,950 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Ste-Rosalie, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562

26-64

Master Style Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melvin Salmon, 5570 Pinedale Avenue, Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, 1360 Bernard Avenue West, Outremont, both advocates, and Gloria Grostern, secretary, spinster, 5593 Phillips Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Master Style Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each and 6,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 4215 Iberville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1490-64

Metro Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Israel Edward Blanshay, 5634 Greenwood Avenue, Côte-St-Luc, Harry Blanshay, 4946 Grosvenor Avenue, both advocates, Beatrice Demetre, secretary, spinster

Beatrice Demetre, secrétaire, fille majeure, 5623, avenue Woodbury, et Morris Hasenfratz, manufacturier, 4690, avenue Kent, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de bas; faire affaires dans les bas et vêtements pour dames, sous le nom de « Metro Hosiery Mills Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,800 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1470-64

Minmet Holding Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1964, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat et conseil en Loi de la reine, 4915, avenue Fulton, Montréal, Irwin S. Brodie, avocat, 5721, Mountbatten, Côte-St-Luc, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 4720, avenue Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles, produits accessoires, minéraux et effets de toutes sortes, et de leurs sous-produits, sous le nom de « Minmet Holding Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1204-64

Mondex films ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 820, Abbott, Saint-Laurent, Julius Briskin, c.r., avocat, 134, Finchley, Hampstead, et Grace Blackett, secrétaire, célibataire, 1451, Closse, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de films, sous le nom de « Mondex films ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1411, rue Crescent, chambre 403, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 1578-64

John F. Morris Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

of the age of majority, 5623 Woodbury Avenue, and Morris Hasenfratz, manufacturer, 4690 Kent Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To operate hosiery shops; to deal in hosiery and women's wear, under the name of "Metro Hosiery Mills Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 1,800 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company will be at St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1470-64

Minmet Holding Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate and Queen's Counsel, 4915 Fulton Avenue, Montreal, Irwin S. Brodie, advocate, 5721 Mountbatten, Côte-St-Luc, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure usant de ses droits, 4720 Dupuis Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares, products, materials, minerals and merchandise of any kind and their by-products, under the name of "Minmet Holding Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1204-64

Mondex films ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 820 Abbott, St-Laurent, Julius Briskin, q.c., advocate, 134 Finchley, Hampstead, and Grace Blackett, secretary, spinster, 1451 Closse, Montreal, for the following purposes:

To deal in films, under the name of "Mondex films ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1411 Crescent Street, Suite 403, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1578-64

John F. Morris Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, avocat, 4978, avenue Victoria, Montréal, Gerald Postelnik, avocat, 3460, boulevard Linton, Montréal, et Audrey Sutherland, secrétaire, veuve de feu John Sutherland, 1641, rue Saint-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourreurs, sous le nom de « John F. Morris Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

1466-64

Nashery Delicatessen (Van Horne) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, 17, Normandy Dr., Mont-Royal, Madeleine Iknejian, 7311, 9^e avenue, Saint-Michel, et Maureen T. Lovett, 1850, avenue Lincoln, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce de restaurant et de produits alimentaires, sous le nom de « Nashery Delicatessen (Van Horne) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

1520-64

National Securities Limited Les Placements nationaux limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: André Valiquette, avocat, 3340, rue Beauséjour, St-Laurent, André Bélisle, avocat, 11820, De Poutrin-court, Montréal, et Thérèse Beaulieu, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Ouellette, 51, rue Lavigne, app. 2, Ste-Geneviève, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'un courtier d'actions et vendeur d'obligations, sous le nom de « National Securities Limited — Les Placements nationaux limitée », avec un capital total de \$350,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 507, place d'Armes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

1315-64

bearing date the 2nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sol Sidney Fels, advocate, 4978 Victoria Avenue, Montreal, Gerald Postelnik, advocate, 3460 Linton Boulevard, Montreal, and Audrey Sutherland, secretary, widow of the late John Sutherland, 1641 St. Luke Street, Montreal, for the following purposes:

To do business as furriers, under the name of "John F. Morris Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1466-64

Nashery Delicatessen (Van Horne) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, 17 Normandy Dr., Mont-Royal, Madeleine Iknejian, 7311, 9th Avenue, St-Michel, and Maureen T. Lovett, 1850 Lincoln Avenue, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To engage in the restaurant and food business, under the name of "Nashery Delicatessen (Van Horne) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1520-64

National Securities Limited Les Placements nationaux limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Valiquette, lawyer, 3340 Beauséjour Street, St-Laurent, André Bélisle, lawyer, 11820 De Poutrin-court, Montreal, and Thérèse Beaulieu, secretary, wife separate as to property of Jean Ouellette, 51 Lavigne Street, Apt. 2, Ste-Geneviève, for the following purposes:

To carry on the business of a stockbroker and securities dealer, under the name of "National Securities Limited — Les Placements nationaux limitée", with a total capital stock of \$350,000, divided into 3,000 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 507 Place d'Armes, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1315-64

Stan Nicoll & Co. Ltd.

Stan Nicoll & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Herbert Birkett McNally, Paul Frederick Dingle et Frederick William Benn, avocats, 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Herbert Birkett McNally, Paul Frederick Dingle and Frederick William Benn, advocates, of 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de matériaux servant aux constructeurs, sous le nom de « Stan Nicoll & Co. Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

To deal in builders' supplies, under the name of "Stan Nicoll & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1964.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

6562

1556-64

6562-o

1556-64

Pauli Inc.

Pauli Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1964, constituant en corporation: James Andrew Grant, avocat, Margot Mary Quinn, secrétaire, célibataire, Céline Trudeau, secrétaire, célibataire, et Denise-Marie Landry, secrétaire, tous quatre de 1155, boul. Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Andrew Grant, advocate, Margot Mary Quinn, secretary, spinster, Céline Trudeau, secretary, spinster, and Denise-Marie Landry, secretary, spinster, all four of 1155 Dorchester Blvd. West, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Pauli Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

To deal in women's clothing, under the name of "Pauli Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1964.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

6562

1549-64

6562-o

1549-64

Place Chambly Itée

Place Chambly Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1964, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal Ouest, Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, et Harvey M. Cooperstone, 3926, Carlton, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Rd., Montreal West, Samuel H. Shriar, 2445 Valade, St-Laurent, and Harvey M. Cooperstone, 3926 Carlton, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Place Chambly Itée », avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

To do business in the field of real estate, under the name of "Place Chambly Itée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 4,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mars 1964.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

6562

1163-64

6562-o

1163-64

R. & M. Sheet Metal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, 4165, Esplanade, Montréal, George Irwin Harris, c.r., 5728, Westluka, Côte-Saint-Luc, Arnold Miller, 5501, avenue Randall, Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, et Élie M. Solomon, notaire, 5623, Palmer, Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils électriques et autres accessoires, sous le nom de « R. & M. Sheet Metal Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10772, rue Jean-Meurier, Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

1340-64

Redfern Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Allan Marcus, 4705, avenue Powell, Montréal, Abel Selick, 1605, chemin Norway, Montréal, et David Kirshenblatt, 5636, avenue Greenwood, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine du placement, sous le nom de « Redfern Corp. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

1536-64

Relga Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Réal Gagnon, papetier, Esther Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Réal Gagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Alice Girard, ménagère, veuve en premières noces et non remariée d'Arthur Bouchard, tous trois de 620, rue St-Dominique, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Relga Itée », avec un capital total de \$125,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 620, rue St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

R. & M. Sheet Metal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, 4165 Esplanade, Montreal, George Irwin Harris, c.c., 5728 Westluka, Côte-St-Luc, Arnold Miller, 5501 Randall Avenue, Côte-St-Luc, all three advocates, and Élie M. Solomon, notary, 5623 Palmer, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing all kinds of electrical and other metal appliances, under the name of "R. & M. Sheet Metal Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 10772 Jean-Meurier Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1340-64

Redfern Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan Marcus, 4705 Powell Avenue, Montreal, Abel Selick, 1605 Norway Road, Montreal, and David Kirshenblatt, 5636 Greenwood Avenue, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the field of investment, under the name of "Redfern Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 2,500 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1536-64

Relga Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Gagnon, paper-maker, Esther Gagnon, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Réal Gagnon, and duly authorized by him for these presents, and Alice Girard, housekeeper, widow from a first marriage and unremarried, of Arthur Bouchard, all three of 620 St-Dominique St., Jonquière, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and in construction, under the name of "Relga Itée", with a total capital stock of \$125,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 620 St-Dominique St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 7e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 5430-63

Renovatec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Paul Frederick Dingle, Herbert Birkett McNally, Vincent-François Lefebvre, Frederick William Benn, tous quatre avocats, et Anne Chippendale, secrétaire, tous les cinq de 507, place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pièces de maçonnerie et autres fabriquées de béton armé, roc ou pierre, sous le nom de « Renovatec Inc. », avec un capital total de 400 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera 1255, rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 8e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 161-64

Richelieu Properties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1964, constituant en corporation: Heinz Kroeger, entrepreneur, Clare Kroeger, ménagère, épouse séparée de biens dudit Heinz Kroeger, tous deux de 1243, chemin Heron, Ottawa, province d'Ontario, William Joseph Lawson, juge-avocat-général, Hull Sud, et Claude Blain, notaire, 10, rue Leduc, Hull, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Richelieu Properties Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue Leduc, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 19e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562 684-64 — 1212/138

Riverview Gardens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Max S. Kaufman, c.r., 547, avenue Claremont, Westmount, Joyce Blond, fille majeure, 4850, chemin Côte St-Luc, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Riverview Gardens Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 7th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562 5430-63

Renovatec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Frederick Dingle, Herbert Birkett McNally, Vincent-François Lefebvre, Frederick William Benn, all four advocates, and Anne Chippendale, secretary, all five of 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To deal in masonry and objects made of concrete, rock or stone, under the name of "Renovatec Inc.", with a capital divided into 400 common shares without par value.

The head office of the company will be at 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 161-64

Richelieu Properties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Heinz Kroeger, contractor, Clare Kroeger, housewife, wife separate as to property of the said Heinz Kroeger, both of 1243 Heron Road, Ottawa, Province of Ontario, William Joseph Lawson, judge advocate general, South Hull, and Claude Blain, notary, 10 Leduc Street, Hull, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Richelieu Properties Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10 Leduc Street, Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 19th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o 684-64 — 1212/138

Riverview Gardens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max S. Kaufman, q.c., 547 Claremont Avenue, Westmount, Joyce Blond, spinster of the full age of majority, 4850 côte St-Luc Road, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Riverview Gardens Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1599-64

Riviera Fine Foods Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7^e jour de février 1964, autorisant la fusion de « Montreal Spread Company Limited », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1960, et « Riviera Fine Foods Limited », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 3^e jour de juillet 1958, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'aliments et de produits alimentaires, sous le nom de « Riviera Fine Foods Corporation », avec un capital total de \$1,200, divisé en 1,200 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Riviera Fine Foods Corporation ».

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7^e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

665-64 — 1214/97

Rockland Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Murray Lapin, c.r., 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, et Norman May, 7915, chemin côte Saint-Luc, Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Rockland Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 766, avenue Wilder, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1547-64

Romar (Pie IX) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3^e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, avocat, 615, Westluka,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1599-64

Riviera Fine Foods Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Montreal Spread Company Limited", incorporated in virtue of the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 24th day of February, 1960, and "Riviera Fine Foods Limited", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 3rd day of July, 1958, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Riviera Fine Foods Corporation", with a total capital stock of \$1,200, divided into 1,200 shares of the par value of \$1 each.

The name of the new company is "Riviera Fine Foods Corporation".

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

665-64 — 1214/97

Rockland Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, c.c., 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, and Norman May, 7915 Côte St-Luc Road, Côte-St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Rockland Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 2,500 common shares of the par value of \$1 each and 2,500 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 766 Wilder Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1547-64

Romar (Pie IX) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore Greenbaum, advocate, 615 Westluka, Côte-St-Luc,

Côte-Saint-Luc, Baruch Pollack, avocat, 6085, De Vimy, Montréal, Aaron Pollack, avocat, 1827, avenue North, Montréal, et Morris Shuter, gérant de bureau, 874, Bertrand, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Romar (Pie IX) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1487-64

Baruch Pollack, advocate, 6085 De Vimy, Montreal, Aaron Pollack, advocate, 1827 North Avenue, Montreal, and Morris Shuter, office manager, 874 Bertrand, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in women's apparel, under the name of "Romar (Pie IX) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1487-64

Ron-Mor Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Mark Abramowitz, 5500 avenue Rosedale, Côte-St-Luc, Leon Jedeikin, 11, avenue Windsor, Westmount, tous deux avocats, et Morris Robinson, administrateur, 4709, chemin Circle, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Ron-Mor Development Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1378, rue Ste-Catherine, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1565-64

Ron-Mor Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mark Abramowitz, 5500 Rosedale Avenue, Côte-St-Luc, Leon Jedeikin, 11 Windsor Avenue, Westmount, both advocates, and Morris Robinson, executive, 4709 Circle Road, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Ron-Mor Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1378 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1565-64

S & C Shirt Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Harold W. Ashenmil, Julian Kotler et Stanley R. Shuster, avocats, de 901, rue Bleury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de chemises, blouses et produits de chemises, sous le nom de « S & C Shirt Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 75, rue Vitré, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1492-64

S & C Shirt Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold W. Ashenmil, Julian Kotler and Stanley R. Shuster, advocates, of 901 Bleury Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in shirts, blouses and shirt products, under the name of "S & C Shirt Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 75 Vitre Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1492-64

Shell Québec limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Shell Québec limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Lawrence George McDougall, avocat et conseil en loi de la Reine, 976, chemin MacNaughton, Mont-Royal, William Alston Campbell, avocat et conseil en loi de la Reine, 161, avenue Bedbrook, Montréal Ouest, Rupert Charles Thomas Harris, avo at, 637, Murray Hill, Westmount, William Desmond Thomas, avocat, 140, Stonehenge Dr., Beaconsfield, Arthur Clare Schweitzer, avocat, 5280, Mariette, Montréal, Anthony Flynn, gérant de bureau, 5530, Hutchison, Montréal, et Alexander Killin Coley, commis, 821, 38e Rue, Laval Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'huile, pétrole, naphtha et gaz naturel, sous le nom de « Shell Québec limitée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1, Place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1293-64

Société de coopération artistique de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Yves Bigras, cinéaste pigiste, 437, Park View, Rosemère, Paul Crevier, homme d'affaires, 312, Meloche, St-Laurent, Yves Jasmin, directeur de relations extérieures, 470, avenue Monmouth, Mont-Royal, Claude Letellier de Saint-Just, publicitaire, 272, boul. Duhamel, Pincourt, Ile-Perrot, et Jean Brûlé, avocat, 237, de Brullon, Boucherville, pour les objets suivants:

Organiser des festivals de cinéma et de photographie, sous le nom de « Société de coopération artistique de Montréal inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

1220-64

La Société de relations d'affaires HEC inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Charbonneau, administrateur, 31, avenue Thornton, Mont-Royal, Jean Gadbois, avocat, 3284, avenue des Cèdres, Westmount, et Réginald Boucher, étudiant, 10107, rue Garnier, Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser les relations entre le milieu étudiant et le monde des affaires, sous le nom de « La Société de relations d'affaires HEC inc. ».

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence George McDougall, advocate and Queen's Counsel, 976 MacNaughton Rd., Mont-Royal, William Alston Campbell, advocate and Queen's Counsel, 161 Bedbrook Avenue, Montreal West, Rupert Charles Thomas Harris, advocate, 637 Murray Hill, Westmount, William Desmond Thomas, advocate, 140 Stonehenge Dr., Beaconsfield, Arthur Clare Schweitzer, advocate, 5280 Mariette, Montreal, Anthony Flynn, office manager, 5530 Hutchison, Montreal, and Alexander Killin Coley, clerk, 821, 38th Street, Laval West, for the following purposes:

To deal in oil, petroleum, naphtha and natural gas, under the name of "Shell Québec limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1293-64

Société de coopération artistique de Montréal inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Yves Bigras, free-lance movie writer, 437 Park View, Rosemère, Paul Crevier, businessman, 312 Meloche St., St-Laurent, Yves Jasmin, director of foreign relations, 470 Monmouth Ave., Mount-Royal, Claude Letellier, de Saint-Just, publicist, 272 Duhamel Blvd., Pincourt, Ile-Perrot, and Jean Brûlé, advocate, 237 de Brullon, Boucherville, for the following purposes:

To organize festivals for movies and photography, under the name of "Société de coopération artistique de Montréal inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562

1220-64

La Société de relations d'affaires HEC inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Charbonneau, administrator, 31 Thornton Ave., Mount-Royal, Jean Gadbois, advocate, 3284 des Cèdres Ave., Westmount, and Réginald Boucher, student, 10107 Garnier St., Montreal, for the following purposes:

To favor the relationship between student bodies and the business world, under the name of "La Société de relations d'affaires HEC inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 1551-64

**Sofobec Itée
Sofobec Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Pierre Sauvé, 83, rue Chénier, St-Eustache, Philippe L. Guay, 5454, avenue Victoria, Montréal, Guy Marcotte, 5080, boul. Pie IX, Montréal, tous trois avocats, Jeanne Valentine, secrétaire, fille majeure, 2361, rue Madison, Montréal, et Jacqueline Leclair, secrétaire, fille majeure, 1, chemin Ellerdale, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Sofobec Itée — Sofobec Ltd. », avec un capital divisé en 200,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 400,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 1500-64

Somerlod Billiard Academy Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Vincent Carbone, 5188, avenue Borden, Domenico Carbone, 6406, rue Mazarin, et Pasquale Carbone, 6938, avenue D'Aragon, tous trois marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce d'une salle de billard et/ou d'allées de quilles, sous le nom de « Somerlod Billiard Academy Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562 1527-64

Stanmar Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, avocat, 5703, Eldridge, Côte-Saint-Luc, Anne Goldenblatt, secrétaire,

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562 1551-64

**Sofobec Itée
Sofobec Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Sauvé, 83 Chénier St., St-Eustache, Philippe L. Guay, 5454 Victoria Ave., Montreal, Guy Marcotte, 5080 Pie IX Blvd., Montreal, all three advocates, Jeanne Valentine, secretary, fille majeure, 2361 Madison St. Montreal, and Jacqueline Leclair, secretary, fille majeure, 1, Ellerdale Road, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Sofobec Itée — Sofobec Ltd.", with a capital stock divided into 200,000 common shares without nominal value and into 400,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562 1500-64

Somerlod Billiard Academy Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Vincent Carbone, 5188 Borden Avenue, Domenico Carbone, 6406 Mazarin Street, and Pasquale Carbone, 6938 D'Aragon Avenue, all three merchants, of Montreal, for the following purposes:

To engage in the billiard hall and/or bowling alley business, under the name of "Somered Billiard Academy Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o 1527-64

Stanmar Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur I. Bronstein, advocate, 5703 Eldridge, Côte-St-Luc, Anne Goldenblatt, secretary, spinster of the full

file majeure, 4895, avenue Walkley, app. 12, Montréal, et Wilma Clark, secrétaire, épouse séparée de biens de John A. Clark, 1354, chemin Dunkirk, app. 5, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Stanmar Corp. », avec un capital total de \$6,000, divisé en 30 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

1476-64

Stoneridge Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1963, constituant en corporation: Harold Gossack, avocat, 3736, avenue Kent, Montréal, Pinja E. Blitt, avocat, 4505, Plamondon, Montréal, et Michael Drazner, avocat, 130, chemin Dufferin, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de « Stoneridge Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

4582-63

Town & Country Investment (1961) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1961, autorisant la fusion de la compagnie: « Town & Country Investment Corporation », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 24e jour d'août 1961, et « Town & Country Motel Court Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 26e jour de juillet 1950, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « Town & Country Investment (1961) Limited », avec un capital total de \$1,500 divisé en 1,500 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Town & Country Investment (1961) Limited ».

Le siège social de la compagnie sera 6061, chemin de la Côte de Liesse, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

13796-61 — 1214/105

age of majority, 4895 Walkley Avenue, Apt. 12, Montreal, and Wilma Clark, secretary, wife separate as to property of John A. Clark, 1354 Dunkirk Road, Apt. 5, Mount Royal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Stanmar Corp.", with a total capital stock of \$6,000, divided into 30 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1476-64

Stoneridge Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Gossack, advocate, 3736 Kent Avenue, Montreal, Pinja E. Blitt, advocate, 4505 Plamondon, Montreal, and Michael Drazner, advocate, 130 Dufferin Rd., Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as builders, under the name of "Stoneridge Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

4582-63

Town & Country Investment (1961) Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Town & Country Investment Corporation", incorporated in virtue of the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 24th day of August, 1961, and "Town & Country Motel Court Inc.", incorporated in virtue of the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 26th day of July, 1950, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Town & Country Investment (1961) Limited", with a total capital stock of \$1,500, divided into 1,500 shares of the par value of \$1 each.

The name of the new company is "Town & Country Investment (1961) Limited".

The head office of the company will be at 6061 Côte de Liesse Road, in the city of St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

13796-61 — 1214/105

R. Vaillancourt et fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Raymond Vaillancourt, industriel, Jeanne Leclair, ménagère, épouse commune en biens dudit Raymond Vaillancourt, tous deux de 568, Notre-Dame et Réal Vaillancourt, industriel, 573, Melançon, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres ouvertures, sous le nom de « R. Vaillancourt et fils ltée », avec un capital total de \$150,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, 1,200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 50 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

4567-63

R. Vaillancourt et fils ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Vaillancourt, industrialist, Jeanne Leclair, house-keeper, wife common as to property of the said Raymond Vaillancourt, both of 568 Notre-Dame St., and Réal Vaillancourt, industrialist, 573 Melançon, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of doors, windows and other openings, under the name of "R. Vaillancourt et fils ltée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each, 1,200 preferred shares class "A" of a par value of \$100 each and into 50 preferred class "B" of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562

4567-63

White Mirror & Glass Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Irving L. Adessky, 5789, Melling, et Dionysia Zerbisias, 5525, avenue Westbourne, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de verre, vitrerie et produits et sous-produits du verre, sous le nom de « White Mirror & Glass Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1488-64

White Mirror & Glass Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Irving L. Adessky, 5789 Melling, and Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne Avenue, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in glass, glassware and glass products and by-products, under the name of "White Mirror & Glass Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1488-64

Wright's Industrial Maintenance Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1964, constituant en corporation: David A. Schwartz, 90, avenue Elgin, Valois, Mortimer S. Bistrisky, 4702, chemin de la Reine Marie, Montréal, tous deux avocats, et Claire Wilisky, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 3420, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets fabriqués, en tout ou en partie d'acier, fer, bronze, cuivre, zinc, bois et autres produits naturels, sous le nom de « Wright's Industrial Maintenance Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Wright's Industrial Maintenance Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David A. Schwartz, 90 Elgin Avenue, Valois, Mortimer S. Bistrisky, 4702 Queen Mary Road, Montreal, both advocates, and Claire Wilisky, secretary, fille majeure usant de ses droits, 3420 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise made, in whole or in part, of steel, iron, brass, copper, zinc, wood and other natural products, under the name of "Wright's Industrial Maintenance Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

1608-64

Zante Pizza Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1964, constituant en corporation: Pinja E. Blitt, 4505, avenue Plamondon, Montréal, Michael Drazner, 130, chemin Dufferin, Hampstead, Harold Gossack, 3736, avenue Kent, Montréal, et Judah L. Wolofsky, 4165, avenue Esplanade, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, auberges, cafés et salles de rafraîchissements, sous le nom de « Zante Pizza Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

414-64

The head office of the company will be at Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

1608-64

Zante Pizza Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon Avenue, Montreal, Michael Drazner, 130 Dufferin Rd., Hampstead, Harold Gossack, 3736 Kent Avenue, Montreal, and Judah L. Wolofsky, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To operate restaurants, inns, cafés and refreshment rooms, under the name of "Zante Pizza Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 4,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

414-64

Lettres patentes supplémentaires

Canada Belt (1964) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour d'avril 1964, à la compagnie « Canadian Soap & Chemical Company, Limited », constituée par lettres patentes en date du 7e jour d'avril 1941, 1^o changeant son nom en celui de « Canada Belt (1964) Ltd. »; 2^o étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562

2502-41 — 1214/110

Chez Gabrielli « Bar-B-Q » Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de mars 1964, à la compagnie « Chez Gabrielli « Bar-B-Q » Itée », subdivisant et convertissant ses 150 actions ordinaires de \$100 chacune en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

5262-63 — 1214/113

Supplementary Letters Patent

Canada Belt (1964) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Canadian Soap & Chemical Company, Limited", incorporated by letters patent dated the 7th day of April, 1941, 1. changing its name to that of "Canada Belt (1964) Ltd."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562-o

2502-41 — 1214/110

Chez Gabrielli «Bar-B-Q» Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Chez Gabrielli «Bar-B-Q» Itée", subdividing and converting its 150 common shares of \$100 each into 1,500 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562

5262-63 — 1214/113

**Club de golf Sorel-Tracy « Les Dunes » inc.
Sorel-Tracy Golf Club « Les Dunes » Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour d'avril 1964, à la compagnie « Club de Golf Sorel-Tracy « Les Dunes » inc.—Sorel-Tracy Golf Club « Les Dunes » Inc. », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes, 2° augmentant son capital de \$170,000, à \$290,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,800 actions ordinaires de \$25 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 2706-52 — 1214/70

Commerce inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de février 1964, à la compagnie « Commerce inc. », modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 10867-53 — 1214/71

Corporation d'Expansion financière

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de mars 1964, à la compagnie « Corporation d'Expansion financière », confirmant son règlement spécial « C » étant un compromis ou arrangement entre la compagnie et ses détenteurs d'actions spéciales.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 13300-57 — 1214/50

Kennebec Wood Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour d'avril 1964, à la compagnie « Kennebec Wood Products Limited », augmentant son capital de \$75,000 à \$135,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-o 10436-56 — 1214/121

Murray Hill Limousine Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

**Club de golf Sorel-Tracy «Les Dunes» inc.
Sorel-Tracy Golf Club «Les Dunes» Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Club de Golf Sorel-Tracy «Les Dunes» inc.—Sorel-Tracy Golf Club «Les Dunes» Inc.", 1. amending the provisions of its letters patent; 2. increasing its capital stock from \$170,000 to \$290,000, the additional share capital being divided into 4,800 common shares of \$25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562 2706-52 — 1214/70

Commerce inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Commerce inc.", amending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562 10867-53 — 1214/71

Corporation d'Expansion financière

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Corporation d'Expansion financière", confirming its special by-law "C" being a compromise or arrangement between the company and the holders of its special shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562 13300-57 — 1214/50

Kennebec Wood Products Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Kennebec Wood Products Limited", increasing its capital stock from \$75,000 to \$135,000, the additional share capital being divided into 6,000 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562 10436-56 — 1214/121

Murray Hill Limousine Service Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of May,

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10^e jour de mai 1963, à la compagnie « Murray Hill Limousine Service Limited », 1^o résuidant son capital de \$99,000 à \$44,600, le capital-actions annulé étant divisé en 544 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2^o convertissant ses 446 actions restantes d'une valeur au pair de \$100 chacune en 44,154 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 446 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

880-32 — 1172/134

Nashery Delicatessen (St. Louis) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6^e jour d'avril 1964, à la compagnie « Sorpo Corp. », constituée par lettres patentes en date du 5^e jour de mars 1962, 1^o changeant son nom en celui de « Nashery Delicatessen (St. Louis) Inc. »; 2^o étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

10616-62 — 1214/73

The Neighbourhood House of Montreal Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8^e jour d'avril 1964, à la compagnie « The Neighbourhood House of Montreal Corporation », étendant ses pouvoirs en augmentant le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière qu'elle peut posséder est de \$50,000 à \$500,000.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562

857-27 — 1214/129

Le téléphone Somerset limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25^e jour de mars 1964, à la compagnie « Le téléphone Somerset limitée », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

19084-53 — 1214/139

Villa Medica Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Murray Hill Limousine Service Limited", 1. reducing its capital stock from \$99,000 to \$44,600, the cancelled capital stock being divided into 544 shares of a par value of \$100 each; 2. converting its 446 remaining shares of a par value of \$100 each into 44,154 class "A" shares of a par value of \$1 each and into 446 common shares of a par value of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562

880-32 — 1172/134

Nashery Delicatessen (St. Louis) Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sorpo Corp.", incorporated by letters patent dated the 5th day of March, 1962, 1. changing its name to that of "Nashery Delicatessen (St. Louis) Inc."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

10616-62 — 1214/73

The Neighbourhood House of Montreal Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Neighbourhood House of Montreal Corporation", extending its powers by increasing the amount to which the value of the immoveable property which it may possess is to be limited, from \$50,000, to \$500,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562-o

857-27 — 1214/129

Le téléphone Somerset limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Le téléphone Somerset limitée", amending certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562

19084-53 — 1214/139

Villa Medica Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gov-

mentaires, en date du 6e jour d'avril 1964, à la compagnie « Villa Medica Convalescent Home Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17 juin 1963, 1° changeant son nom en celui de « Villa Medica Inc. »; 2° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6562-0

1557-63 — 1214/140

ernor of the Province of Quebec, to "Villa Medica Convalescent Home Inc.", incorporated by letters patent dated the June 17, 1963, 1. changing its name to that of "Villa Medica Inc."; 2. amending provisions of its letters patent;

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6562

1557-63 — 1214/140

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Erratum

La version anglaise de l'arrêté en conseil numéro 618(A) du 24 mars 1964, publié dans l'édition du 4 avril 1964 de la *Gazette officielle de Québec*, est corrigée comme suit:

À la page 2006, troisième amendement, le mot « radius » apparaissant à l'alinéa intitulé « Zone I » doit se lire « perimeter ».

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 16 mai 1964.

6576-0

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 932

Québec, le 6 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux employés des Services Funéraires dans l'Île de Montréal et l'Île Jésus.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Directeurs de Funérailles de Montréal, Inc.;

Et, D'AUTRE PART:

L'Association des Employés du Service funéraire de Montréal et de la région, Inc., pour les employeurs et les salariés des entreprises et occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 mars 1964;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Erratum

The English version of Order in Council number 618 (A) of March 24, 1964, published in the issue of April 4, 1964 of the *Quebec Official Gazette*, is corrected as follows:

On page 2006, third amendment, the word "radius" mentioned in the sub-section entitled "Zone I" shall read "perimeter".

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, May 16, 1964.

6576-0

Order in Council Executive Council Chamber

Number 932

Québec, May 6, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the undertakers' employees in the Island of Montreal and Jesus Island.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

L'Association des Directeurs de Funérailles de Montréal Inc.;

And, ON THE OTHER PART:

L'Association des Employés du Service funéraire de Montréal et de la région, Inc., for the employers and employees of the concerns and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 14, 1964;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the concerns and occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the said petition;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 mars 1964.

I. Définitions: Aux fins d'application du décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée.

a) Le terme « directeur de funérailles » désigne tout propriétaire d'entreprise funéraire qui exploite sous son propre nom ou sous celui d'une autre personne, société ou compagnie, les opérations suivantes: embaumement, préparation d'un cadavre humain pour fin d'exposition, inhumation, crémation, transport et/ou toutes autres opérations relatives aux funérailles.

b) Le terme « embaumeur » désigne tout salarié préposé à la conservation hygiénique des corps dans les cercueils, etc., à leur exposition dans les chambres mortuaires et qui, d'une façon générale, exécute tout l'ouvrage exigé de l'homme de service.

c) Le terme « homme de service » désigne tout salarié préposé à la direction des funérailles, à la décoration et à la dégarniture des chambres mortuaires, au transport des corps, à la conduite des corbillards, des fourgons et automobiles affectés au transport de la clientèle et des autres véhicules nécessaires au fonctionnement d'une entreprise funéraire. Il voit également à l'entretien desdits véhicules (lavage, graissage, cirage, etc.) mais il n'exerce pas les fonctions de l'homme de métier dans l'industrie de l'automobile, (mécanicien, électricien, carrossier, débosseur, peintre, etc.)

d) Le terme « étudiant » désigne toute personne qui étudie l'art de l'embaumement chez un directeur de funérailles ou chez un embaumeur ambulant. L'étudiant fait partie du personnel de l'entreprise comme homme de service, mais l'étudiant qui travaille pour un embaumeur ambulant, fait partie du personnel de ce dernier. La période d'apprentissage est de deux (2) ans. Un embaumeur ne peut avoir qu'un seul étudiant à son emploi.

II. Jurisdiction territoriale et professionnelle:

a) Le présent décret s'applique à tous les directeurs de funérailles et embaumeurs ambulants et aux salariés à leur emploi dans l'île de Montréal et l'île Jésus.

b) Il s'applique également à tout autre directeur de funérailles qui vient de l'extérieur faire affaires dans les limites de la présente juridiction territoriale, soit occasionnellement ou régulièrement.

c) Toutefois, n'est pas assujéti au décret, le directeur de funérailles de l'extérieur:

i. venant conduire dans la juridiction territoriale quelqu'un décédé à l'extérieur.

ii. venant chercher quelqu'un décédé dans la juridiction territoriale pour l'inhumer à l'extérieur.

III. Heures de travail: a) La durée régulière de la semaine de travail est de cinquante et une (51) heures, durant le jour, et de soixante (60) heures, durant la nuit, pour six (6) jours de travail, jusqu'au 13 mars 1965, réparties comme suit: huit heures et trente minutes (8½) consécutives durant le jour, dix (10) heures consécutives, durant la nuit.

À compter du 13 mars 1965, la durée régulière de la semaine de travail sera de quarante-huit

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), with however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 14, 1964.

I. Definitions: For the purposes of enforcement of the decree, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) The words "funeral director" mean any funeral concern owner engaged, under his own name or that of another person, or of a partnership or company, in the following operations: embalming, preparation of corpses for lying in state, burial, cremation, transportation or any other operation relating to funerals.

b) The word "embalmer" means any employee whose work is concerned with the keeping of corpses in coffins in a hygienic condition, lying in state in a funeral parlor and the execution of any service man's work.

c) The words "service man" mean any person whose work consists of the following: direct funerals, decorate or untrim funeral parlors, transportation of corpses, drive the hearse, van or any automobile used for the transportation of customers and any other vehicle needed by such a concern. He also assumes the care of said vehicles (washing, greasing, polishing, etc.), but he does not do the work of automobile trades workers, such as that of mechanics, electricians, body workers, painters, etc.

d) The word "student" means any person learning the embalmer's trade in a funeral director's establishment or with an itinerant embalmer. The student will be considered as service man in the concern's personnel, but the student working for an itinerant embalmer shall be part of this itinerant embalmer's personnel. The apprenticeship period consists of two (2) years. An embalmer is allowed one student only.

II. Territorial and professional jurisdiction:

a) The present decree applies to all funeral directors and itinerant embalmers and their employees in the Islands of Montreal and Jesus.

b) It also applies to any other funeral director from outside doing business within the limits of this territorial jurisdiction, whether occasionally or regularly.

c) However, the undertaker from outside:

i. Taking into the territorial jurisdiction people deceased outside the said jurisdiction;

ii. Bringing people deceased in the territorial jurisdiction for burial outside the said jurisdiction, is not subject to the decree.

III. Working hours: a) The regular weekly duration of work consists of fifty-one (51) hours for day work and sixty (60) hours for night work, for six (6) days of work, until March 13, 1965, distributed as follows: eight and a half (8½) consecutive hours for day work, ten consecutive hours (10) for night work.

From March 13, 1965, the regular weekly duration of work shall consist of forty-eight (48)

(48) heures réparties comme suit: durant le jour, huit (8) heures consécutives; durant la nuit dix (10) heures consécutives.

Chaque employeur doit déterminer les heures hebdomadaires de ses salariés et doit, de plus, en faire la déclaration écrite au Comité paritaire.

b) Tout travail supplémentaire exécuté en plus de la durée régulière quotidienne ou hebdomadaire ci-haut déterminée doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Toutefois, un salarié qui bénéficie d'un salaire supérieur au taux fixé par le décret, doit recevoir pour son travail supplémentaire, un salaire calculé au taux habituel plus 50% des taux minima fixés par ledit décret.

IV. Salaires minima: a) Les embaumeurs employés à la semaine et possédant la licence d'embaumeur qualifié émise par la ville de Montréal, ou travaillant dans l'Île de Montréal et l'Île Jésus, doivent recevoir la rémunération hebdomadaire suivante:

	Par semaine 13 mars 1966	
Première année d'expérience . . .	\$ 90.00	\$ 90.00
Deuxième année d'expérience . . .	100.00	100.00
Troisième année d'expérience . . .	110.00	115.00

b) Tout homme de service assujéti au décret et employé à la semaine doit recevoir la rémunération hebdomadaire suivante:

	13 mars 1966	
Première année d'expérience . . .	\$ 65.00	\$ 65.00
Deuxième année d'expérience . . .	75.00	75.00
Troisième année d'expérience . . .	80.00	82.00

c) Les salariés surnuméraires doivent recevoir un salaire de quatre dollars (\$4.00) par appel relatif au service funéraire, ou de cinq dollars (\$5.00) s'ils doivent conduire une voiture.

d) Le décret n'affecte en rien le salaire du salarié recevant une rémunération plus élevée lors de sa mise en vigueur.

V. Dispositions générales: a) *Vacances payées*: Après un (1) an de service chez le même employeur, un salarié a droit à sept (7) jours consécutifs de vacances payées. Après trois (3) ans de service chez le même employeur, un salarié a droit à quatorze (14) jours de vacances payées, chaque période de sept (7) jours consécutifs devant être prise après entente entre l'employeur et le salarié.

Si le salarié quitte son emploi volontairement ou est congédié, il doit recevoir une rémunération de 2% du salaire gagné durant le temps travaillé au cours de la période où il acquiert son droit aux vacances.

b) *Uniformes*: Les directeurs de funérailles qui désirent le port d'un uniforme pour leurs salariés, doivent fournir cet uniforme gratuitement.

c) *Repos*: Tout salarié a droit à un (1) jour complet (24 heures) de repos chaque semaine.

d) Les années d'expérience d'un salarié chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles doivent être prises en considération par tout nouvel employeur.

e) Tout actionnaire d'une entreprise de funérailles qui y travaille comme salarié est assujéti au décret, quant aux heures de travail et au salaire et à moins qu'il ne soit directeur de ladite entreprise.

f) Le salaire de tout salarié doit être payé au complet, hebdomadairement, et, si possible, le vendredi, dans une enveloppe sur laquelle sont

hours distributed as follows: for day work, eight (8) consecutive hours; for night work, ten (10) consecutive hours.

Every employer shall determine the weekly working hours of his employees and shall submit a written report thereof to the Parity Committee.

b) All overtime worked in excess of the regular daily or weekly duration of labour, as above determined, shall be paid time and one half.

However, employees receiving a higher remuneration than that established by this decree shall be paid for overtime their usual rate plus 50% of the minimum rates established by the said decree.

IV. *Minimum rates of wages*: a) Embalmers employed on a weekly basis and certificated as embalmers by the city of Montreal or working in the Islands of Montreal and Jesus shall receive the following remuneration:

	Weekly rates March 13, 1966	
First year of experience . . .	\$ 90.00	\$ 90.00
Second year of experience . . .	100.00	100.00
Third year of experience . . .	110.00	115.00

b) Every service man governed by the decree and employed on a weekly basis shall receive the following weekly remuneration:

	March 13, 1966	
First year of experience . . .	\$65.00	\$65.00
Second year of experience . . .	75.00	75.00
Third year of experience . . .	80.00	82.00

c) Supernumerary employees shall receive a remuneration of four (\$4.00) dollars per call concerning a funeral service; the remuneration shall be five (\$5.00) dollars if employees are required to drive a vehicle.

d) The decree shall not affect, in any way, higher rates of wages paid to employees at the time of coming into force.

V. *General provisions*: a) *Vacation with pay*: After one (1) year of service with the same employer, an employee is entitled to seven (7) consecutive days of vacation with pay. After three (3) years of service with the same employer, an employee is entitled to fourteen (14) days of vacation with pay, each seven (7) consecutive days to be taken at a date agreed upon by both the employer and the employee.

If the employee quits voluntarily his employ or is dismissed he shall receive a remuneration of 2% of the wages earned for all time worked in the period which entitles him to the vacation.

b) *Uniforms*: If funeral directors want their employees to wear uniforms, they shall supply same without charge to the employees.

c) *Rest*: Every employee is entitled to a complete day (24) hours of rest each week.

d) Years of experience of an employee with any of the funeral directors shall be taken into consideration by any new employer.

e) Shareholders of a funeral undertaking working as employees shall be subject to the provisions of the decree in respect of working hours, wages and levy unless they be directors of the concern.

f) The wages of any employee shall be paid, completely, each week and, if possible, on Friday in an envelope on which his name, the

inscrits son nom, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire horaire et le montant contenu dans l'enveloppe.

g) *Fêtes chômées et payées*: Les salariés réguliers de tout directeur de funérailles assujéti au présent décret, ont droit à six (6) fêtes chômées et payées par année choisies parmi la liste suivante: Le Premier Jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et Noël.

Le salarié qui est retenu au travail un des six (6) jours choisis, doit recevoir un (1) jour complet de congé dans les quinze (15) jours qui suivent la fête.

Chaque employeur doit déterminer les six (6) jours de fêtes choisis pour ses salariés et en faire la déclaration écrite au Comité paritaire.

VI. Le présent décret abroge le décret numéro 279 du 4 mars 1948 et tous ses amendements.

VII. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par cette convention, demeure en fonction et surveille la mise en exécution du décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également les dettes de l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

VIII. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 13 mars 1967. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que dans un délai de pas plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration, l'une des deux parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie et au Ministre du Travail.

JACQUES PRÉMONT,

6576-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 933

Section « A »

Québec, 6 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 790 du 8 mai 1962 et amendements, relatif à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 avril 1964;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

date of the week of work, the number of hours paid, the wage rates by the hour and the amount contained therein shall be mentioned.

g) *Holidays with pay*: The regular employees of all funeral directors governed by the decree are entitled to six (6) holidays with pay chosen amongst the following days: New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, The Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day.

Employees required to work one of the said six (6) holidays shall be entitled to a complete day off within the next fifteen (15) days.

Every employer shall determine the six (6) holidays to be granted to his employees and notify the Parity Committee in writing to that effect.

VI. The present decree annuls the decree number 279 of March 4, 1948, and its amendments.

VII. Upon the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the previous decree in the territorial jurisdiction determined by this agreement, remains in office and supervises the carrying out of the decree until a new committee is formed which shall succeed and be vested with all the assets and rights of the former committee; it shall assume all the liabilities of the former committee incurred under the said previous decree.

VIII. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until March 13, 1967. It renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party and the Minister of Labour, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before the date of its expiration.

JACQUES PRÉMONT,

6576-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 933

Section "A"

Quebec, May 6, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree number 790 of May 8, 1962, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 4, 1964.

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail; QUE ledit décret, numéro 790, soit modifié comme suit:

1° L'article II est remplacé par le suivant:
 « II. *Taux minima de salaires et classifications:*
 a) À compter de la publication du décret et des dates indiquées ci-dessous les taux minima de salaires seront les suivants pour chacune des classifications ci-après:

1. *Travail sur les chantiers de construction — Field work*

	1er juin June 1 1964	1er janvier Jan. 1 1965	1er juin June 1 1965	1er janvier Jan. 1 1966
<i>Zone I:</i>				
Mécanicien, monteur — Mechanic, erector . . .	\$2.60	\$2.65	\$2.70	\$2.75
Ajusteur — Fitter	2.25	2.30	2.35	2.40
Aide — Helper	1.95	2.00	2.00	2.05

2. *Travail en boutique — Shop work*

<i>Zone I:</i>				
Mécanicien — Mechanic	2.35	2.40	2.50	2.55
Ajusteur — Fitter	2.00	2.05	2.15	2.20
Aide — Helper	1.70	1.75	1.80	1.85
<i>Zone II:</i>				
Mécanicien — Mechanic	2.20	2.25	2.35	2.40
Ajusteur — Fitter	1.85	1.90	2.00	2.05
Aide — Helper	1.60	1.65	1.70	1.75
<i>Zone III:</i>				
Mécanicien — Mechanic	2.10	2.15	2.35	2.40
Ajusteur — Fitter	1.80	1.85	2.00	2.05
Aide — Helper	1.55	1.60	1.70	1.75

2° L'article XII-A est remplacé par le suivant:
 « XII-A. *Sécurité sociale:* 1. Le Fonds de Sécurité Sociale institué par les présentes est destiné à assurer aux salariés couverts par ce décret des bénéfices de sécurité sociale.

2. a) À compter du premier jour de juin 1964, tout employeur doit verser au fonds de sécurité sociale la somme de \$0.05 pour chaque heure de travail accomplie par ses salariés couverts par ce décret.

b) À compter de la même date, tout employeur devra de plus déduire de chaque paye de chacun de ses salariés couverts par ce décret la somme de \$0.05 pour chaque heure de travail accomplie par lesdites salariés.

3. Tout employeur, avant le 10e jour de chaque mois, doit faire remise au Comité Conjoint des Matériaux de Construction d'un montant d'argent égal à la somme de ses contributions selon l'alinéa « a » du paragraphe 2, et des cotisations de ses salariés déduites selon l'alinéa « b » du paragraphe 2, pour le mois précédent.

4. Le Comité Conjoint des Matériaux de Construction est par la présente désigné comme l'organisme qui recevra les contributions et cotisations au fonds de sécurité sociale. Il est investi de tous les droits, titres et intérêts dans le Fonds de Sécurité Sociale pour les usages et devoirs et avec les restrictions prévues au présent article.

5. Le Comité Conjoint peut nommer un sous-comité aux fins d'administrer le Fonds de Sécurité Sociale et de verser les primes prévues par un contrat avec une compagnie d'assurance responsable des bénéfices aux ouvriers.

Le contrat d'assurance est sujet à l'approbation du Surintendant des Assurances de la Province de Québec et son fonctionnement soumis à sa surveillance.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the honourable the Minister of Labour; THAT the said decree, number 790, be amended as follows:

1. Article II is replaced by the following:
 "II. *Minimum rates of wages and classifications:*
 a) From the date of publication of the decree and the dates mentioned hereafter, the minimum rates of wages for each one of the following classification shall be as follows:

1. *Field work*

	1er juin June 1 1964	1er janvier Jan. 1 1965	1er juin June 1 1965	1er janvier Jan. 1 1966
<i>Zone I:</i>				
Mécanicien, monteur — Mechanic, erector . . .	\$2.60	\$2.65	\$2.70	\$2.75
Ajusteur — Fitter	2.25	2.30	2.35	2.40
Aide — Helper	1.95	2.00	2.00	2.05

2. *Shop work*

<i>Zone I:</i>				
Mécanicien — Mechanic	2.35	2.40	2.50	2.55
Ajusteur — Fitter	2.00	2.05	2.15	2.20
Aide — Helper	1.70	1.75	1.80	1.85
<i>Zone II:</i>				
Mécanicien — Mechanic	2.20	2.25	2.35	2.40
Ajusteur — Fitter	1.85	1.90	2.00	2.05
Aide — Helper	1.60	1.65	1.70	1.75
<i>Zone III:</i>				
Mécanicien — Mechanic	2.10	2.15	2.35	2.40
Ajusteur — Fitter	1.80	1.85	2.00	2.05
Aide — Helper	1.55	1.60	1.70	1.75

2. Article XII-A is replaced by the following:
 "XII-A. *Social Security:* 1. There is hereby created a Social Security Fund to assure Social Security Benefits to employees governed by this decree.

2. a) From the first day of June 1964, every employer shall contribute to the Social Security Fund the sum of \$0.05 for every hour worked by his employees governed by this decree.

b) From the same date, every employer shall also deduct from each pay of each of his employees governed by this decree the sum of \$0.05 for every hour worked by the said employees.

3. Every employer shall remit to the Building Materials Joint Committee before the tenth day (10) of each month the aggregate of his assessments according to sub-paragraph "a" of paragraph 2 plus his employees' assessments deducted under sub-paragraph "b" of paragraph 2, for the preceding month.

4. The Building Materials Joint Committee is hereby designated as the body to receive the assessments (contributions) to the Social Security Fund. It is vested with all right, title and interest in and to the Social Security Fund for the uses and duties, and with the restrictions set forth in the present article.

5. The Joint Committee may appoint a sub-committee for the purpose of administering the Social Security Fund and of remitting the premiums in accordance with a contract entered into with an insurance company responsible for the workers' benefits.

The contract shall be approved by the Superintendent of Insurance of the Province of Québec and the operations thereof shall be submitted to his supervisions.

6. Chaque salarié couvert par ce décret a droit aux bénéfices d'une police d'assurance-groupe en cas de décès, accident ou maladie, selon les conditions d'admissibilité décrites dans la police d'assurance.

Chaque salarié couvert par ce décret a droit auxdits bénéfices si son employeur a remis au Comité Conjoint ses propres contributions et celles qu'il a déduites de son salaire pour chacune des heures travaillées par ledit salarié. Dans le cas contraire le Comité étudiera toute réclamation à son mérite et prendra les décisions que la justice et l'équité lui imposeront. »

JACQUES PRÉMONT,
6576-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

6. Every employee covered by this decree is entitled to the benefits of a group insurance policy in the event of decease, accident or illness, in pursuance of the conditions of eligibility under the insurance policy."

Every employee covered by the decree is entitled to the benefits when his employer has remitted to the Joint Committee his own assessments and those which he has deducted from his wages for each hour worked by the said employee, if not, the Committee shall study each claim according to its merits and shall take such decisions as justice and equity will indicate."

JACQUES PRÉMONT,
6576-o Associate Clerk of the Executive Council.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 933

Section « B »

Québec, 6 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la section I (Industrie du granit) du décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section I (Industrie du granit) du décret numéro 2203 du 6 décembre 1960 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications à ladite section I;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 mars 1964;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite section I (Industrie du granit) du décret numéro 2203, soit modifiée comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

« III. *Taux de salaires*: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers énumérés ci-après:

Métiers — Trades:

1. Tailleur de granit — Granite cutter
2. Tailleur de granit sur dégauchisseuse et sableuse — Journeymen cutter on surfacing or sandblast work
3. Dessinateur et préposé au lettrage sur stencils — Sketcher and letterer on sandblast stencil work
4. Dessinateur et lettrier opérant une sableuse — Journeyman sketcher and letterer operating sandblast machine
5. Forgeron-trempeur (atelier seulement) — Blacksmith temperer (shop only)
6. Préposé à l'entretien (machiniste et autres métiers) — Maintenance man (machinist or other trades)
7. Polisseur (toutes catégories) — Polisher (all categories)
8. Opérateur de sableuses — Sandblast machine operator
9. Scieur (toutes catégories) — Sawyer (all categories)

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 933

Section "B"

Quebec, May 6, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to section I (Granite industry) of the decree relating to the building materials industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section I (Granite Industry) of the decree number 2203 of December 6, 1960 and amendments, relating to the building materials industry in the province of Québec, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said section I;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 7, 1964;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said section I (Granite industry) of the decree number 2203, be amended as follows:

1. Article III is replaced by the following:

« III. *Wage rates*: The minime rates of wages shall be as follows for each one of the trades mentioned hereafter:

Salaires horaires

Hourly rates

À compter du

From

1/1/65 1/1/66

	1/1/65	1/1/66	
	\$1.90	\$2.00	\$2.05
	1.90	2.00	2.05
	1.90	2.00	2.05
	1.90	2.00	2.05
	1.75	1.85	1.90
	1.75	1.85	1.90
	1.65	1.75	1.80
	1.60	1.70	1.75
	1.55	1.65	1.70

Métiers — Trades:	Salaires horaires Hourly rates À compter du From		
	1/1/65 1/1/66		
10. Préposé aux machines à meuler au carborundun (excluant les scies) — Carborundum machine grinding (not sawing).....	\$1.60	\$1.70	\$1.75
11. Opérateur de machines dégauchisseuses — Surfacer machine operator.....	1.60	1.70	1.75
12. Opérateur de tour — Lathe operator.....	1.55	1.65	1.70
13. Opérateur de machine à évider (coring machine) — Coring machine operator.....	1.55	1.65	1.70
14. Opérateur de grue — Hoist and crane operator.....	1.50	1.60	1.65
15. Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman.....	1.45	1.55	1.60
16. Foreur de panneaux polis — Driller of polished stabs.....	1.45	1.55	1.60
17. Carrier et foreur — Channel bar and jackhammer operator (quarry).....	1.45	1.55	1.60
18. Préposé à l'emballage — Crating.....	1.40	1.50	1.55
19. Aide et journalier — Labourer and helper.....	1.35	1.45	1.50
20. Chauffeur — Fireman.....	1.35	1.45	1.50
<i>Par semaine — Per week</i>			
21. Surveillant — Watchman.....	\$59.50	\$64.50	\$67.00
22. Chauffeur de camion (livraison extérieure) — Truck driver (outside deliveries).....	77.00	82.00	84.50

Les taux de salaires des apprentis sont basés sur les taux de salaires des compagnons, réduits de \$0.05 l'heure pour chaque trois (3) mois d'apprentissage qu'il reste à compléter avant que l'apprenti n'atteigne le statut de compagnon, le tout devant être établi conformément au paragraphe « a » de l'article IX de la présente section.

2° Le paragraphe « a » de l'article V est remplacé par le suivant:

« V. *Durée du travail:* a) La durée maximum du travail des tailleurs de granit, des apprentis tailleurs de granit, des préposés au lettrage et aux dessins sur composition et des forgerons travaillant dans les ateliers est de huit (8) heures par jour, réparties entre 7 a.m. et 6 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et quatre (4) heures le samedi, réparties entre 7 a.m. et midi.

Il n'y a pas de durée journalière ou hebdomadaire pour les gardiens.

La durée maximum du travail des salariés des autres catégories mentionnées à l'article III, est de neuf heures (9) par jour, distribuées entre 7 a.m. et 6 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et de quatre (4) heures le samedi, distribuées entre 7 a.m. et midi, à l'exception des salariés de la catégorie 17 (Carrier et foreur) dont les heures sont maintenues à cinquante (50) par semaine. »

3° Les paragraphes suivants sont ajoutés après le premier paragraphe de l'article X:

« Cette semaine de vacances sera payée entre le 1er juin et le 1er septembre à la date fixée par entente entre l'employeur et le salarié.

La période de calcul sera du 1er janvier d'une année au 31 décembre précédant la période de la paye de vacances. »

4° L'article XI est remplacé par le suivant:

« XI. *Jours de fête payés:* Chaque année, les salariés ont droit à cinq (5) jours de fêtes payés. Le choix de ces jours de fête est dévolu à l'employeur et à ses salariés lesquels doivent en aviser le Comité paritaire.

Ces congés sont rémunérés à raison de 2% du gain brut annuel.

Un salarié qui quitte son emploi a droit au paiement de ses congés accumulés à cette date. »

5° L'article XII est remplacé par le suivant:

« XII. *Durée:* La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1966. »

Apprentice wage rates shall be calculated by deducting from the journeyman's wage rate \$0.05 per hour for each three (3) months of apprenticeship which the apprentice must still serve in order to obtain journeyman status, as calculated according to article IX "a" of the present section.

2. Paragraph "a" of article V is replaced by the following:

« V. *Duration of Labour:* a) The maximum duration of labour for granite cutters, granite cutters' apprentices, letterers and designers on composition and blacksmiths working in the shops shall be eight (8) hours per day, distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and four (4) hours distributed between 7:00 a.m. and noon on Saturday.

There shall be no daily or weekly limitation to the duration of labour for watchmen.

The maximum duration of labour for the other classifications mentioned in article III hereof, shall be nine (9) hours per day, distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and four (4) hours distributed between 7:00 a.m. and non on Saturday, with the exception of employees of category 17 (Channel bar and jackhammer operator (quarry) whose hours shall continue to be fifty (50) per week. »

3. The following paragraphs are added after the first paragraph of article X:

« This vacation week shall be paid between June 1st and September 1st at a date agreed upon between the employer and the employee.

The computing period shall extend from January 1st of one year to December 31st preceding the vacation pay period. »

4. Article XI is replaced by the following:

« XI. *Holidays with pay:* Each year, employees are entitled to five (5) holidays per year. These four holidays shall be selected by agreement between the employer and his employees and notice thereof shall be given to the Parity Committee.

These holidays shall be remunerated at the rate of 2% of the yearly gross earnings.

An employee who leaves his employ is entitled to the payment of his holidays accumulated at the date of departure. »

5. Article XII is replaced by the following:

« XII. *Date of expiration:* The present section remains in force until October 31, 1966. »

6° Le nouvel article XIII suivant est ajouté:
« XIII. Les parties conviennent d'ouvrir les négociations à compter du 1er septembre précédant la date d'expiration du décret. »

JACQUES PRÉMONT,
6576-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 933

Section « C »

Québec, 6 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 10 août 1964.

JACQUES PRÉMONT,
6576-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 933

Section « D »

Québec, 6 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections à l'arrêté en conseil numéro 766 du 15 avril 1964.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1° QUE le règlement de prélèvement du Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec approuvé par la section « C » de l'arrêté en conseil numéro 766 du 15 avril 1964, soit corrigé en y remplaçant les mots « déduire 2% du total des rapports mensuels » apparaissant à la deuxième ligne du troisième alinéa de l'article 2. (Mode de perception) par les mots « déduire 6% du total des rapports mensuels ».

2° QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la construction de Drummondville, approuvé par la section « D » du même arrêté, soit corrigé en y radiant le dernier paragraphe de l'article 2 (mode de perception).

3° QUE la section « E » du même arrêté ayant approuvé le règlement de prélèvement du comité paritaire des métiers de la construction de Saint-Hyacinthe, soit corrigée en y remplaçant le nom du comité paritaire concerné par le suivant:

« Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Saint-Hyacinthe. »

JACQUES PRÉMONT,
6576-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 933

Section « F »

Québec, le 6 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

6. The following new article XIII is added:
"XIII. The parties agree to open negotiations from September 1st preceding the date of expiration of the decree."

JACQUES PRÉMONT,
6576-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 933

Section "C"

Quebec, May 6, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the printing trades in the region of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the decree number 3088 of August 7, 1946 and amendments, relating to the printing trades in the region of Montreal, be again extended until August 10, 1964.

JACQUES PRÉMONT,
6576-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 933

Section "D"

Quebec, May 6, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to Order in Council number 766 of April 15, 1964.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

1. THAT the levy by-law of the Joint Committee of the Construction Industry, Quebec, approved by section "C" of Order in Council number 766 of April 15, 1964, be corrected by replacing the words "deduct 2% from the monthly assessments" appearing in the second line of the third sub-paragraph of article 2. (Mode of collection) by the words: "deduct 6% of the monthly assessments".

2. THAT the levy by-law of the Building Trades Joint Committee of Drummondville, approved by section "D" of the said Order in Council, be corrected by deleting the last paragraph of article 2 (Mode of collection).

3. THAT the French version of section "E" of the said Order in Council having approved the levy by-law of the Building Industry Parity Committee of Saint-Hyacinthe, be corrected by replacing the name of the said Parity Committee by the following:

"Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Saint-Hyacinthe".

JACQUES PRÉMONT,
6576-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 933

Section "F"

Quebec, May 6, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT l'abrogation du droit de prélèvement de la Commission conjointe de l'industrie de la Chemise de la Province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement de la Commission conjointe de l'industrie de la Chemise de la Province de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 577 du 18 mars 1964, section « G », soit annulé et abrogé à toute fin que de droit.

JACQUES PRÉMONT,

6576-0 *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 933

Section « H »

Québec, le 6 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1289 (B) du 8 août 1962, soit de nouveau prolongé jusqu'au 10 août 1964, aux mêmes taux et conditions.

JACQUES PRÉMONT,

6576-0 *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 875

Québec, le 29 avril 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la division territoriale de la province en treize sections pour les fins de la chasse.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QU'EN vertu du paragraphe 30a de l'article 65 de la Loi de la chasse, S.R.Q., 1941, chapitre 153, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, établir pour les fins de la chasse, des divisions territoriales.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE, pour les fins de la chasse, la province soit divisée en treize sections, savoir:

La section au sud de la cité de Montréal, intitulée Zone A: Comprenant cette partie de la province situé à l'intérieur d'une ligne originant au point de rencontre du pont de Québec et de la rive droite du fleuve Saint-Laurent et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le sud-ouest, la route No 1; et la rive est du lac Memphremagog; vers l'ouest, la frontière internationale; vers le nord-est, le fleuve Saint-Laurent jusqu'au point de départ;

La section au sud de la cité de Québec, intitulée Zone B: comprenant cette partie de la province situé à l'intérieur d'une ligne originant au point de rencontre du pont de Québec et la

CONCERNING the abrogation of the right to levy of the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec, authorized by a by-law approved by Order in Council number 577 of March 18, 1964, section "G", be annulled and deleted for all purposes of the law.

JACQUES PRÉMONT,

6576-0 *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 933

Section "H"

Quebec, May 6, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the right to levy of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and district.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy assessments of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and district, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1289 (B) of August 8, 1962, be extended until August 10, 1964, with the same rate and conditions.

JACQUES PRÉMONT,

6576-0 *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 875

Quebec, April 29, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territorial division of the Province in thirteen sections for hunting purposes.

IT IS ORDERED, upon the proposition of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT under paragraphe 30a of section 65, of the Game Laws Act, R.S.Q., 1941, chapter 153, the Lieutenant-Governor in Council may, by by-law, establish, for hunting purposes, territorial divisions.

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT, for hunting purposes, the Province be divided into thirteen sections, to wit:

The section south of the city of Montreal, called Zone A: including that part of the Province situated at the interior of a line originating at the meeting point from the Quebec Bridge and the right bank of the Saint-Lawrence River and passing successively by the following lines and demarcations: on the southwest, route No. 1; and the east bank of Lake Memphremagog; on the west, the international frontier; on the northeast, the Saint-Lawrence River up to the starting point;

The section south of the city of Quebec, called Zone B: including that part of the Province situated at the interior of a line originating at the meeting point of the Quebec Bridge and the

rive droite du fleuve Saint-Laurent et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le nord-est, le fleuve Saint-Laurent; vers le sud-est, la limite est du comté de Rimouski; vers le sud-ouest et l'ouest, la frontière internationale; vers le nord-est, la rive est du lac Memphremagog et la route No 1 jusqu'au point de départ;

La section de Gaspé, intitulée Zone C: comprenant les comtés de Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure et Matapédia;

— La section de l'île d'Anticosti, intitulée Zone D: comprenant l'île d'Anticosti;

La section au nord de la cité de Montréal, intitulée Zone E: comprenant cette partie de la province située à l'intérieur d'une ligne originant au point de rencontre du prolongement de la route No 41 jusqu'au fleuve Saint-Laurent, avec la rive gauche dudit fleuve et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le sud-ouest, le fleuve Saint-Laurent; vers le nord-ouest et le nord-est, la limite ouest des comtés de Vaudreuil-Soulanges; vers le nord-ouest, la rivière Outaouais; vers le nord, la limite ouest du comté de Papineau; vers l'est, les limites nord des comtés de Papineau et d'Argenteuil; vers le nord-est, la route No 41 et son prolongement jusqu'au point de départ;

La section des Laurentides, intitulée Zone F: comprenant cette partie de la province située à l'intérieur d'une ligne originant au point de rencontre du prolongement jusqu'au fleuve Saint-Laurent de la route No 41 avec la rive gauche dudit fleuve et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le sud-ouest, la route No 41; vers l'ouest, les limites nord des comtés d'Argenteuil et de Papineau; vers le sud, la limite ouest du comté de Papineau; vers l'ouest, la rivière Outaouais; vers le nord et l'est, la route No 11; vers le nord-est, la rivière Rouge; vers le sud-est, la limite sud-ouest du parc du Mont-Tremblant; vers le nord-est, la limite sud-est du parc du Mont-Tremblant; vers le nord-ouest, la limite nord-est du parc du Mont-Tremblant; vers l'est, la route joignant ledit parc avec Saint-Guillaume et Saint-Michel des Saints; vers le sud-est, la route No 43 jusqu'à Saint-Gabriel de Brandon; vers le nord-est, la route qui joint Saint-Gabriel de Brandon à Saint-Didace, Saint-Édouard, Shawinigan, Grand-Mère et Saint-Tite de Champlain; vers le sud-est, la route No 19-A; vers le sud-ouest, le fleuve Saint-Laurent jusqu'au point de départ;

La section du centre du Québec, intitulée Zone G: comprenant cette partie de la province située à l'intérieur d'une ligne originant au point de rencontre à La Tuque, du chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et de la route La Tuque-Roberval et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le nord-est, la route La Tuque-Roberval; vers l'est, la rive sud du lac Saint-Jean; vers le sud-est, la rivière Saguenay; vers le sud-ouest, le fleuve Saint-Laurent; vers le nord-ouest, la route 19-A et vers le nord, la route 19, jusqu'au point de départ;

La section de l'ouest du Québec, intitulée Zone H: comprenant cette partie de la province située à l'intérieur d'une ligne originant au point de rencontre à La Tuque, du chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada avec la route La Tuque-Roberval et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le sud, la route 19 jusqu'à Saint-Roch de Mékinac; vers le sud-est, la route No 19-A; vers le sud-ouest, la route joignant

right bank of the Saint-Lawrence River and passing successively by the following lines and demarcations: on the northeast, the Saint-Lawrence River; on the southeast, the east limit of the county of Rimouski; on the southwest and on the west, the international frontier; on the northeast, the east bank of Lake Memphremagog and route No. 1 up to the starting point;

The section of Gaspé called Zone C: including the counties of Matane, Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure and Matapédia;

The section of the Island of Anticosti, called Zone D: including the Island of Anticosti;

The section north of the city of Montreal, called Zone E: including this part of the Province situated at the interior of a line originating at the meeting point of the extension of route No. 41 up to the Saint-Lawrence River, with the left bank of the said river and passing successively by the following lines and demarcations: on the southwest, the Saint-Lawrence River; on the northwest and the northeast; the west limit of the counties of Vaudreuil-Soulanges; on the northwest, the Outaouais River; on the north, the west limit of the county of Papineau; on the east, the north limits of the counties of Papineau and d'Argenteuil; on the northeast, route No. 41 and its extension up to the starting point;

The section of Laurentian called, Zone F: including that part of the Province situated at the interior of a line originating from the meeting point of the extension up to the Saint-Lawrence River of route No. 41 with the left bank of the said river and passing successively by the following lines and demarcations: one the southwest, route No. 41; on the west, the north limits of the counties of Argenteuil and Papineau; on the south, the west limit of the county of Papineau; on the west, the Outaouais River; on the north and on the east, route No. 11; on the northeast, by the Rouge River; on the southeast, the southwest limit of the Mont-Tremblant Park; on the northeast, the southeast limit of the Mont-Tremblant Park; on the northwest, the northeast limit of the Mont-Tremblant Park; on the east, the route connecting the said park with Saint-Guillaume and Saint-Michel des Saints; on the southeast, route No. 43 up to Saint-Gabriel de Brandon; on the northeast, the route which joins Saint-Gabriel de Brandon to Saint-Didace, Saint-Édouard, Shawinigan, Grand-Mère and Saint-Tite de Champlain; on the southeast, route No. 19-A; on the southwest, the Saint-Lawrence River up to the starting point;

The section of the center of Quebec called Zone G: including that part of the Province situated at the interior of a line originating at the meeting point of La Tuque, of the railroad of the Canadian National Railways of Canada and of the route La Tuque-Roberval and passing successively by the following lines and demarcations: on the northeast, the route La Tuque-Roberval; on the east, the south bank of Lake Saint-John; on the southeast, the Saguenay River; on the southwest, the Saint-Lawrence River; on the northwest, the route 19-A and on the north, the route 19, up to its starting point;

The section west of Quebec, called Zone H: including that part of the Province situated at the interior of a line originating at the point of meeting of La Tuque, of the railroad of the Canadian National Railways of Canada with the route La Tuque-Roberval and passing successively by the following lines and demarcations: on the south, route 19 up to Saint-Roch de Mékinac; on the southeast, route No. 19-A; on the southwest, the route joining Saint-Tite de Cham-

Saint-Tite de Champlain, Grand'Mère, Shawinigan, Saint-Édouard, Saint-Didace et Saint-Gabriel de Brandon; vers le nord-ouest, la route No 43; vers l'ouest, la route joignant Saint-Michel des Saints, Saint-Guillaume et la limite nord-est du parc du Mont-Tremblant; vers le sud-est, la limite nord-est du parc du Mont-Tremblant; vers le sud-ouest, la limite sud-est du parc du Mont-Tremblant; vers le nord-ouest, la limite sud-ouest du parc du Mont-Tremblant; vers le sud-ouest, la rivière Rouge; vers l'ouest et le sud, la route 11 joignant Grand Remous et Hull; vers le nord-ouest, la rivière Outaouais et le lac Témiscamingue; vers le nord, la frontière interprovinciale; vers l'est, la limite sud des comtés de Rouyn-Noranda; vers l'est, le nord puis l'est, la limite nord du parc de la Vérendrye; vers le nord, la route No 58 et vers l'est, le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, de Senneterre jusqu'au point de départ;

La section du nord du Québec, intitulée Zone I: comprenant cette partie de la province située à l'intérieur d'une ligne originant au point de rencontre à La Tuque du chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, avec la route La Tuque-Roberval et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le nord-est, la route La Tuque-Roberval; vers l'est, la rive sud du lac Saint-Jean; vers le sud-est, la rivière Saguenay; vers le nord-est, le fleuve et le golfe Saint-Laurent; vers le nord, le méridien 65° 00' étant la limite ouest de la réserve de Mingan; vers l'ouest, la ligne arpentée du parallèle de latitude 53° 00'; vers le sud-ouest, la limite nord du comté de Chicoutimi et de celui de Roberval; vers l'ouest, la limite nord de la réserve de Mistassini; vers le sud, la limite ouest de la réserve de Mistassini; vers l'ouest, la rivière Rupert et la rive sud de la Baie James; vers le sud, la frontière interprovinciale et vers le sud-est, le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada jusqu'au point de départ;

La section de Rouyn-Noranda, intitulée Zone J: comprenant cette partie de la province située à l'intérieur d'une ligne originant au point de rencontre du chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et de la frontière interprovinciale à La Reine et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: vers le sud-est, par le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada jusqu'à Senneterre; vers le sud, la route No 58 jusqu'au parc de la Vérendrye; vers l'ouest, le sud puis l'ouest, la limite nord du parc de la Vérendrye et la limite sud du comté de Rouyn-Noranda; vers le nord, la frontière interprovinciale, jusqu'au point de départ;

La section du Nouveau-Québec, intitulée Zone K: comprenant toute cette partie de la province au nord de la section nord, intitulée Zone I et de la section est, intitulée Zone L;

La section est, intitulée Zone L: comprenant toute la partie du comté de Duplessis située à l'est du méridien 65° 00';

La section des Iles de la Madeleine, intitulée Zone M: comprenant les Iles de la Madeleine.

QUE les Iles et les flots d'un comté compris dans une section fassent partie de la section concernée;

QUE la première partie de l'arrêté en conseil numéro 923 du 4 juin 1964, concernant la division de la province en sections, soit abrogée;

QUE le présent règlement soit publié dans la Gazette officielle de Québec.

JACQUES PRÉMONT,

6605-0 Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

plain, Grand'Mère, Shawinigan, Saint-Édouard, Saint-Didace and Saint Gabriel de Brandon; on the northwest, route No. 43; on the west, the route joining Saint-Michel des Saints, Saint-Guillaume and the northeast limit of the Mont-Tremblant Park; on the southeast, the northeast limit of the Mont-Tremblant Park; on the southwest, the southeast limit of the Mont-Tremblant Park; on the northwest, the southwest limit of the Mont-Tremblant Park; on the southwest, the Rouge River; on the west and on the south, route 11 joining Grand Remous and Hull; on the northwest, the Outaouais River and Lake Temiscamingue; on the north, the interprovincial frontier, on the east, the south limit of the counties of Rouyn-Noranda; on the east, the north, then the east, the north limit of the de la Vérendrye Park; on the north, route No. 58 and on the east, the railroad of the Canadian National Railways of Canada, of Senneterre up to the starting point;

The section of the north of Quebec, called Zone I: including that part of the Province situated at the interior of an original line at the meeting point of La Tuque of the railroad of the Canadian National Railways of Canada with the route La Tuque-Roberval and passing successively by the following lines and demarcations: on the northeast, the route La Tuque-Roberval; on the east, the south bank of Lake Saint-John; on the southeast, the Saguenay River; on the northeast, the St-Lawrence River and the Gulf; on the north, meridian 65° 00' being the west limit of the Mingan reserve; on the west, the surveyed line of the parallel of latitude 53° 00'; on the southwest, the north limit of the county of Chicoutimi and of that of Roberval; on the west, the north limit of the Mistassini Reserve; on the south, the west limit of the Mistassini Reserve; on the west, the Rupert River and the south bank of James Bay; on the south, the interprovincial frontier and on the southeast, the railroad of the Canadian National Railways of Canada up to the starting point;

The section of Rouyn-Noranda, called Zone J: including that part of the Province situated at the interior of a line originating at the meeting point of the railroad of the Canadian National Railways of Canada and of the interprovincial frontier of La Reine and passing successively by the following lines and demarcations: on the southeast, by the railroad of the Canadian National Railways of Canada as far as Senneterre; on the south, route No. 58 up to de la Vérendrye Park; on the west, the south, then the west, the north limit of the de la Vérendrye Park and the south limit of the county of Rouyn-Noranda; on the north, the interprovincial frontier, up to the starting point;

The section of New-Quebec, called Zone K: including all that part of the Province north of the north section, called Zone I and of the east section, called Zone L;

The section east, called Zone L: including all that part of the county of Duplessis situated east of meridian 65° 00';

The section of the Magdalen Islands, called Zone M: including the Magdalen Islands.

THAT the islands and islets of a county included in a section form part of the section concerned;

THAT the first part of order in council number 923 of June 4, 1964, concerning the division of the Province into sections, be rescinded;

THAT the present by-law be published in the Quebec Official Gazette.

JACQUES PRÉMONT,

6605 Associate Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 876

Québec, le 29 avril 1964.

Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les périodes de chasse à l'orignal, au chevreuil et au caribou dans la province.

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe 4^o de l'article 65 de la Loi de la chasse, S.R.Q. 1941, chapitre 153, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer les périodes de chasse à l'orignal, au chevreuil et au caribou dans la province;

ATTENDU qu'à la suite d'études biologiques, il est opportun de modifier les périodes de la chasse à ces animaux.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les périodes de chasse dans les zones décrites dans l'arrêté-en-conseil concernant la division territoriale de la province en treize sections pour les fins de la chasse, soient les suivantes:

1^o Concernant la chasse à l'orignal:

Qu'il soit défendu, sur réserve des règlements particuliers qui s'y appliquent, de chasser l'orignal dans les parcs et les réserves;

Qu'il soit défendu de chasser l'orignal dans la Zone A, la Zone D, la Zone E, la Zone K, la Zone L et la Zone M;

QUE la chasse à l'orignal soit permise dans la Zone B et la Zone F, ceci pendant les dix jours commençant le premier samedi du mois d'octobre inclusivement; dans la Zone C et la Zone G, pendant les dix-sept jours commençant le premier samedi du mois d'octobre inclusivement; dans la Zone H, la Zone I et la Zone J, pendant les vingt-quatre jours commençant le dernier samedi du mois de septembre inclusivement;

2^o Concernant la chasse au chevreuil:

Qu'il soit défendu, sur réserve des règlements particuliers qui s'y appliquent, de chasser le chevreuil dans les parcs et les réserves;

Qu'il soit défendu de chasser le chevreuil dans la Zone I, la Zone L, la Zone M et dans le comté de Vaudreuil-Soulanges qui est compris dans la Zone E;

Qu'il soit défendu de chasser la femelle et le petit du chevreuil dans la Zone A;

Qu'il soit permis de chasser le chevreuil dans les sections suivantes:

a) dans la Zone A et la Zone B, du quatrième samedi du mois d'octobre au dernier lundi du mois de novembre, ces deux jours compris;

b) dans la Zone C, du deuxième samedi du mois d'octobre au dernier lundi du mois de novembre, ces deux jours compris;

c) dans la Zone E, la Zone F, la Zone G, la Zone H, la Zone J, du troisième samedi du mois d'octobre au dernier lundi du mois de novembre, ces deux jours compris, à l'exception du territoire du Club de chasse et de pêche Seigneurial où la période de chasse commencera le premier samedi du mois d'octobre et se terminera le dernier lundi du mois de novembre, ces deux jours compris;

d) dans la Zone D, du premier jour du mois de juillet d'une année au dernier jour du mois de janvier de l'année suivante;

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 876

Quebec, April 29, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the hunting periods for moose, deer and caribou in the Province.

WHEREAS that under paragraph 4. of section 65 of the Game Laws, R.S.Q. 1941, chapter 153, the Lieutenant-Governor in Council may, by by-law, determine the hunting periods for moose, deer and caribou in the Province;

WHEREAS that following biological studies, it is expedient to amend the hunting periods for the hunting of these animals.

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the hunting periods in the zone described in the order in council concerning the territorial division of the Province into thirteen sections for hunting purposes, are the following:

1. Concerning the hunting of Moose:

THAT it be forbidden, under reserve of special regulations applying thereto, to hunt moose in parks and reserves;

THAT it be forbidden to hunt moose in Zone A, Zone D, Zone E, Zone K, Zone L and Zone M;

THAT the hunting of moose be allowed in Zone B and Zone F, this during the ten days starting the first Saturday of the month of October inclusively; in Zone C and Zone G, during the seventeen days starting the first Saturday of the month of October inclusively; in Zone H, Zone I and Zone J, during the twenty-four days starting the last Saturday of the month of September inclusively;

2. Concerning the hunting of Deer:

THAT it be forbidden, under reserve of the special by-laws applying thereto, to hunt deer in the parks and reserves;

THAT it be forbidden to hunt deer in Zone I, Zone L, Zone M and in the county of Vaudreuil-Soulanges which is included in Zone E;

THAT it be forbidden to hunt the female and the offspring of the deer in Zone A;

THAT it be allowed to hunt the deer in the following sections:

a) in Zone A and Zone B, from the fourth Saturday of the month of October to the last Monday in the month of November, these two days included;

b) in Zone C, from the second Saturday of the month of October to the last Monday of the month of November, these two days included;

c) in Zone E, Zone F, Zone G, Zone H, Zone J, from the third Saturday of the month of October to the last Monday of the month of November these two days included, with the exception of the territory of the Seigneurial Game and Fish Club where the hunting periods shall start on the first Saturday of the month of October and shall end on the last Monday of the month of November, these two days included;

d) in Zone D, from the first day of the month of July of one year to the last day of the month of January of the following year;

3° Concernant la chasse au chevreuil au moyen de l'arc:

QUE la chasse au chevreuil au moyen de l'arc soit permise dans la réserve de chasse et de pêche Horton ainsi que dans la demi sud-ouest du canton de Chabot, ceci pendant les quatorze jours précédant le deuxième samedi du mois d'octobre exclusivement;

QUE la chasse au chevreuil au moyen de l'arc soit permise dans le comté de Maskinongé et dans le territoire des comtés de Papineau, Argenteuil et Terrebonne, compris entre les routes 57, 31 et 8, ceci pendant les quatorze jours précédant le troisième samedi du mois d'octobre;

4° Concernant la chasse au caribou:

QUE la chasse au caribou soit permise dans la Zone K pendant les dix-sept jours commençant le deuxième samedi du mois de septembre inclusivement, ceci aux conditions suivantes:

a) après avoir tué un caribou, le chasseur doit attacher à l'animal le sceau fourni à cette fin ainsi que le coupon de transport et de possession qu'il doit détacher de son permis de chasse;

b) le chasseur doit inscrire à l'endos de son permis l'endroit où le caribou a été tué ainsi que la date et il doit transmettre ce permis, dans un délai de sept jours, à l'un des bureaux de district du service de la protection du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche à Montréal, à Québec ou à Sept-Îles.

Pour les fins des présentes, les animaux ci-dessus désignés comprennent le mâle, la femelle et le petit.

QUE les deuxième et troisième parties de l'arrêté-en-conseil numéro 923 du 4 juin 1963, relatives à la chasse au chevreuil et à l'original, soient abrogées;

QUE les parties des arrêtés-en-conseil numéros 1415 du 14 juin 1961 et 1549 du 11 septembre 1963 relatives à la chasse au caribou, soient abrogées;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

JACQUES PRÉMONT,

6605-0 Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 902

Québec, le 6 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la déclaration d'un agrandissement d'un Arrondissement historique au Québec.

ATTENDU qu'une partie de la municipalité de la cité de Québec a été déclarée Arrondissement historique par l'arrêté en conseil numéro 1928, en date du 6 novembre 1963, et publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 16 novembre 1963, sous le numéro 4667-o et aux pages 5327, 5328, 5329 de ladite *Gazette*;

ATTENDU que cet Arrondissement historique ne comprend pas une partie importante de ladite municipalité de la cité de Québec, connue et désignée sous le nom de secteur du Palais;

ATTENDU que ce secteur du Palais a une valeur historique indéniable, puisque c'est là que l'intendant Jean Talon donna, en 1666, naissance à l'industrie au Canada; qu'il contient dans ses limites les fondations du Palais de l'intendant — appelées les Voûtes Jean Talon — où était, pendant tout le régime français, centrée l'adminis-

3. Concerning the hunting of deer by means of the bow;

THAT the hunting of deer by means of the bow be allowed in the Horton game and fish reserve as well as in the southwest half of the township of Chabot, this during the fourteen days preceding the second Saturday of the month of October exclusively;

THAT the hunting of deer by means of the bow be allowed in the county of Maskinongé and in the territory of the counties of Papineau, Argenteuil, and Terrebonne, included between the routes 57, 31 and 8, this during the fourteen days preceding the third Saturday of the month of October;

4. Concerning the hunting of Caribou:

THAT the hunting of caribou be allowed in Zone K during the seventeen days starting on the second Saturday of the month of September inclusively, this on the following conditions:

a) after having killed a caribou, the hunter shall attach to the animal the seal supplied for this purposes as well as the coupon covering transportation and owner ship which he shall detach from his hunting permit;

b) the hunter shall write on the back of his permit the place where the caribou was killed as well as the date and he shall send this permit, within a delay of seven days, to one of the offices of the district of the protection service of the Department of Tourism, Fish and Game at Montreal, Quebec or Seven-Islands.

For these present purposes, the above designated animals include the male, female and offspring.

THAT the second and third parts of order in council number 923 of June 4, 1963, relative to the hunting of deer and moose, be rescinded;

THAT the parts of the orders in council numbers 1415 of June 14, 1961 and 1549 of September 11, 1963 relative to the hunting of caribou, be rescinded;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

JACQUES PRÉMONT,

6605 Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 902

Quebec, May 6, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the declaration of an enlargement of the "Arrondissement historique" in Québec.

WHEREAS that a part of the municipality of the city of Québec was declared "Arrondissement historique" by order in council number 1928, dated November 6, 1963, and published in the *Quebec Official Gazette* on November 16, 1963, under number 4667-o on pages 5327, 5328, 5329 of the said *Gazette*;

WHEREAS that this "Arrondissement historique" does not include an important part of the said municipality of the city of Québec, known and designated under the name of du Palais sector;

WHEREAS that this du Palais sector has an undeniable historical value as it was there that the Intendant Jean Talon gave, in 1666, birth to industry in Canada; that it contains, within its limits the foundations of the Intendant's palace — called the "Jean Talon Vaults" — where, during the entire French régime, was centered the

tration du territoire qui forme aujourd'hui le Canada et une partie notable des États-Unis; que là existe aussi la plus vieille maison de Québec, connue dans l'histoire sous le nom de Maison Blanche, construite en 1677, par Charles Aubert de la Chesnaye, et qui contient les premières caves voûtées construites au Canada; qu'il y a dans ce secteur du Palais un ensemble de maisons ayant une valeur historique ou architecturale;

ATTENDU QUE les frontières actuelles de l'arrondissement historique de Québec ne protègent pas suffisamment la cime du Cap aux Diamants, du côté de la rivière Saint-Charles, et les murs d'enceinte du sud et du sud-ouest;

ATTENDU QU'IL est nécessaire d'agrandir, au nord, à l'ouest et au sud, par une zone-tampon, l'arrondissement historique actuel, déclaré officiellement par l'arrêté en Conseil numéro 1928, du 6 novembre 1963, par une autre partie ci-après décrite de la municipalité de la cité de Québec;

ATTENDU QU'À une assemblée de la Commission des Monuments historiques du Québec, tenue au numéro 1530, boulevard de l'Entente, Québec, le 21 mars 1964, à neuf heures de l'avant-midi, la Commission des Monuments historiques a décidé de recommander au lieutenant-gouverneur en conseil de déclarer un agrandissement de l'arrondissement historique de Québec, cette partie de la municipalité de la cité de Québec ci-dessous décrite:

ATTENDU QU'UNE copie de la recommandation de la Commission a été transmise au Greffier de la municipalité de Québec le 24 mars 1964;

ATTENDU QU'UN avis de cette recommandation a été publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 4 avril 1964, sous le numéro 6124-o et au pages 2050, 2051, 2052 de ladite Gazette;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Affaires culturelles:

QUE soit déclaré un agrandissement de l'arrondissement historique de Québec, déclaré officiellement par l'arrêté en conseil numéro 1928, du 6 novembre 1963, cette partie de la municipalité de la cité de Québec ci-après décrite, savoir:

Un certain territoire situé à l'intérieur des limites de la cité de Québec et comprenant certaines parties des Quartiers St-Pierre, Jacques-Cartier, St-Jean, Montcalm et Champlain, le tout tel que renformé dans les limites suivantes, savoir:

La limite Sud-Ouest de la rue Dalhousie en front du lot 2093 (Quartier St-Pierre) et son prolongement à travers la rue St-Paul;

La limite Sud de la rue St-André et son prolongement à travers les rues Renaud, Rioux et St-Thomas, jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 1993 (Quartier St-Pierre);

Une ligne droite reliant le coin Nord-Ouest du lot 1993 au coin Nord-Est du lot 2018b;

La limite Sud-Est de la rue St-Paul et son prolongement à travers les rues des Bains, Lacroix, St-Nicolas et Vallières;

La limite Sud-ouest de la rue Vallières et son prolongement à travers la rue Ste-Marguerite;

La limite Nord-Ouest de la rue des Prairies et son prolongement à travers les rues St-Roch, St-Dominique, Mgr Gauvreau et du Pont;

La limite Sud-Ouest de la rue du Pont et son prolongement à travers la rue Fleurie;

La limite Nord-Ouest de la rue St-Vallier et son prolongement à travers les rues de la Chapelle et de l'Église, jusqu'au coin Sud-Est du lot 1822 (Quartier Jacques-Cartier);

Le prolongement de la limite Nord-Est du lot 1822 à travers la Côte d'Abraham;

administration of the territory which today forms Canada and a sizeable portion of the United States; that there, also exists the oldest house in Quebec, known in history under the name of the White House, built in 1677, by Charles Aubert of la Chesnaye, and which contains the first vaulted cellars built in Canada; that there is, in this sector of du Palais, a group of houses having an historical or architectural value;

WHEREAS that, the present borders of the "Arrondissement historique" in Québec do not sufficiently protect the summit of Cap Diamond on the side of Saint-Charles River, and the enclosing walls from the south to southwest;

WHEREAS, it is necessary to enlarge on the North on the West and on the South, by a buffer zone, the present "arrondissement historique", officially declared by order in council number 1928, of November 6, 1963, by another part hereinafter described of the municipality of the city of Québec;

WHEREAS that at a meeting of the Québec Historic Commission, held at number 1530 Blvd. de l'Entente, Québec, on March 21, 1964, at nine o'clock in the forenoon, the Québec Historic Monuments Commission has decided to request the Lieutenant-Governor in Council to declare an enlargement of the "arrondissement historique" of Québec, that part of the municipality of the city of Québec below described;

WHEREAS a copy of the recommendation of the Commission was transferred to the clerk of the municipality of Québec on March 24, 1964;

WHEREAS a notice of the recommendation was published in the *Québec Official Gazette* on April 4, 1964, under number 6124-o and on pages 2050, 2051, 2052 of the said Gazette;

IT IS ORDERED, upon the proposition of the Minister of Cultural Affairs:

THAT it be declared "Arrondissement historique", officially declared by order in council number 1928, of November 6, 1963, that part of the municipality of the city of Québec, hereinafter described, to wit:

A certain territory situated within the limits of the city of Québec and including certain parts of the St-Pierre, Jacques-Cartier, St-John, Montcalm and Champlain wards, the whole as enclosed within the following limits, to wit:

The southwest limit of Dalhousie St., in front of lot 2093 (St-Pierre ward) and its extension across St-Paul Street;

The South limit of St-André Street and its extension across Renaud, Rioux and St-Thomas Streets, up to the northwest corner of lot 1993 (St-Pierre ward);

A straight line connecting the northwest corner of lot 1993 to the northeast corner of lot 2018b;

The southeast limit of St-Paul Street and its extension across the Bains, Lacroix, St-Nicolas and Vallières Streets;

The southwest limit of Vallières Street and its extension across Ste-Marguerite Street;

The northwest limits of des Prairies Street and its extension across St-Roch, St-Dominique, Mgr. Gauvreau and du Pont Streets;

The southwest limit of du Pont Street and its extension across Fleurie Street;

The northwest limit of St-Vallier Street and its extension across de la Chapelle and de l'Église Streets, up to the southeast corner of lot 1822 (Jacques-Cartier Ward);

The extension of the northeast limit of lot 1822 across Abraham Hill;

La limite Sud de la Côte d'Abraham et son prolongement à travers les rues St-Geneviève, St-Augustin, St-Eustache et Aiguillon;

La limite Sud-Est de la rue d'Aiguillon;

La limite Sud-Ouest de la rue d'Youville jusqu'au coin Sud-Est du lot 4116A (Quartier Montcalm);

Une ligne droite reliant le coin Sud-Est du lot 4116a (Quartier Montcalm) au coin Nord-Est du lot 2374 (Quartier Champlain);

La Cime du Cap Diamant jusqu'au coin Nord-Ouest du lot 2425-6 (Quartier Champlain);

La limite Sud-Ouest du lot 2425-6 et son prolongement à travers la rue Champlain et le lot 2416-3 jusqu'à la Ligne des Commissaires du Havre;

La Ligne des Commissaires du Havre jusqu'au lot 2301 (Quartier Champlain);

La ligne nécessaire des lots 2301 et 2302 et son prolongement vers le nord-est jusqu'à la Ligne des Commissaires du Havre et vers le Sud-Ouest à travers le lot 2264 et les rues Champlain et Petit Champlain jusqu'au lot 2263;

La ligne de front du lot 2263;

La ligne séparative des lots 2262 et 2263;

L'arrière-ligne des lots 2263, 2304, 2305, 2306, 2307, 2312, 2313, 2314, 2315 et 2327 du Quartier Champlain, telle que marquée par la limite extérieure de la Terrasse Dufferin et des Remparts jusqu'au lot 4437 du Quartier Montcalm;

La ligne brisée séparant les lots 4437 et 4116 (Quartier Montcalm) des lots 2528 et 2669 (Quartier St-Louis);

La ligne Nord-Ouest de la rue St-Jean;

La ligne brisée séparant les lots 3056 et 3056A (Quartier St-Jean) du lot 3055 (Quartier du Palais);

La limite Nord-Ouest du lot 3055 jusqu'à la Côte du Palais, les quatre dernières lignes ci-haut mentionnées étant la limite extérieure des remparts ainsi que leur prolongement à travers les rues St-Louis, Dauphine, St-Jean et Richelieu;

Une ligne droite reliant le coin extrême nord du lot 3055 avec l'intersection entre l'arrière-ligne du lot 2014-7 et la limite Sud-Est de la côte du Viaduc (maintenant Côte Dinan);

L'arrière-ligne des lots 2014-7, 2014-8, 2014-9, 2014-10 (Quartier St-Pierre) telle que marquée par la limite extérieure des remparts;

La limite ouest du lot 2025 (Quartier St-Pierre) et son prolongement à travers la Côte de la Canotterie et les lots 2014-10 et 2014-10C;

La limite Sud de la rue St-Paul en front des lots 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2035, 2038, 2039, 2042, 2043, 2043A, 2046, 2047, 2050, 2051 (Quartier St-Pierre) ainsi que son prolongement à travers la rue Rioux;

La limite Est de la rue Renaud en front du lot 2012-1 et son prolongement à travers la rue St-Paul;

La limite Sud de la rue St-André en front des lots 2012-1 et 2013-1;

La ligne séparative des lots 2013-1 et 2011-a et son prolongement à travers la rue St-Paul;

La limite Sud de la rue St-Paul en front des lots 2055, 2058, 2059, 2062, 2063, 2066, 2066a, 2067, 2070, 2072a, 2072b, 2172a et son prolongement à travers les rues St-Pierre et Sault-au-Matelot;

La limite sud-est de la rue St-Paul en front des lots 2098-2 et 1098-1-B;

La limite Est de la ruelle Bell en front du lot 2098-1-B;

La limite Sud de la rue St-Paul en front du lot 2104 et son prolongement à travers la ruelle Bell.

JACQUES PRÉMONT,

6606-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

The South limit of Abraham Hill and its extension across Ste-Geneviève, St-Augustin, St-Eustache and Aiguillon Streets;

The South east limit of Aiguillon Street;

The southwest limit of d'Youville Street up to the southeast corner of lot 4116A (Montcalm Ward);

A straight line connecting the southeast corner of lot 4116a (Montcalm Ward) on the northeast corner of lot 2374 (Champlain Ward);

The summit of Cape Diamond up to the northwest corner of lot 2425-6 (Champlain Ward);

The southwest limit of lot 2425-6 and its extension across Champlain Street and lot 2416-3 up to the Harbour Commissioners' Line;

The Harbour Commissioners' Line up to lot 2301 (Champlain Ward);

The dividing line of lots 2301 and 2302 and its extension towards the northeast up to the Harbour Commissioners' Line and towards the southwest across lot 2264 and Champlain and Petit Champlain Streets up to lot 2263;

The front line of lot 2263;

The dividing line of lots 2262 and 2263;

The rear line of lots 2263, 2304, 2305, 2306, 2307, 2312, 2313, 2314, 2315 and 2327 of the Champlain Ward, as marked by the outside limit of the Dufferin Terrace and the Remparts up to lot 4437 of the Montcalm Ward;

The broken line dividing lots 4437 and 4116 (Montcalm Ward) from lots 2528 and 2669 (St-Louis Ward);

The northwest limit of St-John Street;

The broken line dividing lots 3056 and 3056A (St-John's Ward) of lot 3055 (du Palais Ward);

The northwest limit of lot 3055 up to Palace Hill, the four last lines above mentioned being the outside limit of the remparts as well as their extension across St-Louis, Dauphine, St-John and Richelieu Streets;

A straight line connecting the extreme north of lot 3055 with the intersection between the rear line of lot 2014-7 and the southeast limit of the Viaduct Hill (presently Dinan Hill);

The rear line of lots 2014-7, 2014-8, 2014-9, 2014-10 (St-Pierre Ward) as marked on the outside limit of the Remparts;

The West limit of lot 2025 (St-Pierre Ward) and its extension across the Côte de la Canotterie and lots 2014-10 and 2014-10C;

The South limit of St-Paul Street in front of lots 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2035, 2038, 2039, 2042, 2043, 2043A, 2046, 2047, 2050, 2051 (St-Pierre Ward) as well as its extension across Rioux Street;

The East limit of Renaud Street in front of lot 2012-1 and its extension across St-Paul Street;

The South limit of St-André Street in front of lots 2012-1 and 2013-1;

The dividing line of lots 2013-1 and 2011-a and its extension across St-Paul Street;

The South limit of St-Paul Street in front of lots 2055, 2058, 2059, 2062, 2063, 2066, 2066a, 2067, 2070, 2072a, 2072b, 2172a and its extension across St-Pierre and Sault-au-Matelot Streets;

The southeast limit of St-Paul Street in front of lots 2098-2 and 1098-1-B;

The East limit of Bell Lane in front of lot 2098-1-B;

The South limit of St-Paul Street in front of lot 2104 and its extension across Bell Lane.

JACQUES PRÉMONT,

6606 Associate Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 903

Québec, le 6 mai 1964.

Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la déclaration d'un arrondissement historique au Québec.

ATTENDU QU'À une assemblée de la Commission des Monuments historiques du Québec, tenue à 1530, boulevard de l'Entente, Québec, le 21 mars 1964, à neuf heures de l'avant-midi, la Commission des Monuments historiques a décidé de recommander au lieutenant-gouverneur en conseil de déclarer « Arrondissement historique », cette partie de la municipalité de la Cité de Beauport ci-dessous décrite:

ATTENDU QU'UNE copie de la recommandation de la Commission a été transmise au greffier de la municipalité de la Cité de Beauport le 24 mars 1964;

ATTENDU QU'UN avis de cette recommandation a été publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 4 avril 1964, sous le numéro 6124-o aux pages 2048 et 2049 de ladite *Gazette*.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des Affaires culturelles:

QUE soit déclarée « Arrondissement historique » cette partie de la municipalité de la cité de Beauport ci-après décrite, à savoir:

Partant du coin nord du lot 520; pour delà, se diriger vers le sud-ouest et suivant la délimitation sud-est de l'Ave Royale jusqu'à l'intersection de cette dite délimitation sud-est avec le prolongement de la délimitation nord-est du lot 531-17; pour delà se diriger vers le nord-ouest en suivant cedit prolongement et cedit côté nord-est du lot 531-17 jusqu'au coin nord de ce même lot; pour delà se diriger vers le sud-ouest en suivant les délimitations nord-ouest des lots 615, 616, 616A, 531-21, 531-20, 617, 531-18 et 531-19 jusqu'au coin ouest dudit lot 531-19; pour delà se diriger en ligne droite jusqu'au coin sud-est du lot 622; pour delà se diriger vers l'ouest et le sud sud-est en suivant la ligne de démarcation entre le lot 622 et les lots 623 et 624 jusqu'à l'Ave Royale; pour delà se diriger vers le sud-est en suivant le côté nord-est de la rivière Beauport jusqu'à un point situé le long de cedit côté nord-est de la rivière Beauport à 200 pieds de distance de la limite sud-est de l'ave Royale; pour delà se diriger vers le nord-est en ligne droite jusqu'au coin sud du lot 531-27-39; pour delà se diriger vers le nord-est en suivant successivement la délimitation nord-ouest de la rue St-Yves et la délimitation nord-ouest de l'Ave Marcoux jusqu'au coin sud du lot 531-28-136; pour delà se diriger vers le nord-ouest en suivant la délimitation sud-ouest du lot 531-28-136 jusqu'au coin ouest du même lot; pour delà se diriger vers le nord-est en suivant les délimitations sud-est des lots 531-24, 531-3, 531-2, 531-1 jusqu'au coin est du lot 531-1; pour delà se diriger vers le nord-ouest en suivant la ligne de démarcation des lots 531-1 et 530-52-1 jusqu'au coin est du lot 530-52-1; pour delà se diriger vers le nord-est en suivant les délimitations sud-est des lots 530-52-3, 530-52 n.s., 530 n.s. et le prolongement de cette dernière jusqu'au côté nord-est de la rue de l'Académie; pour delà se diriger vers le sud-est en suivant cedit côté nord-est de la rue de l'Académie jusqu'à la délimitation nord-ouest de l'Ave Marcoux; pour delà se diriger vers le nord-est en suivant le côté nord-ouest de l'ave Marcoux, lot 530-47, et son

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 903

Quebec, May 6, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the declaration of an "Arrondissement historique" in Québec.

WHEREAS at a meeting of the Quebec Historic Commission held at 1530 de l'Entente Boulevard, Québec, on March 21, 1964, at nine o'clock in the forenoon, the Quebec Historic Commission has decided to recommend to the Lieutenant-Governor in Council to declare "Arrondissement historique" that part of the municipality of the city of Beauport hereinafter described, to wit:

WHEREAS a copy of the recommendation of the Commission was given to the clerk of the municipality of the city of Beauport on March 24, 1964;

WHEREAS a notice of this recommendation was published in the *Quebec Official Gazette* of April 4, 1964, under the number 6124-o on pages 2048 and 2049 of the said *Gazette*.

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Cultural Affairs:

THAT be declared "Arrondissement historique", that part of the municipality of the city of Beauport hereinafter described, to wit:

Starting from the north corner of lot 520; from thence, to go toward the southwest by following the southeast delimitation of Royale Avenue, up to the intersection of this said southeast delimitation with the extension of the northeast delimitation of lot 531-17; from thence, to go toward the northwest by following this said extension and from this northeast side of lot 531-17 up to the north corner of this same lot; thence, to go toward the southwest by following the northwest delimitations of lots 615, 616, 616-A, 531-21, 531-20, 617, 531-18 and 531-19 to the west corner of the said lot 531-19; thence, to go in a straight line to the southeast corner of lot 622; thence, to go toward the west and the south southeast by following the line of demarcation between lot 622 and lots 623 and 624 up to Royale Avenue; thence, by going toward the southeast by following northeast side of the Beauport River up to a point situated along this said northeast side of the Beauport River at 200 feet in distance from the southeast limit of Royale Avenue; thence, to go toward the northeast in a straight line up to the south corner of lot 531-27-39; thence, to go toward the northeast by following successively the northwest delimitation of St-Yves Street and the northwest delimitation of Marcoux Avenue up to the south corner of lot 531-28-136; thence, to go toward the northwest by following the southwest delimitation of lot 531-28-136 up to the west corner of the same lot; thence, to go toward the north-east by following the southeast delimitations of lots 531-24, 531-3, 531-2, 531-1 up to the east corner of lot 531-1; thence, going toward the northwest by following the line of demarcation of lots 531-1 and 530-52-1 up to the east corner of lot 530-52-1; thence, to go toward the northeast by following the southeast delimitations of lots 530-52-3, 530-52 N.S., 530 N.S., and the extension of the latter up to the northeast side of L'Académie Street; thence, going toward the southeast by following this said northeast side of the L'Académie Street, up to the northwest delimitation of Marcoux Avenue; thence, going toward the

prolongement jusqu'au côté nord-est de l'Ave du Fargy; pour delà se diriger vers le nord-ouest en suivant successivement le côté nord-est de l'Ave du Fargy jusqu'à l'Ave du Collège, une droite reliant ce point au coin est du lot 522 et enfin les délimitations nord-est des lots 522, 522-4, 522-3, 522-2, 522-1, 521 et 520 jusqu'au point de départ.

Tous les numéros de lots mentionnés dans la présente description technique ont référence au cadastre officiel de la paroisse de Beauport et sont situés dans les limites de la cité de Beauport.

Les mesures données dans la présente description sont des mesures anglaises.

JACQUES PRÉMONT,
6606-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 901

Québec, le 6 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la déclaration d'un Arrondissement historique au Québec.

ATTENDU qu'à une assemblée de la Commission des Monuments historiques du Québec tenue à 1530, boulevard de l'Entente, Québec, le 21 mars 1964, à 9 heures de l'avant-midi, la Commission des Monuments historiques a décidé de recommander au lieutenant-gouverneur en conseil de déclarer « Arrondissement historique », cette partie de la municipalité de la cité de Trois-Rivières ci-après décrite;

ATTENDU qu'une copie de la recommandation de la Commission a été transmise au greffier de la municipalité de la cité de Trois-Rivières le 24 mars 1964;

ATTENDU qu'un avis de cette recommandation a été publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 4 avril 1964, sous le numéro 6124-o et aux pages 2049 et 2050 de ladite *Gazette*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des Affaires culturelles:

QUE soit déclaré « Arrondissement historique » cette partie de la municipalité de la cité de Trois-Rivières ci-après décrite, à savoir:

Un territoire situé dans la cité de Trois-Rivières, comprenant, en référence au cadastre officiel de la cité de Trois-Rivières, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes ou futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant d'un point situé à l'intersection de la ligne sud-ouest du lot No 742 avec la ligne nord-ouest du chemin qui longe la façade sud-est de l'Édifice des Postes et se dirigeant vers le nord-est suivant la ligne nord-ouest dudit chemin jusqu'à ligne sud-ouest de la rue Des Casernes; de là, se dirigeant vers le nord-ouest suivant la ligne sud-ouest de la rue Des Casernes jusqu'à son intersection avec la ligne nord-ouest de la rue Notre-Dame; de là, se dirigeant vers le nord-est suivant la ligne nord-ouest de la rue Notre-Dame jusqu'à son intersection avec la ligne sud-ouest de la rue Bonaventure; de là se dirigeant en ligne droite vers le nord-est jusqu'au point d'intersection de la ligne nord-ouest de la rue St-Pierre avec la ligne nord-est de la rue Laviolette; de là se dirigeant vers le nord-est en suivant la ligne nord-ouest de la rue St-Pierre

northeast by following the northwest side of Marcoux Avenue, lot 530-47, and its extension up to the northeast side of du Fargy Avenue; thence, going toward the northwest by following successively the northeast side of Fargy Avenue up to College Avenue, a straight line joining this point to the east corner of lot 522 and finally the delimitations northeast of lots 522, 522-4, 522-3, 522-2, 522-1, 521 and 520 to the starting point.

All lots numbers mentioned in the present technical description refer to the official cadaster of the parish of Beauport and are situated within limits of the city of Beauport.

The measurements given in the present description are English measures.

JACQUES PRÉMONT,
6606 Associate Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 901

Quebec, May 6, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the declaration of an "Arrondissement historique" in Quebec.

WHEREAS at a meeting of the Quebec Historic Commission held at 1530 de l'Entente Boulevard, Quebec, on March 21, 1964, at nine o'clock in the forenoon, the Quebec Historic Commission has decided to recommend to the Lieutenant-Governor in Council to declare "Arrondissement historique" that part of the municipality of the city of Trois-Rivières hereinafter described, to wit:

WHEREAS a copy of the recommendation of the Commission was given to the clerk of the municipality of the city of Trois-Rivières on March 24, 1964;

WHEREAS a notice of this recommendation was published in the *Quebec Official Gazette* of April 4, 1964, under the number 6124-o and on pages 2049 and 2050 of the said *Gazette*;

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Cultural Affairs:

THAT be declared "Arrondissement historique" that part of the municipality of the city of Trois-Rivières hereinafter described, to wit:

A territory situated in the city of Trois-Rivières, comprising, in reference of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, all the lots or parts of lots and their present or further subdivisions, so the roads, streets, lanes or parts of those enclosed within the following limits, to wit:

Starting from a point situated at the intersection of the southwest line of lot No. 742 with the northwest line of the road which runs along the southeast façade of the Post-Office building and going toward the northeast following the northwest line of the said road up to the southwest line of Des Casernes Street; thence, going toward the northwest following the southwest line of Des Casernes Street up to its intersection with the northwest line of Notre-Dame Street; thence, going toward the northeast following the northwest line of Notre-Dame Street up to its intersection with the southwest line of Bonaventure Street; thence, going in a straight line toward the northeast up to the point of intersection of the northwest line of Saint-Pierre Street with the northeast line of Laviolette Street; thence, going toward the northeast by

jusqu'à son intersection avec la ligne sud-ouest de la rue St-François-Xavier; de là se dirigeant vers le nord-ouest suivant la ligne sud-ouest de la rue St-François-Xavier jusqu'à un point se trouvant dans le prolongement de la ligne limitative entre les lots Nos 2124 et 2125; de là, se dirigeant vers nord-est, suivant l'alignement de la ligne limitative des lots Nos 2124 et 2125, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot No 2120; de là se dirigeant vers le sud-est suivant la ligne sud-ouest du lot No 2120 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot No 2129; de là, se dirigeant vers le nord-est suivant la ligne nord-ouest du lot No 2129 jusqu'à la ligne nord-est dudit lot No 2129; de là se dirigeant vers le sud-est, suivant la ligne nord-est du lot 2129, jusqu'à un point situé dans le prolongement de la façade arrière de l'aile principale de l'ancien Monastère des Ursulines ayant front sur la rue Des Ursulines; de là, se dirigeant vers le nord-est dans l'alignement de ladite façade, jusqu'à la ligne sud-ouest de la rue Ste-Cécile; de là, se dirigeant vers le sud-est suivant le prolongement de la ligne sud-ouest de la rue Ste-Cécile jusqu'à la ligne nord-ouest du lot No 2235; de là se dirigeant vers le sud-ouest suivant la ligne nord-ouest du lot No 2235 jusqu'à la ligne limitative entre ledit lot No 2235 et l'ancienne rue La Poudrière; de là, se dirigeant vers le sud-est suivant la ligne nord-est de la rue La Poudrière, jusqu'à un point situé dans le prolongement de la ligne sud-est du lot 2193; de là, se dirigeant vers le sud-ouest, suivant l'alignement de la limite sud-est dudit lot 2193 jusqu'au point de rencontre de cette ligne avec la ligne nord-est de la rue de l'Hôpital; de là, se dirigeant vers le sud-ouest jusqu'au point de rencontre des lignes nord-est et sud-est de la Terrasse Turcotte; de ce point, longeant la limite irrégulière sud-est de la Terrasse Turcotte, se dirigeant d'abord vers le sud-ouest puis vers le nord-ouest et de nouveau vers le sud-ouest, jusqu'au point de rencontre de la ligne sud-est de ladite Terrasse Turcotte avec le prolongement de la ligne limitative entre le lot No 742 et les lots Nos 731, 732, 733 et 734; de là, se dirigeant vers le nord-ouest suivant l'alignement de la ligne limitative entre le lot No 742 et les lots Nos 731, 732, 733 et 734, jusqu'au point d'intersection de cette ligne avec la ligne nord-ouest du chemin qui longe la façade sud-est de l'Édifice des Postes, cedit point étant le point de départ de la présente description.

JACQUES PRÉMONT,
6606-0 *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 906

Québec, le 6 mai 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Caisse Populaire Desjardins des Saints-Martyrs Canadiens, cité de Québec.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 6 de la Loi concernant la preuve photographique de certains documents (5-6 Elizabeth II, chapitre 67), le lieutenant-gouverneur en conseil peut statuer que cette loi sera applicable à toute association, société ou corporation publique ou privée;

ATTENDU QUE la Caisse Populaire Desjardins des Saints-Martyrs-Canadiens, cité de Québec, a demandé que ladite loi lui soit applicable;

following the northwest line of Saint-Pierre Street up to its intersection with the southwest line of Saint-François-Xavier Street; thence, going toward the northwest following the southwest line of St-François-Xavier Street up to a point to be found in the extension of the limiting line between lots Nos. 2124 and 2125; thence, going toward the northeast, following the alignment of the limiting line of lots Nos 2124 and 2125, up to the southwest line of lot No. 2120; thence, going toward the northwest line of lot No. 2120; thence, going toward the northeast following the northwest line of lot No. 2129 up to the northeast line of the said lot No. 2129; thence, going toward the southeast, following the northeast line of lot 2129, up to a point situated in the extension of the façade in rear of the principal wing of the old Ursuline Monastery having frontage on des Ursulines Street; thence, going toward the northeast in the alignment of the said façade, up to the southwest line of Ste-Cécile Street; thence, going toward the southeast following the extension of the southwest line of Ste-Cécile Street up to the northwest line of lot No. 2235; thence, going toward the southwest following the northwest line of lot No. 2235 up to the limiting line between the said lot No. 2235 and the old La Poudrière Street; thence, going toward the southeast following the northeast line of La Poudrière Street, up to a point situated in the extension of the southeast line of lot 2193; thence, going toward the southwest, following the alignment of the southeast limit of the said lot 2193 up to the point of meeting of this line with the northeast line of the Hôpital Street; thence, going toward the southwest up to the meeting of the northeast and southeast lines of the Turcotte Terrace; from this point, running along the irregular limit southeast of the Turcotte Terrace, going toward the southwest, then toward the northwest and again toward the southwest, up to a point of meeting with the southeast line of the said Turcotte Terrace with the extension of the limiting line between lot No. 742 and lots Nos. 731, 732, 733 and 734; thence, going toward the northwest following the alignment of the limiting line between lot No. 742 and lots Nos. 731, 732, 733 and 734, up to a point of intersection of this line with the northwest line of the road which runs along the façade southeast of the Post-Office building, this said point being the starting point of the present description.

JACQUES PRÉMONT,
6606 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 906

Québec, May 6, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Caisse Populaire Desjardins des Saints-Martyrs Canadiens, cité de Québec.

WHEREAS pursuant to section 6 of the Act respecting photographic proof of certain documents (5-6 Elizabeth II, chapter 67), the Lieutenant-Governor in Council may enact that this act shall be applicable to any society, firm or corporation, public or private;

WHEREAS the Caisse Populaire Desjardins des Saints-Martyrs-Canadiens, cité de Québec, has requested that the said act be applicable to it;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette demande.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Procureur général:

QUE la Loi concernant la preuve photographique de certains documents (5-6 Elizabeth II, chapitre 67) soit applicable à la Caisse Populaire Desjardins des Saints-Martyrs-Canadiens, cité de Québec.

JACQUES PRÉMONT,
6633-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

WHEREAS it is expedient to fulfill this request.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Attorney General:

THAT the Act respecting photographic proof of certain documents (5-6 Elizabeth II, chapter 67) be applied to the Caisse Populaire Desjardins des Saints-Martyrs-Canadiens, cité de Québec.

JACQUES PRÉMONT,
6633 Associate Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Village de Senneville

Avis est donné par la présente que le « Village de Senneville », présentera au lieutenant-gouverneur en conseil, aussitôt que faire se peut, une requête pour modifier la charte du « Village de Senneville ». La modification alors demandée sera la suivante: Rescinder l'article 5 du chapitre 147, 25-26 George V et le remplacer par l'article 426.1 de la Loi des cités et villes.

Ladite requête est déposée aux archives du village où elle peut-être examinée.

Daté à Senneville, ce cinquième jour de mai 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
Village de Senneville,
6577-o Signé: JACQUES BOURDON.

Miscellaneous notices

Village of Senneville

Notice is hereby given that the "Village of Senneville", will present to the Lieutenant-Governor in Council as soon as possible a petition to modify the charter of the "Village of Senneville". The required modification will be as follows: To annul section 5 of chapter 147, 25-26 George V and replace it by section 426.1 of the Cities and Towns Act.

The present petition is deposited in the Town Hall where it may be examined.

Dated at Senneville, this fifth day of May 1964.

Signed: JACQUES BOURDON,
Secretary-Treasurer,
Village of Senneville.
6577-o

Compagnie autorisée à faire des affaires

Seaboard Securities Canadian Limited

Avis est donné que « Seaboard Securities Canadian Limited », a obtenu une licence selon la Loi des Sociétés de Prêts et de Placements, datée du 24 avril 1964.

Sa principale place d'affaires est 704, rue Sainte-Catherine ouest, Montréal, P.Q., Montréal, P.Q., 4 mai 1964.

L'Agent principal,
JOHN G. NEWBERY.
6623-20-4

Company Licensed to do Business

Seaboard Securities Canadian Limited

Notice is hereby given that "Seaboard Securities Canadian Limited", has been issued a licence under the Loan and Investment Societies Act, dated April 24, 1964.

Its principal place of business is 704, St. Catherine Street West, Montreal, P.Q. Montreal, P.Q., May 4, 1964.

JOHN G. NEWBERY,
Chief Agent.
6623-20-4-o

Chartes — Abandon de

Ellen Corp.

Avis est par les présentes donné que « Ellen Corp. », incorporée en vertu de la loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes et ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes (charte) à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 6e jour de mai 1964.

Le Secrétaire,
S. MORRIS.
6564-o

Landsman Investment Corp.

« Landsman Investment Corp. », donne avis qu'elle s'adressera au Secrétaire de la province, province de Québec, pour lui demander d'accepter l'abandon de sa charte.

Montréal, 6 mai 1964.

Le Procureur de Landsman Investment Corp.
6565 DAVID LITNER, C.R.

Charters — Surrender of

Ellen Corp.

Notice is hereby given that "Ellen Corp.", incorporated, under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent (charter) from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 6th day of May 1964.

S. MORRIS,
Secretary.
6564-o

Landsman Investment Corp.

"Landsman Investment Corp.", hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary, Province of Quebec, for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, May 6, 1964.

DAVID LITNER, C.R.,
6565-o Attorney for Landsman Investment Corp.

Life Line Clothing Inc.

Avis est par les présentes donné que « Life Line Clothing Inc. », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 6e jour de mai, 1964.

Les Procureurs de la requérante,
6566-o STEIN & STEIN.

Life Line Clothing Inc.

Notice is hereby given that "Life Line Clothing Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 6th day of May, 1964.

STEIN & STEIN,
6566-o Attorneys for petitioner.

Matteau Limitée

Avis est par les présentes donné que « Matteau Limitée », qui a son bureau principal dans la cité de Shawinigan, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Shawinigan, P.Q., le 4e jour de mai 1964.

Le Secrétaire,
6578-o ANGELINE B. MATTEAU.

Matteau Limitée

Notice is hereby given that "Matteau Limitée", having its principal office in the city of Shawinigan, province of Quebec, will apply for leave to surrender its charter under the Quebec Companies Act.

Shawinigan, P.Q., this 4th day of May, 1964.

ANGELINE B. MATTEAU,
6578 Secretary.

Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd. », demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd.,
6579-o ROLLAND LEGENDRE.

Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd.

Take notice that "Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

ROLLAND LEGENDRE,
Attorney for the company,
Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd.
6579

Sebring Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Sebring Investments Ltd. », ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 6e jour de mai, 1964.

Les Procureurs de la requérante,
6597-o STEIN & STEIN.

Sebring Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Sebring Investments Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 6th day of May, 1964.

STEIN & STEIN,
6597-o Attorney for petitioner.

Belvédère Équipement (1962) Ltée

Prenez avis que la compagnie « Belvédère Équipement (1962) Ltée », demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 6e jour de mai 1964.

Les Procureurs de la compagnie,
LÉTOURNEAU, STEIN, JOHNSTON, LEAHY,
6607-o MARSEILLE & PRICE.

Belvédère Équipement (1962) Ltée

Notice is hereby given that "Belvédère Équipement (1962) Ltée", will make application to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter.

Dated at Quebec, this 6th day of May, 1964.

LÉTOURNEAU, STEIN, JOHNSTON, LEAHY,
6607 MARSEILLE & PRICE,
Attorneys for the Company.

Parkhill Investments Limited

Avis est donné que la compagnie « Parkhill Investments Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 22e jour d'avril 1964.

Le Secrétaire,
6608 MARJORIE M. RICHMOND.

Parkhill Investments Limited

Notice is hereby given that "Parkhill Investments Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of April, 1964.

MARJORIE M. RICHMOND,
6608-o Secretary.

**Divers
Compagnies**

Les Francs-sociétaires inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Francs-sociétaires inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
GEORGES BRISEBOIS.
81-64

6567-o

Richard and Edith Strauss Foundation

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30 avril 1964, approuvé les règlements généraux de « Richard and Edith Strauss Foundation », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225A de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
703-64

6568-o

Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd

Règlement No 5 relatif à la distribution de biens entre les actionnaires.

Les biens de la compagnie seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie quinze jours après la publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec*.

Par le Président,
Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd.,
ROBERT HOUDE.

6579-o

Alstan Holdings Limited

Avis est donné que « Alstan Holdings Limited », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
MME NAOMI GUTTMAN.
501-64

6580

Belvédère Équipement (1962) Ltée

Règlement No 5

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme Règlement No 5 de « Belvédère Équipement (1962) Ltée », (la « Compagnie ») que les biens de la compagnie soient distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie, subséquemment à un délai de quinze jours après la publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie certifiée conforme.

(Sceau)
Le Secrétaire,
PIERRE LARUE.
501-64

6581-o

Domremy-Montréal

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 avril 1964, approuvé les amendements apportés aux règlements généraux de « Domremy-Montréal », tels qu'adoptés à l'assemblée annuelle des membres tenue le 24 janvier 1964, et ce,

**Miscellaneous
Companies**

Les Francs-sociétaires inc.

Notice is hereby given that "Les Francs-sociétaires inc.", has changed the number of its administrators from 3 to 5.

GEORGES BRISEBOIS,
Secretary.
81-64

6567

Richard and Edith Strauss Foundation

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 30, 1964, approved the general by-laws of "Richard and Edith Strauss Foundation", and such, pursuant to the provisions of section 225A of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 30, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
703-64

6568

Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd

By-law No. 5 relative to the distribution of shares among the shareholders.

The company's shares will be distributed among the shareholders in proportion to the amount of shares which they hold in the company fifteen days after the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*.

By: ROBERT HOUDE,
President,
Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd.

6579

Alstan Holdings Limited

Notice is hereby given that "Alstan Holdings Limited", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MRS. NAOMI GUTTMAN,
Secretary.
501-64

6580-o

Belvédère Équipement (1962) Ltée

By-law No. 5

That it be and is by these presents enacted as by-law No. 5 of "Belvédère Équipement (1962) Ltée", (the "company") that the property of the company be distributed among the shareholders proportionately to the amount of shares which they hold in the company, subsequently a delay of fifteen days after the publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*.

Certified true copy.

(Seal)
PIERRE LARUE,
Secretary.
501-64

6581

Domremy-Montréal

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the April 29, 1964, approved the amendments made to general by-laws of "Domremy-Montréal", as adopted at the annual meeting of the members held on

conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6582-o 11437-57

Domremy-Québec inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 avril 1964, approuvé les règlements numéros 1 et 2 de « Domremy-Québec inc. », tels qu'adoptés le 23 août 1963 et les règlements numéros 4 et 5, tels qu'adoptés le 7 novembre 1963, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6583-o 3557-63

The Inter-City Travel Agency Ltd.

Avis est donné que « The Inter-City Travel Agency Ltd. », a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
LISA HOTOP.

6584 12068-55

Service des loisirs Ste-Yvette

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 7 janvier 1964, approuvé les règlements généraux de « Service des loisirs Ste-Yvette », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10 janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6585-o 2082-63

The Challenge Publishing Corporation

Avis est donné que « The Challenge Publishing Corporation », a changé le nombre de ses directeurs de 9 à 13.

Le Secrétaire,
VERA M. KING.

6609 313-63

Club social de Duvernay inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 1^{er} mai 1964, approuvé les règlements généraux du « Club social de Duvernay inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 1^{er} mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6610-o 4232-63

Club social de Duvernay inc.

Avis est donné que la corporation « Club social de Duvernay inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
JUNE BUSSEY.

6610-o 4232-63

January 24, 1964, and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 29, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6582 11437-57

Domremy-Québec inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the April 21, 1964, approved by-laws numbers 1 and 2 of "Domremy-Québec inc.", as adopted on August 23, 1963, and by-laws 4 and 5, as adopted on November 7, 1963, and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 21, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6583 3557-63

The Inter-City Travel Agency Ltd.

Notice is hereby given that "The Inter-City Travel Agency Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

LISA HOTOP,
Secretary.

6584-o 12068-55

Service des loisirs Ste-Yvette

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on January 7, 1964, approved the general by-laws of "Service des loisirs Ste-Yvette", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on January 10, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6585 2082-63

The Challenge Publishing Corporation

Notice is hereby given that "The Challenge Publishing Corporation", has changed the number of its directors from 9 to 13.

VERA M. KING,
Secretary.

6609-o 313-63

Club social de Duvernay inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary of the Province has, on May 1, 1964, approved the general by-laws of "Club social de Duvernay inc.", and such, pursuant to the provisions of article 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the provincial Secretary, May 1, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6610 4232-63

Club social de Duvernay inc.

Notice is hereby given that the corporation "Club social de Duvernay inc.", has changed the number of its executives from 3 to 5.

JUNE BUSSEY,
Secretary.

6610 4232-63

**Conseil d'aménagement et d'expansion
de la Côte du Sud**

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 6 mai 1964, approuvé les règlements généraux du « Conseil d'aménagement et d'expansion de la Côte du Sud », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 6e mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6611-o 10440-62

**Conseil d'aménagement et d'expansion
de la Côte du Sud**

Avis est donné que la corporation « Conseil d'aménagement et d'expansion de la Côte du Sud », a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 24.

Le Secrétaire,
LIONEL DESSUREAUX.

6611-o 10440-62

Hôpital Ste-Rose

Avis est donné que l'« Hôpital Ste-Rose », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
Mme SYLVIE DEGEN.

6612-o 13489-57

Les Investissements solidaires inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Investissements solidaires inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 11.

Le Secrétaire,
JULES PELLAND.

6613-o 14693-61

La laiterie Lamontagne limitée

Avis est donné que la compagnie « La laiterie Lamontagne limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 8.

Le Secrétaire,
RAY BOUCHARD.

6614-o 8614-49

Guy Merizzi inc.

Avis est donné que la compagnie « Guy Merizzi inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le Secrétaire,
RICHARD DROUIN.

6615-o 11355-60

**The Province of Quebec Society
for Crippled Children Inc.**

**Société de secours aux enfants infirmes
de la province de Québec, inc.**

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 4 mai 1964, approuvé le règlement spécial « A » de « The Province of Quebec Society for Crippled Children Inc.—Société de secours aux enfants infirmes de la province de Québec, inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 4 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6616-o 432-30

**Conseil d'aménagement et d'expansion
de la Côte du Sud**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 6, 1964, approved the general by-laws of "Conseil d'aménagement et d'expansion de la Côte du Sud", and that, according to the provisions of Section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this May 6, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6611 10440-62

**Conseil d'aménagement et d'expansion
de la Côte du Sud**

Notice is hereby given that the corporation "Conseil d'aménagement et d'expansion de la Côte du Sud", has changed the number of its directors from 8 to 24.

LIONEL DESSUREAUX,
Secretary.

6611 10440-62

Hôpital Ste-Rose

Notice is given that l'« Hôpital Ste-Rose » has changed the number of its directors from 3 to 7.

Mrs. SYLVIE DEGEN,
Secretary.

6612 13489-57

Les Investissements solidaires inc.

Notice is given that the company "Les Investissements solidaires inc.", has changed the number of its administrators from 3 to 11.

JULES PELLAND,
Secretary.

6613 14693-61

La laiterie Lamontagne limitée

Notice is given that the company "La laiterie Lamontagne limitée", has changed the number of its administrators from 7 to 8.

RAY BOUCHARD,
Secretary.

6614 8614-49

Guy Merizzi inc.

Notice is hereby given that "Guy Merizzi inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

RICHARD DROUIN,
Secretary.

6615 11355-60

**The Province of Quebec Society
for Crippled Children Inc.**

**Société de secours aux enfants infirmes
de la province de Québec, inc.**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on May 4, 1964, approved the special by-law "A" of "The Province of Quebec Society for Crippled Children Inc.—Société de secours aux enfants infirmes de la province de Québec, inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 4, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6616 432-30

**The Province of Quebec Society
for Crippled Children Inc.**
**Société de secours aux enfants infirmes
de la province de Québec, inc.**

Avis est donné que la corporation « The Province of Quebec Society for Crippled Children Inc.—Société de secours aux enfants infirmes de la province de Québec, inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 35 à 38.

Le Secrétaire,
ANTHONY SHORGAN.

6616-o

432-30

**The Province of Quebec Society
for Crippled Children Inc.**
**Société de secours aux enfants infirmes
de la province de Québec, inc.**

Notice is given that the corporation "The Province of Quebec Society for Crippled Children Inc.—Société de secours aux enfants infirmes de la province de Québec, inc.", has changed the number of its administrators from 35 to 38.

Secretary,
ANTHONY SHORGAN,

6616

432-30

Quebec Cinema Scope T.V. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Quebec Cinema Scope T.V. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
HENRI BEAUDRY.

6617-o

1496-64

Quebec Cinema Scope T.V. Ltd.

Notice is hereby given that "Quebec Cinema Scope T.V. Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

Secretary,
HENRI BEAUDRY,

6617

1496-64

**Colonie de vacances mariste
du lac Morgan, inc.**

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 8 mai 1964, approuvé le règlement numéro I (règlements généraux), de la corporation « Colonie de vacances mariste du lac Morgan, inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6634-o

488-64

**Colonie de vacances mariste
du lac Morgan, inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 8, 1964, approved by-law number I (general by-laws) of the corporation "Colonie de vacances mariste du lac Morgan, inc.", and that, according to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 8th day of May, 1964.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE,

6634

488-64

**Colonie de vacances mariste
du lac Morgan, inc.**

Avis est donné que la corporation « Colonie de vacances mariste du lac Morgan, inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Président,
ALBERT N. BAIL.

6634-o

488-64

**Colonie de vacances mariste
du lac Morgan, inc.**

Notice is hereby given that the corporation "Colonie de vacances mariste du lac Morgan, inc.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

President,
ALBERT N. BAIL,

6634

488-64

Les Pères Montfortains

Erratum

Dans l'avis de changement de nom concernant la corporation ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 avril 1964, à la page 2366, veuillez prendre note que le nom devrait se lire « Les Pères Montfortains » au lieu de « Les Pères Monfortains ».

6562-o

Les Pères Montfortains

Erratum

In the notice of change of name of the above mentioned corporation, published in the *Quebec Official Gazette* on April 25, 1964, on page 2366, kindly take note that the name should read "Les Pères Montfortains" instead of "Les Pères Monfortains".

6562

Lettres patentes

Burlington Electric Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, de corriger les lettres patentes, en date du 20 février 1964, de la compagnie « Burlington Electric Limited », en y remplaçant la mention « Micheline Vaillancourt, secrétaire, épouse dudit Alphé J. Vaillancourt » par la mention « Micheline Vaillancourt, secrétaire, épouse séparée de corps de Roger Cournoyer ».

Letters Patent

Burlington Electric Limited

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent, dated February 20, 1964, of the company "Burlington Electric Limited", by replacing the mention "Micheline Vaillancourt, secretary, wife of the said Alphé J. Vaillancourt" by the mention "Micheline Vaillancourt, secretary, wife separate as to bed and board of Roger Cournoyer".

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 12 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
300-64 — 1208/102

6562-o

Jiger Outfitters Inc.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes, en date du 13 mars 1964, de la compagnie « Jigger Outfitters Inc. », en y remplaçant, partout où il apparaît, le mot « Jigger » par le mot « Jiger », de manière que le nom de ladite compagnie se lise comme suit: « Jiger Outfitters Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province,
le 28 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
1241-64 — 1212-61

6562-o

Les Constructions Impériales (1963) Ltée

Erratum

Dans l'avis de lettres patentes de la compagnie ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 7 août 1963, à la page 3919, veuillez apporter la correction suivante: dans le texte français la date d'émission des lettres patentes devrait se lire: 21e jour de juin 1963 au lieu de 21e jour de juin 1693.

6562-o

Given at the office of the Provincial Secretary,
on May 12, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
300-64 — 1208/102

6562

Jiger Outfitters Inc.

Notice is given that the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent, dated March 13, 1964, of the company "Jigger Outfitters Inc.", by replacing everywhere it appears, the word "Jigger" by the word "Jiger", so that the name of the said company may read as follows: "Jiger Outfitters Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary,
on April 28, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
1241-64 — 1212-61

6562

Les Constructions Impériales (1963) Ltée

Erratum

In the notice of letters patent of the above mentioned company, published in the *Quebec Official Gazette* of August 7, 1963, on page 3919, kindly make the following correction: in the French text the date of issue for the letters patent should read: June 21, 1963, instead of June 21, 1693.

6562

Lettres patentes supplémentaires

Carrières T. R. P. limitée
T. R. P. Quarries Limited

Erratum

Dans l'avis de lettres patentes supplémentaires de la compagnie ci-haut mentionnée publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 mai 1964, à la page 2619, veuillez apporter la correction suivante: dans le texte français les lettres T.P.R. du nouveau nom devraient être remplacées par T.R.P. le nom se lisant: « Carrières T. R. P. limitée — T. R. P. Quarries Limited ».

6562-o

Supplementary Letters Patent

Carrières T. R. P. limitée
T. R. P. Quarries Limited

Erratum

In the notice for supplementary letters patent of the above mentioned company published in the *Quebec Official Gazette* on May 9, 1964, on page 2619, kindly make the following correction: in the French text the letters T.P.R. of the new name should be replaced by T.R.P. the name to read: "Carrières T. R. P. limitée — T. R. P. Quarries Limited".

6562

Sièges sociaux

Alstan Holdings Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Alstan Holdings Limited », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le trente et unième jour de janvier 1964, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province de Québec, a établi son bureau à 7080, avenue du Parc, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 29e jour d'avril 1964

(Sceau)
6570

Le Secrétaire,
NAOMI GUTTMAN.

Head Offices

Alstan Holdings Limited

Notice is hereby given that "Alstan Holdings Limited", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the thirty-first day of January, 1964 and having its head office in the city of Montreal, in the said Province of Quebec, has established its head office at 7080, Park Avenue in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 29th day of April, 1964.

(Seal)
6570-o

NAOMI GUTTMAN,
Secretary.

Barnabé & Fils Ltée

Avis est donné que la compagnie « Barnabé & Fils Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 mars 1944 et ayant auparavant son bureau principal au No 1205, de la 2^e avenue à Québec, l'a transporté au No 2350 du Mont-Thabor à Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Québec, ce 27^e jour d'avril 1964.

Le Secrétaire,

6571-o

RAYMOND BARNABÉ.

Barnabé & Fils Ltée

Notice is hereby given that "Barnabé & Fils Ltée", a company incorporated by letters patent on March 21, 1944 and having its head office at No. 1205, 2nd Avenue, Quebec where it was formerly located, has moved it to No. 2350, du Mont-Thabor Street, in Quebec City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Quebec, this 27th day of April, 1964.

RAYMOND BARNABÉ,

6571-o

Secretary.

Brind'Amour & Masson Inc.

Avis est donné que le siège social de la compagnie « Brind'Amour & Masson Inc. », constituée en corporation par lettres patentes suivant la première partie, de la Loi des compagnies de Québec, datées du 15^e jour de janvier 1957, était situé à 276 ouest, rue St-Jacques, à Montréal, district de Montréal, sera, à compter de ce jour situé à 200 ouest, rue St-Jacques, à Montréal, district de Montréal.

Donné à Montréal, ce 1^{er} jour de mai 1964.

Le Président,

6572-o

MARCEL MASSON.

Brind'Amour & Masson Inc.

Notice is hereby given that the head office of the company "Brind'Amour & Masson Inc.", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 15th day of January 1957, which was situated at 276, St. James Street, West, Montreal, district of Montreal, will, from and after the date of this notice, be situated at 200, St. James Street, West, Montreal, district of Montreal.

Given at Montreal, this 1st day of May 1964.

MARCEL MASSON,

6572-o

President.

Compagnie de Construction Richelieu Limitée

Avis est, par les présentes, donné que la « Compagnie de Construction Richelieu Limitée », compagnie incorporée par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le vingt-cinq mai 1938 et ayant son bureau-chef à 1082, Boulevard Décarie, Montréal, P.Q. où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui, l'a transporté à 1070, Boulevard Décarie, Suite 1, Montréal 28, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce troisième jour de février 1964.

Le Secrétaire,

6573-o

JAMES T. TURNER.

Compagnie de Construction Richelieu Limitée

Notice is hereby given that the "Compagnie de Construction Richelieu Limitée", company incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, on the twenty-fifth of May, 1938, and having its head office at 1082, Decarie Blvd. Montreal, P.Q. where its office was situated up to to-day, has moved it to 1070, Decarie Boulevard, suite 1, Montreal 28, Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this third day of February, 1964.

JAMES T. TURNER,

6573-o

Secretary.

Alphonse Couture et cie. inc.

Avis est donné que la compagnie « Alphonse Couture et cie. inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 avril 1964 et ayant son bureau principal dans Montréal, a établi son bureau au 630, 2^e Avenue, Ste-Dorothée, comté de Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 22^eme jour d'avril, 1964.

(Seau)

6574-o

Le Président,

ALPHONSE COUTURE.

Alphonse Couture & Co. Inc.

Notice is hereby given that "Alphonse Couture & Co. Inc.", company incorporated by letters patent on the 14th day of April, 1964, and having its head office in the town of Montreal, has established its offices at 630, 2nd Avenue, Ste-Dorothée, county of Laval.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 22nd day of April, 1964.

(Seal)

6574-o

ALPHONSE COUTURE,

President.

Fredal Inc.

Avis est donné que « Fredal Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec le 22 avril 1964, a établi son siège social à 906, rue Cherrier, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Fredal Inc.

Notice is hereby given that "Fredal Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on April 22, 1964, has established its head office at 906, Cherrier St., Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Daté à Montréal, ce 24e jour d'avril 1964.

Le Président,
ALFRED CHEVALIER.

6575

Les agences Desautels Itée

Avis est donné que la compagnie « Les agences Desautels Itée », a changé son siège social de Québec au numéro 1745, avenue Cedar, app. 116, Westmount.

Le Président,
ROBERT PERRON.
13802-61

6586-o

Le Centre d'Art Canadien Inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Centre d'Art Canadien Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 6 avril 1964 et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 630 ouest, boulevard Dorchester, Suite 2685, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 24e jour d'avril 1964.

Le Président,
AUBERT BRILLANT.

6587-o

**Dosco Industries Limited
Les Industries Dosco Limitée**

« Dosco Industries Limited — Les Industries Dosco Limitée », a été constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Canada, le deuxième jour de mars 1964.

Sa principale place d'affaires dans la province de Québec est dans la ville de Saint-Pierre.

En foi de quoi cette déclaration, en duplicata, est faite et signée par moi, William Patrick Creagh, de la ville de Montréal, la président de ladite compagnie, à Montréal, ce 5e jour de mars 1964.

Le Président,
W. P. CREAGH.

6588

**Dosco Steel Limited
Les Acieries Dosco Limitée**

Avis est donné que la compagnie « Dosco Steel Limited — Les Acieries Dosco Limitée », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 2e jour de mars 1964, a établi son siège social en la ville de St-Pierre.

Daté à Montréal, ce 5e jour de mars 1964.

Le Président,
W. P. CREAGH.

6589

Les Entreprises Victorin Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Victorin Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 octobre 1963, et ayant son bureau principal dans la cité de Saint-Laurent, a établi son bureau au numéro 790, boulevard Laurentien, suite 301.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Laurent, ce 21e jour d'avril 1964.

ÉMILE ASSELIN.

6590

Dated at Montreal, this 24th day of April, 1964.

ALFRED CHEVALIER,
President.

6575-o

Les agences Desautels Itée

Notice is given that the company "Les agences Desautels Itée", has changed its head office in Quebec to number 1745, Cedar Avenue, Apt. 116, Westmount.

ROBERT PERRON,
President.
13802-61

6586

Le Centre d'Art Canadien Inc.

Notice is given that the company "Le Centre d'Art Canadien Inc.", incorporated by letters patent issued on April 6, 1964, and having its head office in the city and district of Montreal, province of Quebec, has established its office at 630, Dorchester Blvd., West, Suite 2685, Montreal, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, this 24th day of April, 1964.

AUBERT BRILLANT,
President.

6587

**Dosco Industries Limited
Les Industries Dosco Limitée**

"Dosco Industries Limited — Les Industries Dosco Limitée", was incorporated by letters patent granted under Part I of the Quebec Companies Act, Canada on the second day of March, 1964.

Its principal place of business in the province of Quebec is at the town of St. Pierre.

In testimony whereof this declaration, in duplicate, is made and signed by me, William Patrick Creagh, of the city of Montreal, the president of the said company, at Montreal, on this 5th day of March, 1964.

W. P. CREAGH,
President.

6588-o

**Dosco Steel Limited
Les Acieries Dosco Limitée**

Notice is hereby given that "Dosco Steel Limited — Les Acieries Dosco Limitée", incorporated in the province of Quebec by letters patent granted under Part I of the Quebec Companies Act on the second day of March, 1964 has established its head office at the town of St. Pierre.

Dated at Montreal, this 5th day of March 1964.

W. P. CREAGH,
President.

6589-o

Les Entreprises Victorin Inc.

Notice is given that "Les Entreprises Victorin Inc.", incorporated by letters patent dated the October 31, 1963, and having its principal office in the city of Saint-Laurent, has established its office at number 790 Laurentien Boulevard, suite 301.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at St-Laurent, this 21st day of April, 1964.

ÉMILE ASSELIN.

6590

R. Faucher Ltée

Avis est donné que « R. Faucher Ltée », compagnie constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, en date du 15 avril 1964 et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 251 est, rue Beaubien, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 30^e jour d'avril 1964.

(Sceau)
6591-o

Le Secrétaire,
PIERRE TASCHEREAU.

Gulf Investments (Quebec) Limited

Avis est donné que « Gulf Investments (Quebec) Limited », a transporté son siège social de 2340, chemin Lucerne, Mont Royal, à 630, boulevard Dorchester ouest, Montréal.

Le Président,
F. H. TOLLER.
6592 14767-59

Modes Internationales Inc.

Avis est donné que « Modes Internationales Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 12 mars 1964, a établi son siège social à 1263, rue Sainte-Catherine ouest, Montréal.

6593 CHARLES WOLFSON, C.R.

Parsons Construction Ltd.

Avis est donné que « Parsons Construction Ltd. », a transporté son siège social de 553, rue Cherrier, Ile Bizard, Qué., à 100, avenue Bannister, Pointe-Claire, Montréal, Qué.

Le Secrétaire,
W. G. PARSONS.
6594 10952-61

Les Presses Idéales Limitée

Avis est donné que la compagnie « Les Presses Idéales Limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 1^{er} avril 1964 ayant son principal bureau à Ville les Saules, a établi son bureau au numéro 24, Monseigneur Garant.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Ville les Saules, ce 14^e jour d'avril 1964.

(Sceau)
6595-o.

Le Secrétaire,
ROLLAND GINGRAS.

Roberge & Fils Inc.

Avis est donné que la compagnie « Roberge & Fils Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 avril 1964, a établi son bureau dans la ville de La Sarre, district d'Abitibi, à 23, 2^e Avenue Est.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à La Sarre, ce 7^e jour d'avril 1964.

6596-o *Le Secrétaire-trésorier,*
ALEXANDRE ROBERGE.

R. Faucher Ltée

Notice is hereby given that "R. Faucher Ltée", company incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies Act on the 15th day of April, 1964 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 251, Beaubien Street east, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 30th day of April 1964.

(Seal)
6591-o

PIERRE TASCHEREAU,
Secretary.

Gulf Investments (Quebec) Limited

Notice is hereby given that "Gulf Investments (Quebec) Limited", has transferred its head office from 2340 Lucerne Road, Mount Royal to 630 Dorchester Boulevard West, Montreal.

F. H. TOLLER,
President.
6592-o 14767-59

Modes Internationales Inc.

Notice is hereby given that "Modes Internationales Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated March 12, 1964, has established its head office at 1263, St. Catherine Street West, Montreal.

6593-o CHARLES WOLFSON, C.R.

Parsons Construction Ltd.

Notice is hereby given that "Parsons Construction Ltd.", has transferred its head office from 553 Cherrier Street, Ile Bizard, Que. to 100, Bannister Avenue, Pointe-Claire, Montreal, Que.

W. G. PARSONS,
Secretary.
6594-o 10952-61

Les Presses Idéales Limitée

Notice is hereby given that "Les Presses Idéales Limitée", incorporated by letters patent dated April 1, 1964, having its head office in the Town of Les Saules, has established its office at number 24 Monseigneur Garant.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at the Town of Les Saules, this 14th day of April, 1964.

(Seal)
6595

ROLLAND GINGRAS,
Secretary.

Roberge & Fils Inc.

Notice is hereby given that "Roberge & Fils Inc.", incorporated by letters patent under date of April 6, 1964, and having its head office in the town of La Sarre, district of Abitibi, has established its principal office in the said town at 23, 2nd Avenue East.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at La Sarre, this 7th day of April 1964.

6596-o ALEXANDRE ROBERGE,
Secretary-Treasurer.

La Société des Placements Urbains (1963) Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Société des Placements Urbains (1963) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 novembre 1963, et ayant son bureau principal dans la cité de Saint-Laurent, a établi son bureau au numéro 790, du boulevard Laurentien, suite 301.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Laurent, ce 21e jour d'avril 1964.

6598-o

ÉMILE ASSELIN.

Soga Inc.

Avis est donné que la compagnie « Soga Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 24 janvier 1964 et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-huitième jour de janvier 1964.

6599-o

Le Président,
AUBERT BRILLANT.

Ferrier Street Leaseholds Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Ferrier Street Leaseholds Limited », constituée en corporation par lettres patentes, le 5e jour de mars 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, au numéro 8225, rue Mayrand, l'a transporté à 6215, chemin Côte de Liesse.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 16e jour de mars 1964.

(Seau)
6600-o

Le Secrétaire,
DONALD M. REID.

Industrial Builders Limited

Avis est donné que « Industrial Builders Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 16e jour d'octobre 1953, et ayant son siège social en la ville de Mont Royal, district de Montréal, à 2459, chemin Lucerne, a transporté son bureau à 6215, chemin Côte de Liesse, en les ville et district de Montréal.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 16e jour de mars 1964.

(Seau)
6601

Le Secrétaire,
DONALD M. REID.

Industrial Realty Corporation

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Industrial Realty Corporation », constituée en corporation par lettres patentes, le 23e jour de janvier 1952, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 8225, rue Mayrand, l'a transporté à 6215, chemin Côte de Liesse.

La Société des Placements Urbains (1963) Inc.

Notice is given that "La Société des Placements Urbains (1963) Inc.", incorporated by letters patent dated November 15, 1963, and having its principal office in the city of Saint-Laurent, has established its office at number 790, Laurentien Boulevard, suite 301.

From and after the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at St-Laurent, this 21st day of April, 1964.

6598

ÉMILE ASSELIN.

Soga Inc.

Notice is given that the company "Soga Inc.", incorporated by letters patent issued on January 24, 1964, and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 630 Dorchester Blvd., West, Montreal, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Montreal, this twenty-eighth day of January, 1964.

6599

AUBERT BRILLANT,
President.

Ferrier Street Leaseholds Limited

Notice is hereby given that "Ferrier Street Leaseholds Limited", incorporated by letters patent on the 5th day of March, 1959, and having its head office in the city of Montreal at 8225, Mayrand Street, has moved it to 6215, Côte de Liesse Road.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 16th day of March, 1964.

(Seal)
6600

DONALD M. REID,
Secretary.

Industrial Builders Limited

Notice is hereby given that "Industrial Builders Limited", incorporated by letters patent on the 16th day of October, 1953, and having its head office in the town of Mount Royal, district of Montreal, at 2459, Lucerne Road, has moved it to 6215, Côte de Liesse Road, in the city and district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 16th day of March, 1964.

(Seal)
6601-o

DONALD M. REID,
Secretary.

Industrial Realty Corporation

Notice is hereby given that "Industrial Realty Corporation", incorporated by letters patent on the 23rd day of January, 1952, and having its head office in the city of Montreal at 8225, Mayrand Street, has moved it to 6215, Côte de Liesse Road.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 16^e jour de mars 1964.

(Sceau)
6602

Le Secrétaire,
DONALD M. REID.

Leasehold Investments Limited

Avis est donné que « Leasehold Investments Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28^e jour de septembre 1954, et ayant son siège social en la ville de Montréal à 8225, rue Mayrand, a transporté son bureau à 6215, chemin Côte de Liesse.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 16^e jour de mars 1964.

(Sceau)
6603

Le Secrétaire,
DONALD M. REID.

The Purdy & Henderson Co. Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « The Purdy & Henderson Co. Limited », constituée en corporation par lettres patentes, le 20^e jour de mai 1912, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 8225, rue Mayrand, l'a transporté à 6215, chemin Côte de Liesse.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 16^e jour de mars 1964.

(Sceau)
6604

Le Secrétaire,
DONALD M. REID.

Canada Flooring (1964) Limited

Avis est donné que la compagnie « Canada Flooring (1964) Limited », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 25 mars 1964 et ayant son siège social à Ville Mont-Royal, district d Monréal, province de Québec, a établi son bureau au 1304, rue Beaumont, Ville Mont-Royal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce ving-cinquième jour de mars 1964.

6618-o

Le Président,
GEORGES H. HAINAULT.

Duvernay United Corp.

Avis est donné que « Duvernay United Corp. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 19^e jour de mai 1961, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 3380, avenue Maplewood.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 20^e jour d'avril 1964.

6619

Le Secrétaire,
ANNA ABED.

Tromes Audio Inc.

La compagnie « Tromes Audio Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, émises

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 16th day of March, 1964.

(Seal)
6602-o

DONALD M. REID,
Secretary.

Leasehold Investments Limited

Notice is hereby given that "Leasehold Investments Limited", incorporated by letters patent on the 28th day of September, 1954, and having its head office in the city of Montreal at 8225 Mayrand Street, has moved it to 6215 Côte de Liesse Road.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 16th day of March, 1964.

(Seal)
6603-o

DONALD M. REID,
Secretary.

The Purdy & Henderson Co. Limited

Notice is hereby given that "The Purdy & Henderson Co. Limited", incorporated by letters patent on the 20th day of May, 1912, and having its head office in the city of Montreal at 8225 Mayrand Street, has moved it to 6215 Côte de Liesse Road.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 16th day of March, 1964.

(Seal)
6604-o

DONALD M. REID,
Secretary.

Canada Flooring (1964) Limited

Notice is hereby given that "Canada Flooring (1964) Limited", incorporated by letters patent granted on March 25, 1964, and having its head office at town of Mont-Royal, district of Montreal, province of Quebec, has established its office at 1304, Beaumont St., Town of Mont-Royal, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this twenty-fifth day of March, 1964.

6618

GEORGES H. HAINAULT,
President.

Duvernay United Corp.

Notice is hereby given that "Duvernay United Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 19th day of May, 1961, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 3380 Maplewood Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of April, 1964.

6619-o

HANNA ABED,
Secretary.

Tromes Audio Inc.

The company "Tromes Audio Inc.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-

par le lieutenant-gouverneur de cette province, le 14 avril 1964, a son siège social au numéro 7375 de la rue St-Hubert en la cité de Montréal, province de Québec.

6624-o

Le Président,
YVES TROALEN.

**The Patino Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné que « The Patino Mining Corporation » (No Personal Liability) a transporté son siège social de 215, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, au bureau de la mine de la compagnie dans le canton de McKenzie, Qué.

Le Secrétaire,
D. M. LORIMER.
10824-56

6635

First National Property Corporation

Avis est donné que « First National Property Corporation » constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 3e jour de décembre 1963, et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau à 1, Place ville Marie, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 6e jour de décembre 1963.

6636

Le Secrétaire,
NEIL PHILLIPS.

Mace Development Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Mace Development Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 10e jour de mars 1964, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 1, place Ville Marie, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 12e jour de mars 1964.

6637

Le Secrétaire,
NEIL PHILLIPS.

**Nation-Wide Interior
Maintenance Co. Ltd.**

Avis est donné que « Nation-Wide Interior Maintenance Co. Ltd. », a été constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 23 juillet 1963 et que son siège social est situé à 1507 boulevard Desmarchais, à Montréal.

Montréal, le 1er avril 1964.

(Seau) *Le Secrétaire,*
HENRY YERSH.

6638-o

Westmount Estates Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Westmount Estates Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 16e jour de janvier 1964, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 3380, avenue Maplewood, chambre 101.

Governor of this Province, on April 14, 1964, has its head office at number 7375 St-Hubert St., in the city of Montreal, Province of Quebec.

6624

YVES TROALEN,
President.

**The Patino Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "The Patino Mining Corporation" (No Personal Liability), has transferred its head office from 215 St. James Street West, Montreal, to the mine office of the Company in the township of McKenzie, Qué.

D. M. LORIMER,
Secretary.
10824-56

6635-o

First National Property Corporation

Notice is hereby given that "First National Property Corporation" incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 3rd day of December 1963, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1, Place Ville Marie, Montréal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of December, 1963.

6636-o

NEIL PHILLIPS,
Secretary.

Mace Development Ltd.

Notice is hereby given that "Mace Development Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 10th day of March, 1964, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1, Place Ville Marie, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 12th day of March, 1964.

6637-o

NEIL PHILLIPS,
Secretary.

**Nation-Wide Interior
Maintenance Co. Ltd.**

Notice is given that "Nation-Wide Interior Maintenance Co. Ltd.", was incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated of July 23, 1963 and that its head office is situated at 1507 Desmarchais Boulevard, in Montreal.

Montreal, April 1, 1964.

(Seal) HENRY YERSH,
Secretary.

6638

Westmount Estates Ltd.

Notice is hereby given that "Westmount Estates Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 16th day of January, 1964, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 3380 Maplewood Avenue, Suite 101.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 11e jour de février 1964.

Le Secrétaire,

6639

NAIM S. LEVY.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 11th day of February, 1964.

NAIM S. LEVY,

6639-o

Secretary.

Examen du Barreau

Bar Examination

Barreau de Hull — Bar of Hull

CANDIDAT AUX EXAMENS D'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Millar.....	André Stephen.....	25	20, rue Millar, Hull, Qué.

Hull, le 4 mai 1964. — Hull, May 4, 1964.

6633-o

*Le Secrétaire-trésorier adjoint du Barreau de Hull,
ME MICHEL PHARANT,
Secretary-Treasurer adjoint for the Bar of Hull.*

Ministère des Finances Assurances

Department of Finance Insurance

The Maritime Life Assurance Company La Maritime Compagnie d'Assurance-Vie

Avis de changement de nom

Avis est donné, par les présentes, que «The Maritime Life Assurance Company», constituée en corporation en 1922, par une Loi de la Législature de la Nouvelle-Écosse, 12 George V, chapitre 123 et ses amendements, et enregistrée dans la province de Québec sous le numéro 613, peut faire affaires, soit sous le nom de «The Maritime Life Assurance Company», ou sous le nom de «La Maritime Compagnie d'Assurance Vie», tel qu'il est prévu au paragraphe I du chapitre 104 des Lois de la Nouvelle-Écosse de 1964.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 27e jour d'avril 1964.

*Pour le Ministre des finances
de la province,*

Le Surintendant des assurances,

6569-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

The Maritime Life Assurance Company La Maritime Compagnie d'Assurance-Vie

Notice of change of name

Notice is hereby given that "The Maritime Life Assurance Company", incorporated in 1922, by an Act of the Legislature of the Nova Scotia, 12 George V, chapter 123 and its amendments, and registered in the Province of Quebec under number 613, may use, in the transaction of its business, either the name of "The Maritime Life Assurance Company", or the name of "La Maritime Compagnie d'Assurance Vie", pursuant to the provisions of section I of chapter 104 of the Laws of Nova Scotia of 1964.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 27th of April, 1964.

*For the Minister of Finance
of the Province,*

ROGER-A. CAMARAIRE,

6569-o

Superintendent of Insurance.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

Perron

Perron

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Perron, dans le comté d'Abitibi-Est, le territoire des cantons Marrias, Frévil, Granet, Denain et Pershing, non encore organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 1er mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6531-19-2-o

379-59

Application is made to annex to the school municipality of Perron, in the county of Abitibi-Est, the territory of townships of Marrias, Frévil, Granet, Denain and Pershing, not yet organized for school purposes.

Québec, May 1st, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6531-19-2

379-59

St-Bernard-de-Lacolle

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Bernard-de-Lacolle, dans le comté de St-Jean, les lots 517 à 541 inclusivement, 705 à 731 aussi inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de St-Cyprien-de-Léry, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Cyprien, dans le comté de Napierville-Laprairie.

Québec, le 1er mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6532-19-2-o

1264-61

Adamsville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 911, en date du 6 mai 1964, de changer le nom de la municipalité scolaire catholique de St-Vincent-d'Adamsville, dans le comté de Brôme, en celui d'« Adamsville », dans le même comté.

Ce changement prendra effet le 24 mai 1964.

Québec, le 12 mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6650-o

406-64

Village de Bagotville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 836, en date du 29 avril 1964, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de Bagotville, dans le comté de Chicoutimi, à la municipalité scolaire du village de Bagotville, dans le comté de Chicoutimi.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 6 mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6650-o

92-63

Chaleur Bay Prot.

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 13 mai 1964, de porter à sept le nombre des commissaires d'écoles protestants pour la municipalité de Chaleur Bay, dans le comté de Bonaventure.

Ce changement prend effet pour l'élection de juin 1964.

Québec, le 12 mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6650-o

484-63
2251-E.L.

Dijon

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 836, en date du 29 avril 1964, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de St-Abdon, dans le comté de Dorchester, à la municipalité scolaire de Dijon, dans le comté de Dorchester.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 5 mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6650-o

264-64

St-Bernard-de-Lacolle

Application is made to detach from the school municipality of St-Bernard-de-Lacolle, in the county of St-Jean, lots 517 to 541 inclusively, 705 to 731 also inclusively of the official cadaster for the parish of St-Cyprien-de-Léry, to annex them to the school municipality of St-Cyprien, in the county Napierville-Laprairie.

Québec, May 1st, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6532-19-2

1264-61

Adamsville

His Honour, the Lieutenant-Governor, by order in council No. 911, dated May 6, 1964, has been pleased to change the name of the Catholic school municipality of St-Vincent-d'Adamsville, in the county of Brôme, into that of d'« Adamsville », in the same county.

This change will take effect on May 24, 1964.

Québec, May 12, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6650

406-64

Village of Bagotville

The Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council No. 836, dated April 29, 1964, to annex the present territory of the school commission of the parish of Bagotville, in the county of Chicoutimi, to the school municipality of the village of Bagotville, in the county of Chicoutimi.

This change will take effect for election purposes, June 1, 1964, and all other purposes, July 1, 1964.

Québec, May 6, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6650

92-63

Chaleur Bay Prot.

His Honour, the Lieutenant-Governor, by order in council dated May 13, 1964, has been pleased to carry to seven the number of the Protestant school commissioners for the municipality of Chaleur Bay, in the county of Bonaventure.

This change take effect for the election of June, 1964.

Québec, May 12, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6650

484-63
2251-E.L.

Dijon

The Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council No 836, dated April 29, 1964, to annex the present territory of the school commission of St-Abdon, in the county of Dorchester, to the school municipality of Dijon, in the county of Dorchester.

This change will take effect for election purposes, June first, 1964, and for all other purposes, July first, 1964.

Québec, May 5, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6650

264-64

Fabre

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 913, en date du 6 mai 1964, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Laniel, dans le comté de Témiscamingue, à la municipalité scolaire de Fabre, dans le comté de Témiscamingue, ainsi que toute cette partie du canton Mazenod, non encore organisé au point de vue scolaire.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 11 mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6650-o

529-62

Knowlton Prot.

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 13 mai 1964, de porter à sept le nombre des commissaires d'écoles protestants pour la municipalité de Knowlton, dans le comté de Brôme.

Ce changement prend effet pour l'élection de juin 1964.

Québec, le 12 mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6650-o

434-64
1046-E.L.

Montmagny

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 914, en date du 6 mai 1964, d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de St-Thomas, dans le comté de Montmagny, à la municipalité scolaire de Montmagny, dans le même comté.

Par le même arrêté en conseil, le nombre des commissaires d'écoles pour la municipalité de Montmagny, dans le comté de Montmagny, a été porté à sept.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 11 mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6650-o

118-63
1377-E.L.

St-Alphonse-de-Granby

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 911, en date du 6 mai 1964, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Alphonse-de-Granby, dans le comté de Shefford, en celui de « St-Alphonse-de-Granby », dans le même comté.

Ce changement prendra effet le 24 mai 1964.

Québec, le 12 mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6650-o

417-64

Sainte-Claire

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 911, en date du 6 mai 1964, de changer le nom de la municipalité scolaire de Sainte-Claire de Joliette, dans le comté de Dorchester, en celui de « Sainte-Claire », dans le même comté.

Fabre

His Honour, the Lieutenant-Governor by order in council, No. 913, dated May 6, 1964, has been pleased to annex the present territory of the school commission of Laniel, in the county of Temiscamingue, to the school municipality of Fabre, in the county of Temiscamingue, as well as all that part of the township of Mazenod, not as yet organized from an educational point of view.

This change will take effect for election purposes on June first, 1964 and for all other purposes, on July first, 1964.

Quebec, May 11, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6650

529-62

Knowlton Prot.

His Honour, the Lieutenant-Governor, by order in council dated May 13, 1964, has been pleased to carry to seven the number of the Protestant school commissioners for the municipality of Knowlton, in the county of Brôme.

This change will take effect for the election of June, 1964.

Quebec, May 12, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6650

434-64
1046-E.L.

Montmagny

His Honour, the Lieutenant-Governor, by order in council, No. 914, dated May 6, 1964, has been pleased to annex the present territory of the school commission of St-Thomas, in the county of Montmagny, to the school municipality of Montmagny, in the same county.

By the same order in council the number of the school commissioners for the municipality of Montmagny, in the county of Montmagny, was carried to seven.

These changes will take effect for election purposes on June first, 1964 and for all other purposes, on July first, 1964.

Quebec, May 11, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6650

118-63
1377-E.L.

St-Alphonse-de-Granby

His Honour, the Lieutenant-Governor, by order in council No. 911, dated May 6, 1964, has been pleased to change the name of the school municipality of the village of St-Alphonse-de-Granby, in the county of Shefford, into that of "St-Alphonse-de-Granby", in the same county.

This change will take effect on May 24, 1964.

Quebec, May 12, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6650

417-64

Sainte-Claire

His Honour, the Lieutenant-Governor, by order in council No. 911, dated May 6, 1964, has been pleased to change the name of the school municipality of Sainte-Claire de Joliette in the county of Dorchester into that of "Sainte-Claire" in the same county.

Ce changement prendra effet le 24 mai 1964.
Québec, le 12 mai 1964.

This change will take effect on May 24, 1964.
Quebec, May 12, 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6650-o 181-64

6650 181-64

St-François-de-la-Rivière-du-Sud

St-François-de-la-Rivière-du-Sud

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 836, en date du 29 avril 1964, d'annexer les lots 1 à 11 inclusivement du IIe rang d'Armagh et les lots 30 à 57 inclusivement du VIe rang d'Armagh, territoire non encore organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de St-François-de-la-Rivière-du-Sud, dans le comté de Montmagny.

The Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council No. 836, dated April 29, 1964, to annex lots 1 to 11 of the IIrd range of Armagh and lots 30 to 57 inclusively of the VIth range of Armagh, territory not yet organized for school purposes, to the school municipality of St-François-de-la-Rivière-du-Sud, in the county of Montmagny.

Ce changement prendra effet le 31 mai 1964.
Québec, le 6 mai 1964.

This change will take effect on May 31, 1964.
Quebec, May 6, 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6650-o 1479-63

6650 1479-63

Village de St-Janvier

Village of St-Janvier

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 836, en date du 29 avril 1964, d'annexer le territoire actuel des commissions scolaires du Bas-de-St-Janvier et de la paroisse de St-Janvier, dans le comté de Terrebonne, à la municipalité scolaire du village de St-Janvier, dans le comté de Terrebonne.

The Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council No. 836, dated April 29, 1964, to annex the actual territory of school commissions of Bas-de-St-Janvier and of the parish of St-Janvier, in the county of Terrebonne, to the school municipality of the village of St-Janvier, in the county of Terrebonne.

Par le même arrêté en conseil, le nombre des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Janvier, dans le comté de Terrebonne, a été porté à sept.

By the same order in council, the number of school commissioners for the municipality of the village of St-Janvier, in the county of Terrebonne, has been increased to seven.

Ces changements prendront effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

These changes will take effect for election purposes on June first, 1964, and for all other purposes on July first, 1964.

Québec, le 6 mai 1964.

Québec, May 6, 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6650-o 1896-60

6650 1896-60

948-E.L.

948-E.L.

Village de Bagotville

Village of Bagotville

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Bagotville, dans le comté de Chicoutimi, en celui de « Bagotville », dans le comté de Chicoutimi.

Application is made to change the name of the school municipality of the village of Bagotville, in the county of Chicoutimi, into that of "Bagotville", in the county of Chicoutimi.

Québec, le 5 mai 1964.

Québec, May 5, 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6645-20-2-o 92-63

6645-20-2 92-63

La Madeleine

La Madeleine

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de La Madeleine, dans le comté de Gaspé-Nord, à la municipalité scolaire de Petite-Madeleine, dans le même comté.

Application is made to annex the actual territory of the school commission of La Madeleine, in the county of Gaspé-Nord, to the school municipality of Petite-Madeleine, in the same county.

Québec, le 8 mai 1964.

Québec, May 8, 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6646-20-2-o 96-63

6646-20-2 96-63

Ville de Victoriaville

Town of Victoriaville

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de la ville de Victoriaville, dans le comté d'Arthabaska, en celui de Victoriaville, dans le même comté.

Application is made to change the name of the school municipality of the town of Victoriaville, in the county of Arthabaska, to that of Victoriaville, in the same county.

Québec, le 12 mai 1964.

Québec, May 12, 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6649-20-2-o 84-63

6649-20-2 84-63

Sept Iles Prot.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de la municipalité scolaire protestante de Sept Iles, dans le comté de Duplessis, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Sept Iles, dans le comté de Duplessis.

Ce territoire est décrit comme suit, savoir: Partant d'un point situé à l'intersection de l'axe central de la rivière Marguerite avec la ligne joignant les côtés sud des blocs M et A situés de part et d'autre de la rivière Marguerite. Ce point, est marqué par la lettre « A » sur le plan accompagnant cette description.

Dudit point de départ « A », suivant une direction générale sud-est, le long de l'axe central de la rivière Marguerite jusqu'au point « B » situé à 2000 pieds au sud de l'extrémité sud-ouest d'une bande de terrain situé à l'embouchure et sur la rive gauche de ladite rivière.

Du point « B » suivant une direction générale est, le long d'une parallèle à la rive et distante de 2000 pieds de celle-ci, jusqu'au point « C » situé dans le Golfe St-Laurent à une distance de 2000 pieds au sud du point le plus au sud-est de la Pointe à la Chasse.

De-là suivant une direction générale sud-est, le long d'une droite jusqu'au point « D » situé à 2000 pieds au sud-ouest de l'extrémité ouest de l'île Carrousel.

De-là, suivant une direction générale est, le long d'une parallèle à la rive de l'île et distante de 2000 pieds de celle-ci, jusqu'au point « E », situé lui aussi dans le golfe à 2000 pieds de l'extrémité est de l'île.

De-là, suivant une direction générale nord-est, le long d'une droite jusqu'au point « F » situé à 2000 pieds au sud de l'extrémité sud de l'île Grande Boule.

De-là, suivant une direction générale nord, le long d'une parallèle à la rive est des îles Grande Boule et Petite Boule et distante de 2000 pieds de celles-ci, jusqu'au point « G » situé à 2000 pieds au nord de l'extrémité nord de l'île Petite Boule.

De-là, suivant une direction générale ouest le long d'une droite, jusqu'au point « H » situé à 2000 pieds au sud-est de la Pointe-au-Basque et à 2000 pieds aussi de l'extrémité nord-est de l'île Grande Basque.

De-là, suivant une direction générale est, le long d'une parallèle à la rive et distante de 2000 pieds de celle-ci jusqu'au point « I » situé à 2000 pieds à l'est de la pointe du village de Moisie.

De-là, en suivant l'axe de la rivière Moisie, jusqu'au point « J », lequel point est l'intersection dudit axe de la rivière avec le prolongement du côté sud-est de la partie du bloc E situé sur le côté nord de la rivière Moisie, soit dans le canton de Moisie.

De-là, successivement par les points « K », « L », « M », « N », et « O », c'est-à-dire le long du côté sud-est du bloc « E », canton de Moisie, le long des côtés nord-est, est, des blocs « E », « D », « C », « B », « A », « F » et « G » du même canton de Moisie, le long du côté nord du bloc « G », des cantons de Moisie et Letellier et de la ligne reliant lesdits côtés nord, le long des côtés ouest et sud-ouest du bloc « G », canton Letellier jusqu'au point « O » point d'intersection du côté sud-ouest du bloc « G » avec la limite nord de la Réserve Cantonale Letellier.

De-là, suivant une direction générale ouest, le long du côté nord de la réserve Cantonale

Sept Iles Prot.

Application is made to erect into a separate school municipality for protestants only, under the name of the Protestant School Municipality of Sept-Iles, in the county of Duplessis, the territory presently under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Sept Iles, in the county of Duplessis.

This territory is described as follows, to wit: Starting at a point situated at the intersection of the center-line of the Marguerite River with the line joining the south sides of blocks "M" and "A" situated on either side of Marguerite River. This point is marked by the letter "A" on the plan accompanying this description.

From said starting point "A", following a general south-easterly direction, along the center-line of Marguerite River as far as point "B" situated at 2000 feet to the south of the south-west end of a strip of land situated at the mouth and on the left bank of the said river.

From point "B" following a general easterly direction, along a line parallel to the bank and at a distance of 2000 feet from it, as far as point "C" situated in the Gulf of St. Lawrence at a distance of 2000 feet to the south of the most south-easterly point of the Pointe à la Chasse.

Thence, following a general south-easterly direction, along a straight line as far as point "D" situated at 2000 feet to the south-west of the west extremity of Carrousel Island.

Thence, following a general easterly direction, along a line parallel to the shore of the island and at a distance of 2000 feet from it, as far as point "E", situated also in the Gulf at 2000 feet from the east end of the island.

Thence, following a general north-easterly direction, along a straight line, as far as point "F" situated at 2000 feet to the south of the south end of Grande Boule Island.

Thence, in a general northerly direction, along a line parallel to the east bank of Grande Boule and Petite Boule islands, and distance by 2000 feet from them, as far as point "G" situated at 2000 feet from the north of the north end of Petite Boule Island.

Thence, following a general westerly direction, along a straight line, as far as point "H" situated at a distance of 2000 feet to the southeast of Pointe-au-Basque, and at 2000 feet, also, to the northeast extremity of Grande Basque island.

Thence, in a general easterly direction, along a line parallel to the shore, at a distance of 2000 feet from the latter, as far as point "I" situated at 2000 feet to the east of the point of village of Moisie.

Thence, following the center-line of the Moisie River, as far as point "J", which point is the intersection of the said center-line of the river with the extension of the southeast side of the part of block "E" situated on the north side of the Moisie River, that is, in the township of Moisie.

Thence, successively, by points "K", "L", "M", "N" and "O", that is, along the southeast side of block "E", township of Moisie, along the northeast and east sides of blocks "E", "D", "C", "B", "A", "F" and "G" in the same township of Moisie, along the north side of block "G", in the townships of Moisie and Letellier, and the line joining the said north sides, along the west and southwest side of block "G", township of Letellier, as far as point "O", point of intersection of the southwest side of block "G" with the north limit of Reserve Cantonale Letellier.

Thence, in a general westerly direction, along the north side of the Réserve Cantonale Letellier,

Letellier jusqu'à son extrémité ouest, soit le point « P » sur le plan accompagnant cette description.

De-là, suivant une direction générale nord-ouest, le long d'une droite jusqu'au point « Q » situé à une distance de 2640 pieds (½ mille) depuis le point le plus au nord de la rive d'une baie, elle-même située à l'extrémité nord du Grand Lac des Rapides, distance mesurée suivant une direction nord.

De-là, suivant une direction générale sud-ouest, le long d'une droite jusqu'au point « R », soit l'encoignure nord du bloc « M » dans le canton Arnaud.

De-là, respectivement par les points « S », « T », « U », « V » et « A », suivant ainsi une partie du côté nord-est du bloc « M », les côtés nord-ouest, nord-est, est et sud du bloc « N », le côté sud du bloc « M » ainsi que son prolongement jusqu'au point de départ « A ».

Dans cette description et sur le plan l'accompagnant, les directions sont approximatives ou générales et les distances en pieds anglais.

Québec, le 12 mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6648-20-2-o

1666-63

St-Michel-de-Beauport

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Michel-de-Beauport, dans le comté de Québec, les lots 748 à 790 inclusivement ainsi que toutes leurs subdivisions du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, pour les annexer à la municipalité scolaire de la cité de Beauport, dans le même comté.

Québec, le 12 mai 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6647-20-2-o

354-64

as far as its west end, that is, point "P" on the plan accompanying this description.

Thence, in a general north-westerly direction, along a straight line as far as point "Q", situated at a distance of 2640 feet (½ mile) from the most northerly point of the shore of a bay, its being situated at the north end of Grand Lac des Rapides, the distance measured following a northerly direction.

Thence, in a general south-westerly direction, along a straight line as far as point "R", that is, the north corner of block "M" in the township of Arnaud.

Thence, respectively by points "S", "T", "U", "V" and "A", thus following a part of the north-east side of block "M", the north-west, north-east, east and south sides of bloc "N", the south side of block "M" as well as its extension as far as the starting point "A".

In this description and on the plan accompanying it, the directions are approximate or general and the distances in English feet.

Québec, May 12, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6648-20-2

1666-63

St-Michel-de-Beauport

Application is made to detach from the school municipality of St-Michel-de-Beauport, in the county of Quebec, lots 748 to 790 inclusively as well as all their subdivisions in the official cadaster of the parish of Beauport, in order to annex them to the school municipality of the city of Beauport, in the same county.

Québec, May 12, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6647-20-2

354-64

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Canton de Breet

Township of Breet

Cadastre officiel du canton de Breet (Partie de la Baie de Brador), municipalité de la Côte Nord, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Official cadastre of township of Brest (Part of the Baie de Brador), municipality of the Côte Nord, registration division of Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 39 à 41 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 39 to 41 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 16 avril 1964.

Québec, April 16, 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

6563-o

6563-o

Paroisse de Charlesbourg

Parish of Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la ville d'Orsainville, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the town of Orsainville, registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 393-15 à 393-21 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 393-15 to 393-21 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 8 avril 1964.

Québec, April 8, 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

6563-o

6563-o

Paroisse de Charlesbourg

Parish of Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la ville d'Orsainville, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the town of Orsainville, registration of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 745-A-3 à 745-A-14 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 avril 1964.

6563-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Village Incorporé de la Côte des Neiges

Cadastre officiel du village incorporé de la Côte des Neiges, municipalité de la cité de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 96-52 à 96-57 et partie des lots 96-65, 97-2, 96 et 97 sont annulés et le lot 179 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 avril 1964.

6563-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Canton de Gauthier

Cadastre officiel du canton de Gauthier, municipalité de la paroisse de St-Zénon, division d'enregistrement de Berthier.

Avis est par la présente donné que les blocs A, B, C, D, E, F, G, H, F-1, F-2, F-3, G-1, G-2, G-3, H-1, H-2 et H-3 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 avril 1964.

6563-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Laprairie de la Magdeleine

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine, municipalité de la ville de Delson, division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 589-1 à 589-5 (rues) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 avril 1964.

6563-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Canton de Letellier

Cadastre officiel du canton de Letellier, municipalité du canton de Letellier (non organisé), division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les blocs 3, 4, 5 et 6 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 avril 1964.

6563-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Canton de Letellier

Cadastre officiel du canton de Letellier, municipalité du canton de Letellier (non organisé), division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les blocs 7 et 8 (réserve cantonale) sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 avril 1964.

6563-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 745-A-3 to 745-A-14 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 9, 1964.

6563-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Incorporated Village of Côte des Neiges

Official cadastre of the incorporated village of Côte des Neiges, municipality of the city of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 96-52 to 96-57 and part of lots 96-65, 97-2, 96 and 97 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 15, 1964.

6563-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Gauthier

Official cadastre of the township of Gauthier, municipality of the parish of St-Zénon, registration division of Berthier.

Notice is hereby given that blocks A, B, C, D, E, F, G, H, F-1, F-2, F-3, G-1, G-2, G-3, H-1, H-2 and H-3 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 7, 1964.

6563-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Laprairie de la Magdeleine

Official cadastre of the parish of Laprairie de la Magdeleine, municipality of the town of Delson, registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 589-1 to 589-5 (streets) are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 23, 1964.

6563-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Letellier

Official cadastre of the township of Letellier, municipality of the township of Letellier (unorganized), registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that blocks 3, 4, 5 and 6 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 10, 1964.

6563-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Letellier

Official cadastre of the township of Letellier, municipality of the township of Letellier (unorganized), registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that blocks 7 and 8 (réserve cantonale) are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 10, 1964.

6563-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de Montréal

Cadastre officiel de la paroisse de Montréal, municipalité de la ville de Hampstead, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 73-84 à 73-90, 73-93 à 73-100, 74-101 à 74-117 et partie des lots 73-9, 73 et 74 sont annulés et les lots 4765 à 4769 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 avril 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

6563-o

Paroisse de Montréal

Cadastre officiel de la paroisse de Montréal, municipalité de la cité de Westmount, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 263-1 262-A et partie des lots 262 et 263 sont annulés et le lot 4770 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 avril 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

6563-o

Canton de New-Richmond

Cadastre officiel du canton de New-Richmond, municipalité du canton de New-Richmond, division d'enregistrement de Bonaventure No. I.

Avis est par la présente donné que le lot 165, rang I, Nord-Ouest est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 avril 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

6563-o

Cantón de Palmarolle

Cadastre officiel du canton de Palmarolle, municipalité du Territoire non organisé, division d'enregistrement de l'Abitibi.

Avis est par la présente donné que le lot 13, rang IX est corrigé, le lot 13, rang VIII est annulé et les lots 13-A et 13-B, rang VIII et 1 à 19 rang « A » sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 avril 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

6563-o

Quartier St-Louis

Cadastre officiel du quartier St-Louis, municipalité de la cité de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 207, 214 à 216, 207-1, 216-1, 216-2, une ruelle et partie du lot 208 sont annulés et les lots 1089, 1090 et 1091 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 avril 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

6563-o

Quartier St-Louis

Cadastre officiel du quartier St-Louis, municipalité de la cité de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Parish of Montreal

Official cadastre of the parish of Montreal, municipality of the town of Hampstead, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 73-84 to 73-90, 73-93 to 73-100, 74-101 to 74-117 and part of lots 73-9, 73 and 74 are cancelled and lots 4765 to 4769 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 14, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

6563

Parish of Montreal

Official cadastre of the parish of Montreal, municipality of the city of Westmount, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 263-1, 262-A and part of lots 262 and 263 are cancelled and lot 4770 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 14, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

6563-o

Township of New-Richmond

Official cadastre of the township of New-Richmond, municipality of the township of New-Richmond, registration division of Bonaventure No. I.

Notice is hereby given that lot 165, range I North-West is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 20, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

6563-o

Township of Palmarolle

Official cadastre of the township of Palmarolle, municipality of the unorganized territory, registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that lot 13, range IX is corrected, lot 13, range VIII is cancelled and lots 13-A and 13-B, range VIII and 1 to 19 range "A" are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 22, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

6563-o

St-Louis Ward

Official cadastre of the St-Louis Ward, municipality of the city of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 207, 214 to 216, 207-1, 216-1, 216-2, one lane, and part of lot 208 are cancelled and lots 1089, 1090 and 1091 are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 28, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

6563-o

St-Louis Ward

Official cadastre of St-Louis Ward, municipality of the city of Montreal, registration division of Montreal.

Avis est par la présente donné que les lots 269 à 272, deux ruelles, les lots 270-1 et 270-2, partie du lot 268 sont annulés et les lots 1092, 1093 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 avril 1964.

6563-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Philippe de Laprairie

Cadastre officiel de la paroisse de St-Philippe de Laprairie, municipalité de la ville de Candiac, division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 392-148 à 392-152, 392-169 à 392-182, la partie restante des lots 392-183, 392-186, 392-188 et partie du lot 392-147 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 avril 1964.

6563-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse du Sault-au-Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la cité de Montréal-Nord, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 82-239 est remise en force en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 mars 1964.

6563-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Canton de Signai

Cadastre officiel du canton de Signai, municipalité de la cité d'Alma, division d'enregistrement de Lac St-Jean-Est.

Avis est par la présente donné que les lots 19A-6 à 19A-19, 19A-21 à 19A-33 et 19A-38 à 19A-55 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 avril 1964.

6563-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Canton de Taillon

Cadastre officiel du canton de Taillon, municipalité de Ste-Monique, division d'enregistrement de Lac St-Jean-Est.

Avis est par la présente donné que les lots 5 et 8 rang IX sont corrigés et les lots 24 et 25, rang IX sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 avril 1964.

6563-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Ministère du Travail

Avis de modification

Alimentation au détail — Région de Québec

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la conven-

Notice is hereby given that lots 269 to 272, two lanes, lots 270-1 and 270-2, part of lot 268 are cancelled and lots 1092, 1093 are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 28, 1964.

6563-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Philippe de Laprairie

Official cadastre of the parish of St-Philippe de Laprairie, municipality of the town of Candiac, registration division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 392-148 to 392-152, 392-169 to 392-182, the remaining part of lots 392-183, 392-186, 392-188 and part of lot 392-147 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 24, 1964.

6563-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Sault-au-Récollet

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, municipality of the city of Montréal-Nord, registration division of Montréal.

Notice is hereby given that a part of lot 82-239 is put back into force in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 12, 1964.

6563-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Signai

Official cadastre of the township of Signai, municipality of the city of Alma, registration division of Lac St-Jean-Est.

Notice is hereby given that lots 19A-6 to 19A-19, 19A-21 to 19A-33, 19A-38 to 19A-55 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 23, 1964.

6563-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Taillon

Official cadastre of the township of Taillon, municipality of Ste-Monique, registration division of Lac St-Jean-Est.

Notice is hereby given that lots 5 and 8 range IX are corrected and lots 24 and 25 range IX are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 16, 1964.

6563-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Department of Labour

Notice of amendment

Food products retail trade — District of Québec

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective

tion collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 17 mai 1944 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

Le sous-paragraphe 3 suivant sera ajouté au paragraphe « i » de l'article V:

« 3. Le gérant et le chef de section n'ont pas droit à une rémunération pour le travail supplémentaire accompli durant les jours ouvrables en plus de quarante-huit heures dans la semaine ou en dehors des heures rémunérées à l'article III ci-haut; toutefois, ils auront droit à une rémunération additionnelle, calculée au taux double de leur salaire s'ils sont requis de travailler durant tout ou partie d'un jour chômé, durant les jours de fêtes chômés, ou le dimanche. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 mai 1964.

6576-o

labour agreement relating to the food products retail trade in the district of Quebec, rendered obligatory by decree number 1658 of May 17, 1944, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment for the said decree:

The following sub-paragraph 3 will be added to paragraph "i" of article V:

"3. The manager and section head employee are not entitled to remuneration for overtime worked on working days in excess of 48 hours in any one week or beyond the hours enumerated in article III above. However, they are entitled to double time pay when they are required to work all or part of a day kept as a holiday, on the holidays mentioned in the decree or on Sunday."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 16, 1964.

6576

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 828 du 16 juillet 1953, et chargé d'assurer l'observance du décret 701 du 8 avril 1964, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 933 du 5 mai 1964, section « E », et ce conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret numéro 701, suivant le mode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 25 juillet 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 701 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 701 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire du compagnon fixé par le décret pour leur métier ou occupation.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 701 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships, formed under decree number 828 of July 16, 1953 in charge with the administration of the decree number 701 of April 8, 1964, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 933 of May 6, 1964, section "E", in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree number 701 according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec official Gazette* to July 25, 1964; such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 701 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 701 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the journeyman's rate set in the decree for their trade or occupation.

c) The employees governed by the said decree, number 701 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the

employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 18 avril 1964 et le 25 juillet 1964.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DES CANTONS DE L'EST

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 avril 1964 et le 25 juillet 1964, relativement à l'administration du décret numéro 701 du 8 avril 1964.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 462.80
Artisans	230.40
Salariés	462.80
Examens	120.00
	<hr/>
	\$1,276.00

Déboursés:

Salaires	\$ 480.00
Frais de déplacement	230.00
Véhicules et réparations	120.00
Loyer	150.00
Dépenses de bureau	75.00
Examens	200.00
Assurance, frais légaux	90.00
Frais de poste et de banque	12.00
Vérification des livres	12.00
Divers, imprévus	100.00
	<hr/>
	\$1,469.00
Déficit prévu	193.00
	<hr/>
	1,276.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,
Québec, le 16 mai 1964.

6576-0

professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The said report shall be sent together with the assessments, of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed under the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee; without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships for the period comprised between April 18, 1964 and July 25, 1964.

THE JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF THE EASTERN TOWNSHIPS

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 18, 1964 and July 25, 1964 for the administration of the decree number 701 of April 8, 1964.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 462.80
Artisans	230.40
Employees	462.80
Examinations	120.00
	<hr/>
	\$1,276.00

Disbursements:

Salaries	\$ 480.00
Travelling expenses	230.00
Automobiles and repairing	120.00
Rent	150.00
Office expenses	75.00
Examinations	200.00
Insurances, legal fees	90.00
Postage and bank charges	12.00
Audition	12.00
Miscellaneous, unforeseen expenses	100.00
	<hr/>
	\$1,469.00
Probable deficit	193.00
	<hr/>
	\$1,276.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 16, 1964.

6576-0

Nomination

Appointment

Président d'élection

Returning Officer

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Iles-de-la-Madeleine — Magdalen Islands	Leblanc, Elphège (a)	Secrétaire-trésorier — Secretary-Treasurer	Boisville.

a) En remplacement de monsieur Jérôme Turbide, démissionnaire. — In place of Mr. Jérôme Turbide, resigner

Québec, le 11 mai 1964.

Quebec, May 11, 1964.

6628-0 Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.,

6628-0 FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur général, C.-E. CANTIN. **A**TTENDU que l'article 46 de la Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation, sanctionnée le 19 mars 1964, (bill 60 de la troisième session de la vingt-septième Législature), décrète ce qui suit:

« La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation sauf les articles 28 et 29 qui entrent en vigueur le jour de sa sanction. »;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer, au 13 mai 1964, la date de l'entrée en vigueur des dispositions de cette loi qui nécessitent une proclamation;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 935, en date du 13 mai 1964, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit fixée au 13 mai 1964 la date de l'entrée en vigueur de la Loi instituant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation (bill 60 de la troisième session de la vingt-septième Législature), sauf les articles 28 et 29 qui, suivant cette loi, sont entrés en vigueur le jour de sa sanction.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, the United Kingdom, Canada, and Her other Realms and Territories, Queen Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

C.-E. CANTIN, Deputy Attorney General. **W**HEREAS that section 46 of the Act instituting the Department of Education and the Superior Council of Education, sanctioned on March 19, 1964 (bill 60 of the third session of the twenty-seventh Legislature), enacts the following:

"This act shall come into force on such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation, except sections 28 and 29 which shall come into force on the day of its sanction."

WHEREAS it is expedient to fix for May 13, 1964, the date of the coming into force the provisions of this act which necessitates a proclamation;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 935, dated May 13, 1964, We have enacted and ordered and, by these presents, enact and order that the date of May 13, 1964 be fixed for the coming into force of the Act instituting the Department of Education and the Department of Education and the Superior Council of Education (bill 60 of the third session of the twenty-seventh Legislature), except sections 28 and 29 which, according to this act, shall have entered into force on the day of its sanction.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, NOUS avons fait rendre les présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

6562-o

RAYMOND DOUVILLE.

Municipalité du village d'Annaville

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur général, C.-É. CANTIN. } ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de Saint-Célestin, dans le comté municipal de Nicolet, et de l'annexer à la municipalité du village d'Annaville, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 757, en date du 15 avril 1964, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Saint-Célestin, comté de Nicolet, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Célestin, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les deux périmètres ci-décrits à savoir:

1^o Partant d'un point sur la ligne sud-ouest du lot 129 à une distance de trois (3) arpents à partir du côté nord-ouest du chemin du Pays Brûlé, en allant vers le nord-ouest et mesurée le long de ladite ligne; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de la ligne séparative des lots 129 et 130, en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 129; une ligne brisée limitant au nord-ouest les lots 129, 128, 88 et 87, cette ligne traversant la route

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirteenth day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-four, and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

6562

Assistant Secretary of the Province.

Municipality of the village of Annville

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

C.-É. CANTIN, Deputy Attorney General. } WHEREAS We have been requested to detach the territory hereinafter described from the municipality of Saint-Célestin, in the municipal county of Nicolet, and to annex it to the municipality of the village of Annville, in the same municipal county;

WHEREAS all the formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS pursuant to section 42 of the municipal Code, the present proclamation will enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 757, dated April 15, 1964, and pursuant to the provisions of the municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and decree,

THAT the following territory, to wit:

A territory presently forming part of the municipality of Saint-Célestin, county of Nicolet, including, with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Célestin, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, highways, water courses, or parts of the same enclosed within the two perimeters herein described, to wit:

1. Starting at a point on the southwest line of lot 129 at a distance of three (3) arpents from the northwest side of the Pays Brûlé Road, going towards the northwest and measured along the said line; thence, successively, the following lines and demarcations: part of the line separating lots 129 and 130, going towards the northwest as far as the northwest line of lot 129; a broken line bounding, on the northwest, lots 129, 128, 88 and 87, this line crossing Church

de l'Église; partie de la ligne séparative des lots 86 et 87 jusqu'à une ligne située au nord-ouest du chemin du Pays Brûlé et parallèle au côté nord-ouest dudit chemin à une distance de deux (2) arpents à partir dudit côté nord-ouest; puis, suivant les limites actuelles du village d'Annville, ladite ligne parallèle traversant le lot 87 jusqu'à la ligne nord-est du lot 91; la ligne séparative du lot 91 des lots 87 et 88; le prolongement de la ligne nord-ouest du lot 127 à travers la route de l'Église; partie de ladite ligne nord-ouest du lot 127 jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 126; ledit prolongement et la ligne sud-ouest des lots 126, 125, 124 et 123; le prolongement vers le sud-ouest de la ligne sud-est du lot 123 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 127; partie de ladite ligne sud-ouest du lot 127 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 113; la ligne nord-ouest des lots 113, 112, 111, 110 et 109; le prolongement vers le nord-ouest de la ligne séparative des lots 108 et 109 jusqu'à une ligne parallèle au côté nord-ouest du chemin du Pays Brûlé distante de trois (3) arpents à partir dudit côté nord-ouest; ladite ligne parallèle dans le lot 128 et à travers le lot 129 jusqu'au point de départ.

2° Partant du sommet de l'angle nord du lot 182; de là, successivement les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-est dudit lot 182; la ligne sud-est des lots 182, 181, 180 et 178, cette ligne traversant la route de Saint-Joseph; la ligne sud-ouest du lot 178 et partie de la ligne sud-ouest du lot 177 jusqu'à un point sur ladite ligne à une distance de quatre (4) arpents à partir du côté sud-est du chemin du Pays Brûlé mesurée le long de la susdite ligne; puis, suivant les limites actuelles du village d'Annville, une ligne parallèle audit côté sud-est dudit chemin sur ladite distance de quatre (4) arpents traversant les lots 177, 179, 180, la route de Saint-Joseph et le lot 181 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 182; partie de ladite ligne sud-ouest du lot 182 jusqu'à la ligne nord-ouest dudit lot 182; ladite ligne nord-ouest du susdit lot jusqu'au point de départ; lequel territoire sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité de Saint-Célestin, dans le comté municipal de Nicolet, et sera annexé à la municipalité du village d'Annville, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6562-o

Road; part of the line separating lots 86 and 87 as far as a line situated northwest of the Pays Brûlé Road, and parallel to the northwest side of the said road, at a distance of two (2) arpents from the said northwest side; then, following the present boundaries of the village of Annville, the said parallel line crossing lot 87 as far as the northeast line of lot 91; the line separating lot 91 from lots 87 and 88; the extension of the northwest line of lot 127 across Church Road; part of the said northwest line of lot 127 as far as the extension of the southwest line of lot 126; the said extension and the southwest line of lots 126, 125, 124 and 123; the extension towards the southwest of the southeast line of lot 123 as far as the southwest line of lot 127; part of the said southwest line of lot 127 as far as the northwest line of lot 113; the northwest line of lots 113, 112, 111, 110 and 109; the extension towards the northwest of the line separating lots 108 and 109 as far as a line parallel to the northwest side of the Pays Brûlé Road, at a distance of three (3) arpents from the said northwest side; the said parallel line on lot 128 and across lot 129 as far as the starting point.

2. Starting at the summit of the north angle of lot 182; thence, successively, the following lines and demarcations: the northeast line of said lot 182; the southeast line of lots 182, 181, 180 and 178, this line crossing Saint-Joseph Road; the southwest line of lot 178 and part of the southwest line of lot 177 as far as a point on the said line at a distance of four (4) arpents from the southeast side of the Pays Brûlé Road, measured along the above-mentioned line; then, following the present boundaries of the village of Annville, a line parallel to the said southeast side of the said road to the said distance of four (4) arpents crossing lots 177, 179, 180, Saint-Joseph Road and lot 181 as far as the southwest line of lot 182; part of the said southwest line of lot 182; as far as the northwest line of said lot 182; the said northwest line of the above-mentioned lot as far as the starting point; which territory will be, from and after the first day of January following the date of publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of Saint-Célestin, in the municipal county of Nicolet, and will be annexed to the municipality of the village of Annville, in the same municipal county.

THAT the present proclamation will enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighth day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-four and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6562

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Le Syndicat des producteurs d'animaux, de produits et sous-produits animaux de la Gaspésie

*Avis de réception d'un projet de plan conjoint
et de mise en marché*

Prenez avis que le Syndicat des producteurs d'animaux, de produits et sous-produits animaux de la Gaspésie, ayant sa principale place d'affaires à Caps-Noirs, comté de Bonaventure, P.Q. a adressé à la Régie des Marchés Agricoles du Québec une demande d'approbation de plan conjoint.

Les produits agricoles visés par ce projet de plan conjoint sont le mouton et la laine. Le requérant demande que ce plan conjoint lie tous les cultivateurs, colons et autres producteurs du comté de Bonaventure (de Cross Point et St-Conrad jusqu'à la limite est du comté), ainsi que des comtés de Gaspé-Sud et de Gaspé-Nord, qui alimentent directement ou indirectement, par le truchement d'acheteurs et d'agents-acheteurs, un abattoir ou une industrie engagé dans le commerce des produits agricoles visés, en vue d'atteindre le marché de consommation. Il lierait également les mêmes catégories de personnes qui vendent leurs produits à une coopérative.

Cette requête a été reçue par le Régie des Marchés Agricoles du Québec pour enquête et adjudication au mérite.

Montréal, ce 23ième jour d'avril 1964.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.

*Le Secrétaire exécutif
et Conseiller juridique,*

GILLES PRÉSENT.

6625-0

Quebec Agricultural Marketing Board

Le Syndicat des producteurs d'animaux, de produits et sous-produits animaux de la Gaspésie

*Notice of reception of a Joint Plan project
and of marketing*

Take notice that "Le Syndicat des producteurs d'animaux, de produits et sous-produits animaux de la Gaspésie" having its principal place of business at Caps-Noirs, county of Bonaventure, P.Q. has made to the Quebec Agricultural Marketing Board an application for approval of Joint Plan.

The agricultural products relative to this joint plan project are the sheep and the wool. The petitioner requires that this joint plan binds all the farmers, colonists and other producers of the county of Bonaventure (from Cross-Point and St-Conrad as far as the east limit of the county), as well as of the counties of Gaspé-South and of Gaspé-North, that supply directly or indirectly, by the way of buyers or agents buyers, a slaughter-house or an industry engaged in the trade of agricultural products relative thereto, in order to reach the consumer's market. It would bind equally the same classes of persons who sell their products to a cooperative.

This request has been received by the Quebec Agricultural Marketing Board for inquiry and adjudication granted according to merit.

Montreal, this 23rd day of April 1964.

NOLASQUE APRIL,
President.

GILLES PRÉSENT,
Executive Secretary

and Legal Advisor.

6625

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Bas-de-la-Grande-Côte-de-Ste-Rose

Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Ouimet, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., 421, Boul. des Mille-Iles, Auteuil, ou jusqu'à 8 heures p.m., 555, Boul. des Mille-Iles, Auteuil, lundi, le 1er juin 1964, pour l'achat de \$240,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Bas-de-la-Grande-Côte-de-Ste-Rose, comté de Laval, datées du 1er juillet 1964 et remboursables par séries du 1er juillet 1965 au 1er juillet 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 2 avril 1964 — \$240,000 — construction d'une école élémentaire de 12 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1964.

Tenders

The school commissioners for the municipality of Bas-de-la-Grande-Côte-de-Ste-Rose

County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Ouimet, secretary-treasurer, until 7:30 p.m., 421 Mille-Iles Blvd., Auteuil, or until 8:00 o'clock p.m., 555 Mille-Iles Blvd., Auteuil, Monday, June 1, 1964, for the purchase of an issue of \$240,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Bas-de-la-Grande-Côte-de-Ste-Rose, county of Laval, dated July 1, 1964, and redeemable serially from July 1, 1965 to July 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of April 2, 1964 — \$240,000 — construction of an elementary school of 12 classes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1964.

Tableau d'amortissement — \$240,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1965	x \$23,000
1er juillet 1966	x 24,500
1er juillet 1967	x 26,000
1er juillet 1968	x 27,500
1er juillet 1969	x 29,000
1er juillet 1970	5,000
1er juillet 1971	5,000
1er juillet 1972	5,500
1er juillet 1973	5,500
1er juillet 1974	6,000
1er juillet 1975	6,500
1er juillet 1976	6,500
1er juillet 1977	7,000
1er juillet 1978	7,500
1er juillet 1979	8,000
1er juillet 1980	8,500
1er juillet 1981	9,000
1er juillet 1982	9,500
1er juillet 1983	10,000
1er juillet 1984	10,500

Table of redemption — \$240,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1965	x \$23,000
July 1, 1966	x 24,500
July 1, 1967	x 26,000
July 1, 1968	x 27,500
July 1, 1969	x 29,000
July 1, 1970	5,000
July 1, 1971	5,000
July 1, 1972	5,500
July 1, 1973	5,500
July 1, 1974	6,000
July 1, 1975	6,500
July 1, 1976	6,500
July 1, 1977	7,000
July 1, 1978	7,500
July 1, 1979	8,000
July 1, 1980	8,500
July 1, 1981	9,000
July 1, 1982	9,500
July 1, 1983	10,000
July 1, 1984	10,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$130,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$26,000 chacun, de 1965 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rose, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 1er juin 1964, à 8 heures du soir, en l'École de la Grande-Côte, 555, Boul. des Mille-Iles, Auteuil, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bas-de-la-Grande-Côte-de-Ste-Rose, (Comté de Laval), ce 6 mai 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL OUMET.

412, Boul. des Milles-Iles,
Auteuil, (Laval), P.Q.

Téléphone: 625-0200, code 514. 6620-0

Ville d'Iberville
Comté d'Iberville

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$130,000, granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$26,000 each, from 1965 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Rose, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches, in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, June 1, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at the Bas de la Grande-Côte school, 555 Mille-Iles Blvd., Auteuil, county of Laval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Bas-de-la-Grande-Côte-de-Ste-Rose, (County of Laval), May 6, 1964.

JEAN-PAUL OUMET,
Secretary-Treasurer.

421 Mille-Iles Blvd.,
Auteuil, (Laval), P.Q.,

Telephone 625-0200, code 514. 6620

Town of Iberville
County of Iberville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Paradis, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 97, 1ère Rue, Iberville, comté d'Iberville, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 3 juin 1964, pour l'achat de \$330,500 d'obligations de la ville d'Iberville, comté d'Iberville, datées du 1er juillet

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean Paradis, secretary-treasurer, City Hall, 97, 1st Street, Iberville, county of Iberville, until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday June 3, 1964, for the purchase of an issue of \$330,500 of bonds for the town of Iberville, county of Iberville, dated July 1, 1964,

1964 et remboursables par séries du 1er juillet 1965 au 1er juillet 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 286 — \$330,500 — aqueduc, égouts, voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1964.

Tableau d'amortissement — \$330,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1965	\$ 9,000
1er juillet 1966	9,500
1er juillet 1967	10,000
1er juillet 1968	10,500
1er juillet 1969	11,500
1er juillet 1970	12,000
1er juillet 1971	13,000
1er juillet 1972	13,500
1er juillet 1973	14,500
1er juillet 1974	15,000
1er juillet 1975	16,000
1er juillet 1976	17,000
1er juillet 1977	18,000
1er juillet 1978	19,000
1er juillet 1979	20,500
1er juillet 1980	21,500
1er juillet 1981	23,000
1er juillet 1982	24,500
1er juillet 1983	25,500
1er juillet 1984	27,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Iberville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 3 juin 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 97, 1ère Rue, Iberville, comté d'Iberville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Iberville, (Comté de Iberville), ce 8 mai 1964.

Le Secrétaire-trésorier,

JEAN PARADIS.

Hôtel de Ville, 97, 1ère Rue, C.P. 40,

Iberville, (Iberville), P.Q.

Téléphone: 347-2318, code 514. 6621-o

Municipalité de Nantes
Comté de Frontenac

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-A. Baillargeon, secrétaire-trésorier, Nantes,

and redeemable serially from July 1, 1965 to July 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 286 — \$330,500 — Aqueduct, sewers, roads, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1964.

Table of redemption — \$330,500 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1965	\$ 9,000
July 1, 1966	9,500
July 1, 1967	10,000
July 1, 1968	10,500
July 1, 1969	11,500
July 1, 1970	12,000
July 1, 1971	13,000
July 1, 1972	13,500
July 1, 1973	14,500
July 1, 1974	15,000
July 1, 1975	16,000
July 1, 1976	17,000
July 1, 1977	18,000
July 1, 1978	19,000
July 1, 1979	20,500
July 1, 1980	21,500
July 1, 1981	23,000
July 1, 1982	24,500
July 1, 1983	25,500
July 1, 1984	27,000

Please note that tenders are called for bonds, redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Iberville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, June 3, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 97, 1st Street, Iberville, County of Iberville.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Iberville, (County of Iberville), May 8, 1964.

JEAN PARADIS,

Secretary-Treasurer.

City Hall, 97, 1st Street, P.O. Box 40,

Iberville, (Iberville) P.Q.

Telephone: 347-2318, code 514. 6621

Municipality of Nantes
County of Frontenac

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Baillargeon, secretary-treasurer, Nantes, county of Fronte-

comté de Frontenac, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 1er juin 1964, pour l'achat de \$55,000 d'obligations de la municipalité de Nantes, comté de Frontenac, datées du 1er juillet 1964 et remboursables par séries du 1er juillet 1965 au 1er juillet 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 72 — \$33,000 — renouvellement; 102 — \$22,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1964.

Tableau d'amortissement — \$55,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1965	\$ 1,500
1er juillet 1966	1,500
1er juillet 1967	1,500
1er juillet 1968	1,500
1er juillet 1969	1,500
1er juillet 1970	1,500
1er juillet 1971	1,500
1er juillet 1972	1,500
1er juillet 1973	1,500
1er juillet 1974	1,500
1er juillet 1975	1,500
1er juillet 1976	2,000
1er juillet 1977	2,500
1er juillet 1978	2,500
1er juillet 1979	2,500
1er juillet 1980	2,500
1er juillet 1981	2,500
1er juillet 1982	2,500
1er juillet 1983	2,500
1er juillet 1984	19,000

until 7:30 o'clock p.m., Monday, June 1, 1964, for the purchase of an issue of \$55,000 of bonds for the municipality of Nantes, county of Frontenac, dated July 1, 1964, and redeemable serially from July 1, 1965 to July 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 72 — \$33,000 — renewal; 102 — \$22,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1964.

Table of redemption — \$55,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1965	\$ 1,500
July 1, 1966	1,500
July 1, 1967	1,500
July 1, 1968	1,500
July 1, 1969	1,500
July 1, 1970	1,500
July 1, 1971	1,500
July 1, 1972	1,500
July 1, 1973	1,500
July 1, 1974	1,500
July 1, 1975	1,500
July 1, 1976	2,000
July 1, 1977	2,500
July 1, 1978	2,500
July 1, 1979	2,500
July 1, 1980	2,500
July 1, 1981	2,500
July 1, 1982	2,500
July 1, 1983	2,500
July 1, 1984	19,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque, visé, payable au pair à Lac Mégantic.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 1er juin 1964, à 7.30 heures du soir, en la Salle de l'École Stébéenne, Nantes, comté de Frontenac.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Nantes, (Comté de Frontenac), ce 8 mai 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. BAILLARGEON.

Nantes, (Frontenac), P.Q.,
Téléphone: 50. 6622-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lac Mégantic.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 1, 1964, at 7:30 o'clock p.m., at the École Stébéenne Hall, Nantes, county of Frontenac.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Nantes, (County of Frontenac), May 8, 1964.

J.-A. BAILLARGEON,
Secretary-Treasurer.

Nantes, (Frontenac), P.Q.,
Telephone: 50. 6622

Cité de Westmount

City of Westmount

Avis public est donné que des soumissions scellées, endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Andrew W. D. Swan, greffier, Hôtel de Ville, Westmount 6, P.Q., jusqu'à deux (2) heures de l'après-midi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Debentures" will be received by the undersigned, Andrew W. D. Swan, city clerk, City Hall, Westmount 6, P.Q., until two (2) o'clock in the afternoon on

lundi, 1er juin 1964, pour l'achat d'une émission de \$1,999,000 d'obligations de la cité de Westmount, district de Montréal, en date du 1er mai 1964, émises en dénominations de \$1,000 chacune et échéant — la première tranche de \$1,200,000 le 1er mai 1994, étant une période de trente ans, et la seconde tranche de \$799,000 par séries du 1er mai 1965 au 1er mai 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier selon les échéances. De plus, les soumissions devront être envoyées et seront considérées avec un prix moyen seulement pour toute l'échéance.

Les règlements 645 — premier versement de \$110,000, séries pour véhicules, équipement, chemins, champ d'amusement, et \$355,000 termes exacts pour des bâtisses et estrade; 646 — premier versement de \$172,000 séries pour équipement électrique et automoteur et le second versement de \$273,000 termes exacts pour conduits électriques, éclairage de rue et transformateurs; 653 — premier versement de \$479,000 séries pour abris de parc et équipement varié; 657 — premier versement de \$38,000 séries pour équipement et second versement de \$192,000 termes exacts pour le système de chauffage et la piscine; 659 — premier versement de \$380,000 termes exacts pour bâtisses, création de lot de stationnement, améliorations de parc et bassins de prise.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1964.

Tableau d'amortissement

Année	\$1,999,000	Capital
1er mai 1965	1 an	\$ 59,000
1er mai 1966	2 ans	63,000
1er mai 1967	3 ans	69,000
1er mai 1968	4 ans	72,000
1er mai 1969	5 ans	77,000
1er mai 1970	6 ans	83,000
1er mai 1971	7 ans	85,000
1er mai 1972	8 ans	90,000
1er mai 1973	9 ans	97,000
1er mai 1974	10 ans	104,000
1er mai 1994	30 ans	1,200,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales au Canada de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, 1er juin 1964, à deux heures de l'après-midi à l'Hôtel de Ville, Westmount 6, P.Q.

Monday, 1st June 1964, for the purchase of an issue of \$1,999,000 of debentures of the City of Westmount, district of Montreal, dated 1st May 1964, issued in denominations of \$1,000 each and maturing — the first block of \$1,200,000 on 1st May 1994, being a period of thirty years, and the second block of \$799,000 serially from 1st May 1965 to 1st May 1974 inclusive, with interest at a rate of not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on 1st May and 1st November of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. Moreover, tenders are to be forwarded and shall be considered with only one average price for the whole issue.

By-laws 645 — first instalment of \$110,000 serials for vehicles, equipment, roadways, playing field, and \$355,000 straight-terms for buildings and grand stand; 646 — first instalment of \$172,000 serials for electrical and automotive equipment and second instalment of \$273,000 straight-terms for electrical conduits, street lighting and transformers; 653 — first instalment of \$479,000 serials for park shelters and miscellaneous equipment; 657 — first instalment of \$38,000 serials for equipment and second instalment of \$192,000 straight-terms for heating system and swimming pool; 659 — first instalment of \$380,000 straight-terms for buildings, creation of parking lot, park improvements and catch basins.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from 1st July 1964.

Table of redemption

Year	\$1,999,000	Capital
May 1, 1965	1 year	\$ 59,000
May 1, 1966	2 years	63,000
May 1, 1967	3 years	69,000
May 1, 1968	4 years	72,000
May 1, 1969	5 years	77,000
May 1, 1970	6 years	83,000
May 1, 1971	7 years	85,000
May 1, 1972	8 years	90,000
May 1, 1973	9 years	97,000
May 1, 1974	10 years	104,000
May 1, 1994	30 years	1,200,000

Please note that tenders are called for debentures redeemable according to the above table only, and that offers for short-term debentures shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the debentures, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par in Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in Canada of the bank mentioned in the procedure.

The said debentures shall not be subject to redemption by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued in the debentures to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, 1st June 1964, at two o'clock in the afternoon at the City Hall, Westmount 6, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.
Westmount, ce 9 mai 1964.

Le Greffier,
A. W. D. SWAN, F.C.I.S.

Hôtel de Ville,
4333, rue Sherbrooke,
Westmount 6, P.Q.
Téléphone: Wellington 5-8531. 6640

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Westmount, this 9th May 1964.
A. W. D. SWAN, F.C.I.S.,
City Clerk.

City Hall,
4333 Sherbrooke Street,
Westmount 6, P.Q.
Telephone: Wellington 5-8531. 6640-0

Ville d'Amqui
Comté de Matapédia

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul H. Landry, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 140, Boul. St-Benoît, Amqui, comté de Matapédia, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 1er juin 1964, pour l'achat de \$60,000 d'obligations de la ville d'Amqui, comté de Matapédia, datées du 1er juillet 1964 et remboursables par séries du 1er juillet 1965 au 1er juillet 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 123 — \$60,000 — achat d'un aréna et terrain de jeux.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1964.

Tableau d'amortissement — \$60,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1965	\$1,500
1er juillet 1966	1,500
1er juillet 1967	2,000
1er juillet 1968	2,000
1er juillet 1969	2,000
1er juillet 1970	2,000
1er juillet 1971	2,500
1er juillet 1972	2,500
1er juillet 1973	2,500
1er juillet 1974	3,000
1er juillet 1975	3,000
1er juillet 1976	3,000
1er juillet 1977	3,500
1er juillet 1978	3,500
1er juillet 1979	3,500
1er juillet 1980	4,000
1er juillet 1981	4,000
1er juillet 1982	4,500
1er juillet 1983	4,500
1er juillet 1984	5,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Amqui.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Town of Amqui
County of Matapédia

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul H. Landry, secretary-treasurer, Town Hall, 140 St-Benoît Blvd., Amqui, county of Matapédia, until 8:30 o'clock p.m., Monday, June 1, 1964, for the purchase of an issue of \$60,000 of bonds for the town of Amqui, county of Matapédia, dated July 1, 1964, and redeemable serially from July 1, 1965 to July 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 123 — \$60,000 — purchase of an arena and playground.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1964.

Table of redemption — \$60,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1965	\$1,500
July 1, 1966	1,500
July 1, 1967	2,000
July 1, 1968	2,000
July 1, 1969	2,000
July 1, 1970	2,000
July 1, 1971	2,500
July 1, 1972	2,500
July 1, 1973	2,500
July 1, 1974	3,000
July 1, 1975	3,000
July 1, 1976	3,000
July 1, 1977	3,500
July 1, 1978	3,500
July 1, 1979	3,500
July 1, 1980	4,000
July 1, 1981	4,000
July 1, 1982	4,500
July 1, 1983	4,500
July 1, 1984	5,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Amqui.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 1er juin 1964, à 8:30 heures du soir, Hôtel de Ville, 140, Boul. St-Benoît, Amqui, comté de Matapédia.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Amqui. (Comté de Matapédia), ce 12 mai 1964.

Le Secrétaire-trésorier,

PAUL H. LANDRY.

Hôtel de Ville, 140, Boul. St-Benoît, C.P. 794,
Amqui, (Matapédia), P.Q.

Téléphone: 298.

6651-0

**La commission des écoles catholiques
de Hull**
Comté de Hull

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lucien Laverdure, secrétaire-trésorier, 122, rue St-Laurent, Hull, comté de Hull, jusqu'à 7:30 heures p.m., mercredi, le 3 juin 1964, pour l'achat de \$410,000 d'obligations de La commission des écoles catholiques de Hull, comté de Hull, datées du 1er juillet 1964 et remboursables par séries du 1er juillet 1965 au 1er juillet 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 27 novembre 1963 — \$410,000
— construction d'une école élémentaire de 16 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1964.

Tableau d'amortissement — \$410,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1965.....x	\$41,000
1er juillet 1966.....x	43,500
1er juillet 1967.....x	46,000
1er juillet 1968.....x	48,500
1er juillet 1969.....x	51,500
1er juillet 1970.....	8,000
1er juillet 1971.....	8,000
1er juillet 1972.....	8,500
1er juillet 1973.....	9,000
1er juillet 1974.....	9,500
1er juillet 1975.....	10,500
1er juillet 1976.....	11,000
1er juillet 1977.....	11,500
1er juillet 1978.....	12,500
1er juillet 1979.....	13,000
1er juillet 1980.....	14,000
1er juillet 1981.....	14,500
1er juillet 1982.....	15,500
1er juillet 1983.....	16,500
1er juillet 1984.....	17,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$235,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$47,000 chacun, de 1965 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, June 1, 1964, at 8:30 o'clock p.m., in the Town Hall, 140 St-Benoît Blvd., Amqui, county of Matapédia.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Amqui, (County of Matapédia), May 12, 1964.

PAUL H. LANDRY,

Secretary-Treasurer,

Town Hall, 140 St-Benoît, Blvd., P.O. Box 794,
Amqui, (Matapédia), P.Q.

Telephone: 298.

6651

**The catholic school commission
of Hull**
County of Hull

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lucien Laverdure, secretary-treasurer, 122 St-Laurent St., Hull, county of Hull, until 7:30 o'clock p.m., Wednesday, June 3, 1964, for the purchase of an issue of \$410,000 of bonds for The Catholic school commission of Hull, county of Hull, dated July 1, 1964, and redeemable serially from July 1, 1965 to July 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of November 27, 1963 — \$410,000
— construction of an elementary school of 16 classes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1964.

Table of redemption — \$410,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1965.....x	\$41,000
July 1, 1966.....x	43,500
July 1, 1967.....x	46,000
July 1, 1968.....x	48,500
July 1, 1969.....x	51,500
July 1, 1970.....	8,000
July 1, 1971.....	8,000
July 1, 1972.....	8,500
July 1, 1973.....	9,000
July 1, 1974.....	9,500
July 1, 1975.....	10,500
July 1, 1976.....	11,000
July 1, 1977.....	11,500
July 1, 1978.....	12,500
July 1, 1979.....	13,000
July 1, 1980.....	14,000
July 1, 1981.....	14,500
July 1, 1982.....	15,500
July 1, 1983.....	16,500
July 1, 1984.....	17,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$235,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$47,000 each, from 1965 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table of redemption only, and that offers for short term bonds shall not be considered.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 3 juin 1964 à 7.30 heures du soir, 122, rue St-Laurent, Hull, comté de Hull.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull, (Comté de Hull), ce 12 mai 1964.

Le Secrétaire-trésorier,

LUCIEN LAVERDURE.

122, rue St-Laurent, Hull, (Hull), P.Q.

Téléphone: 771-8303, code 819. 6652-0

Village de Lafontaine
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Desloges, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 p.m., mardi le 2 juin 1964, 73, 105e avenue, Lafontaine, comté de Terrebonne, pour l'achat de \$113,000 d'obligations du village de Lafontaine, comté de Terrebonne, datées du 1er juillet 1964 et remboursables par séries du 1er juillet 1965 au 1er juillet 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement le 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission et il peut varier suivant les échéances.

Règlements 25 — \$19,000 — Aqueduc et égouts; 26 — \$34,500 — Aqueduc et égouts; 27 — \$59,500 — Aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1964.

Tableau d'amortissement — \$113,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1965	\$1,500
1er juillet 1966	4,500
1er juillet 1967	5,000
1er juillet 1968	5,000
1er juillet 1969	5,000
1er juillet 1970	5,500
1er juillet 1971	5,500
1er juillet 1972	6,000
1er juillet 1973	6,000
1er juillet 1974	6,000
1er juillet 1975	6,000
1er juillet 1976	6,000
1er juillet 1977	6,000
1er juillet 1978	6,000
1er juillet 1979	6,000
1er juillet 1980	6,000
1er juillet 1981	6,000
1er juillet 1982	6,000
1er juillet 1983	6,000
1er juillet 1984	6,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hull.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto, and at Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, June 3, 1964, at 7:30 o'clock p.m., at 122 St-Laurent Street, Hull, county of Hull.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Hull, (County of Hull), May 12, 1964.

LUCIEN LAVERDURE,

Secretary-Treasurer.

122 St-Laurent Street, Hull, (Hull), P.Q.

Téléphone: 771-8303, code S19. 6652

Village of Lafontaine
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Claude Desloges, secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, June 2, 1964, 73, 105th Ave., Lafontaine, county of Terrebonne, for the purchase of an issue of \$113,000 of bonds for the village of Lafontaine, county of Terrebonne, dated July 1, 1964, and redeemable serially from July 1, 1965 to July 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws 25 — \$19,000 — Aqueduct and sewers; 26 — \$34,500 — Aqueduct and sewers; 27 — \$59,500 — Aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1964.

Table of redemption — \$113,000 — 20 years

Year	Capital
July 1, 1965	\$4,500
July 1, 1966	4,500
July 1, 1967	5,000
July 1, 1968	5,000
July 1, 1969	5,000
July 1, 1970	5,500
July 1, 1971	5,500
July 1, 1972	6,000
July 1, 1973	6,000
July 1, 1974	6,000
July 1, 1975	6,000
July 1, 1976	6,000
July 1, 1977	6,000
July 1, 1978	6,000
July 1, 1979	6,000
July 1, 1980	6,000
July 1, 1981	6,000
July 1, 1982	6,000
July 1, 1983	6,000
July 1, 1984	6,000

De plus des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil du village de Lafontaine qui sera tenue mardi le 2 juin 1964 à 8 heures du soir, École du Sacré-Coeur, 70 Boul. des Hauteurs, Lafontaine, comté de Terrebonne.

Le village de Lafontaine se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lafontaine, (Comté de Terrebonne), ce 12 mai 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
CLAUDE DESLOGES.

73, 105^e avenue,
Lafontaine, (Terrebonne) P.Q.
Téléphone: 438-8121, code 514. 6653-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jérôme.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council of the village of Lafontaine, to be held on Tuesday, June 2, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at the School of Sacré-Coeur, 70 des Hauteurs Blvd., Lafontaine, county of Terrebonne.

The village of Lafontaine does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lafontaine, (County of Terrebonne), May 12, 1964.

CLAUDE DESLOGES,
Secretary-Treasurer.

73, 105th Avenue,
Lafontaine, (Terrebonne) P.Q.
Telephone: 438-8121, code 514. 6653

Syndicats professionnels

Association des employés de Clix Fastener Corporation Inc. F.C.A.I.

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des employés de Clix Fastener Corporation Inc. F.C.A.I. », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 4 mai 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 425, rue River, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 5 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6626-0

L'Association des maîtres laitiers de la province de Québec inc.

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 avril 1964, autorisée le changement de nom de « L'Association des maîtres-laitiers indépendants du district de Montréal inc. », dont la constitution a été autorisée le 27 mai 1940, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de « L'Association des maîtres laitiers de la province de Québec inc. », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 162.

Québec, le 4 mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6627-0

Professional Syndicates

Association des employés de Clix Fastener Corporation Inc. F.C.A.I.

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des employés de Clix Fastener Corporation Inc. F.C.A.I.", has been authorized by the Provincial Secretary, on May 4, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at 425, River Street, Verdun, judicial district of Montreal.

Quebec, May 5, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6626

L'Association des maîtres laitiers de la province de Québec inc.

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 29, 1964, authorized the change of name of "L'Association des maîtres-laitiers indépendants du district de Montréal inc.", the incorporation of which was authorized on May 27, 1940, and the head office of which is situated in Montreal, to that of "L'Association des maîtres laitiers de la province de Québec inc.", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act, Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 162.

Quebec, May 4, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6627

Vente — Loi de faillite

Sale — Bankruptcy Act

Irenée Gagnon

Irenée Gagnon

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure No F-232 (Siégeant en matière de faillite), dans l'affaire de la faillite de Dr. Irenée Gagnon, M.D. Sayabec, comté de Matapédia, Québec.

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court No. F-232 (Sitting in a matter of bankruptcy), in the bankruptcy of Dr. Irenée Gagnon, M.D., Sayabec, county of Matapédia, Québec.

Avis est par les présentes donné que MARDI le SEIZIÈME jour de JUN 1964, à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu par encaissement public, à la porte de l'église paroissiale de Sayabec, comté de Matapédia, l'immeuble de cette faillite, comme suit:

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SIXTEENTH day of JUNE, 1964, at THREE o'clock in the afternoon, will be sold by public auction, at the parochial church door of Sayabec, county of Matapédia, the immoveable in this bankruptcy, as follows:

« Un terrain ou emplacement situé au village de Sayabec, de forme irrégulière dont les bornes et lignes sont comme suit, savoir: le point de départ étant établi au coin ouest de la ligne de division des lots six cent et six cent trois du cadastre officiel pour le village Saindon, au rang « B » de la seigneurie du Lac Matapédia comme point « A ». De ce point « A » courant sud le long de la rue de l'Église, 80 pieds jusqu'au point « B », du point « B » décrivant une légère courbe et courant est le long de la rue du Moulin 50 pieds, jusqu'au point « C »; du point « C », à angle droit, courant nord, le long du terrain de Marius Béland 40 pieds jusqu'au point « D », du point « D » en décrivant une courbe et courant est le long du terrain de Marius Béland, 50 pieds jusqu'au point « E »; du point « E » à angle droit courant nord le long de la rue Marcheterre 50 pieds jusqu'au point « F »; du point « F » courant ouest le long du terrain de Clovis Gagnon pour revenir au point de départ cent pieds, le tout plus ou moins mesure anglaise, et connu et désigné comme étant partie des lots numéros six cent et six cent un (P. 600 et P. 601) du cadastre officiel pour le village Saindon en la paroisse de Ste-Marie de Sayabec, au rang « B » de la Seigneurie du Lac Matapédia, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances, sans exception ni réserve aucune ».

« A terrain or emplacement situated in the village of Sayabec, irregular in shape, the boundaries and lines of which are as follows: the starting point being established in the west corner of the division line between lots six hundred and six hundred and three in the official cadaster of the village of Saindon, on range "B" in the seigniory of Lake Matapédia, as point "A". From this point "A" running south along Church St., 80 feet as far as point "B"; from point "B" curving slightly and running east along du Moulin St. 50 feet as far as point "C"; from point "C" at a right angle, running north, along the land belonging to Marius Béland 40 feet as far as point "D"; from point "D" curving and running east along the land of Marius Béland, 50 feet as far as point "E"; from point "E" at a right angle running north along Marcheterre St., 50 feet as far as point "F"; from point "F" running west along the land belonging to Clovis Gagnon, returning to the starting point, a distance of one hundred feet, the whole more or less, English measure, and known and designated as being part of lots numbers six hundred and six hundred and one (P. 600 and P. 601) in the official cadaster of the village of Saindon in the parish of Ste-Marie de Sayabec, on range "B" in the seigniory of Lake Matapédia, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, without any exception or reserve.»

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

This immoveable will be offered in sale to the highest and last bidder.

Les titres et certificats de recherche peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du Syndic soussigné.

The research deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

Cette vente est faite conformément aux articles 710, 717 et 719A du code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et faite conformément au jugement rendu par Monsieur J.-Bte Desjardins, registraire des faillites, le 8e jour de mai 1964.

This sale is made pursuant to sections 710, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a Sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by Mr. J.-Bte Desjardins, registrar of bankruptcies, on the 8th day of May, 1964.

Condition de paiement: comptant.

Condition of payment: cash.

Rimouski, Que. ce 11e jour de mai 1964.

Rimouski, Que. this 11th day of May, 1964.

Le Syndic Licencié,

HENRI-A. MARTIN,

HENRI-A. MARTIN,

Licensed Trustee.

160 Évêché, Rimouski.

160 Évêché, Rimouski.

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { EUGÈNE HÉBERT, cul-
No 18-835. { tivateur, domicilié à Rock

Forest, district de St-François, demandeur, vs ALBERT HOUDE & ALLARD GIRARD, résidant à Ham-Nord, district d'Arthabaska, défendeurs, EDDY NOLETTE, cultivateur, résidant à Ham-Nord, district d'Arthabaska, curateur au délaissement.

« Une terre sise et située dans le canton de Ham, et connue et désignée aux plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour ledit canton de Ham comme étant :

1^o Le lot numéro trente-cinq (35) dans le rang « A » sud-ouest dudit canton de Ham;

2^o Partie du lot numéro trente-quatre (P. 34) dans le rang « A » sud-ouest, du même canton, mesurant environ un acre et demi de largeur, sur trente-cinq acres de profondeur, le tout plus ou moins, et bornée en front par le chemin St-Philippe, au nord-ouest par le lot trente-cinq, du même rang, au sud-est par la demi dudit lot trente-quatre, appartenant à Ernest Plante, et au sud-ouest par Eugène Paquet du dixième rang dudit canton de Ham;

3^o Partie du lot numéro trente-six (P. 36) dans le rang « A » sud-ouest, du même canton, étant un petit morceau de terre où passe le chemin près de la ligne, et qui permet à l'acquéreur de communiquer avec le reste de sa terre, tel que le tout est réservé dans un acte enregistré à Ham-Sud, le 4 juillet 1919, sous le numéro 24676, Reg. B. Vol. 24;

4^o Cette vente inclut également une source d'eau consistant en un puits, sise et située sur le lot numéro trente-cinq (35) dans le rang « B », dudit canton de Ham à environ soixante-quinze pieds du chemin ou route Victoriaville-Wogurn' et à environ un arpent de la ligne de division entre le lot numéro trente-cinq et le lot numéro trente-six, du même rang et du même canton, avec tous les droits et privilèges du vendeur et lui résultant d'un acte de vente à lui consenti par Sieur J. J. Nolette, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Wolfe, le 29 octobre 1943, sous le numéro 47-282.

Avec toutes les bâtisses érigées sur le terrain plus haut décrit, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ham-Nord, comté de Wolfe, SAMEDI, le VINGTIÈME jour de JUIN 1964, à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,
11 mai 1964.LÉO FAUCHER.
6629-20-2-0Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { COMPAGNIE DE FIDU-
No 18-842. { CIE NORD-AMÉRI-
QUE, corporation légalement
constituée ayant un bureau d'affaire en la cité
de Québec, demanderesse; vs UNIVERSAL

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { EUGÈNE HÉBERT, far-
No. 18-835. { mer, domiciled at Rock

Forest, district of St. Francis, plaintiff, vs ALBERT HOUDE & ALLARD GIRARD, residing at Ham-North, district of Arthabaska, defendants, EDDY NOLETTE, farmer, residing at Ham-North, district of Arthabaska, curator to the surrender.

« A farm situated and located in the township of Ham, and known and designated on the official plan and in the book of reference for the said township of Ham, as being:

1. Lot number thirty-five (35) in range "A" southwest of the said township of Ham;

2. Part of lot number thirty-four (Pt. 34) in range "A" southwest of the same township, measuring about one acre and one-half in width, by thirty-five acres in depth, the whole more or less, and bounded in front by the St-Philippe Road, on the northwest by lot thirty-five, in the same range, on the southeast by the half of the said lot thirty-four, belonging to Ernest Plante, and on the southwest by Eugène Paquet of the sixth range of the said township of Ham;

3. Part of lot number thirty-six (Pt. 36) in range "A" southwest of the same township, being a small piece of land where the road close to the line, passes, and which allows the purchaser to communicate with the remainder of his farm, such as the whole is reserved in a deed registered at Ham-South, on July 4, 1919, under number 24676, Reg. B. Vol. 24;

4. This sale also includes a source of water consisting of a well, situated and located on lot number thirty-five (35) in range "B" of the said township of Ham at about seventy-five feet from the road or route Victoriaville-Wogurn, and at about an arpent from the dividing line between lot number thirty-five and lot number thirty-six, of the same range and of the same township, with all the rights and privileges of the vendor and which result from a deed of sale consented to him by Mr. J. J. Nolette, and duly registered at the Registry Office of the county of Wolfe, on October 29, 1943, under number 47-282.

With all the buildings erected on the land above described, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Ham-North, county of Wolfe, SATURDAY, the TWENTIETH day of JUNE, 1964, at ONE o'clock in the afternoon.

LÉO FAUCHER,

Sheriff's Office,
May 11, 1964.Sheriff.
6629-20-2Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { COMPAGNIE DE FIDU-
No. 18-842. { CIE NORD-AMÉRI-
QUE, legally incorporated
corporation having its business office in the city
of Québec, plaintiff; vs UNIVERSAL TRANS-

TRANSPORT INC., corporation légalement constituée ayant son siège social à Victoriaville, défendeur; *vs* MARCEL GARNEAU et ROLAND DAIGNEAULT, leur qualité respective de registraire des divisions d'enregistrement d'Arthabaska et de Chambly, mis-en-cause.

« La subdivision numéro trois du lot originaire numéro vingt-sept (27-3) du rang « B » au plan et livre de renvoi officiels du cadastre amendé du Canton d'Arthabaska, paroisse de Ste-Victoire. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Victoire à Victoriaville, comté d'Arthabaska, SAMEDI le VINGTIÈME jour de JUNE 1964 à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
le 11 mai 1964.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.
6630-20-2-o

PORT INC., corporation legally incorporated having its head office at Victoriaville, defendant, *vs* MARCEL GARNEAU and ROLAND DAIGNEAULT, in their respective quality of registrar of the registry divisions of Arthabaska and Chambly, mis-en-cause.

"Subdivision number three of the original lot number twenty-seven (27-3) of range "B" on the official plan and in the book of reference of the amended cadaster of the township of Arthabaska, parish of Ste-Victoire."

To be sold at the parochial church door of Ste-Victoire at Victoriaville, county of Arthabaska, SATURDAY, the TWENTIETH day of JUNE, 1964, at HALF-PAST TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
May 11, 1964.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.
6630-20-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, { L'OFFICE DU CRÉ-
No 30,618. { DIT AGRICOLE
DU QUÉBEC, corps poli-

tique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur; *contre* ALZIRE POULIN, R.R. 2, St-Isidore, comté de Dorchester, défendeur à savoir:

« Un certain terrain situé à St-Isidore, Dorchester, mesurant trois arpents, une perche et trois pieds de front sur trente arpents de profondeur, contenant quatre-vingt-treize arpents et cinquante perches en superficie, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-onze (391) au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ladite paroisse de Saint-Isidore, Dorchester, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et servitudes actives et passives, sauf à distraire dudit lot cette partie vendue au Ministère de la Voirie de la province de Québec suivant acte enregistré sous le No 78-451, sujet ledit lot à une servitude de poteaux et de ligne de transmission électrique en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., suivant acte de servitude enregistré à Dorchester sous le No 64-608. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Isidore, comté de Dorchester, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI, 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

6407-17-2-o
[Première insertion: 25 avril 1964]
[Deuxième insertion: 16 mai 1964]

Le Député Shérif,
ADALBERT LESSARD.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, { QUÉBEC FARM
No. 30,618. { CREDIT BU-
REAU, body politic and

corporate, having its head office in Quebec, plaintiff; *against* ALZIRE POULIN, R.R. 2, St-Isidore, county of Dorchester, defendant, to wit:

"A certain lot of land situated at St-Isidore, Dorchester, measuring three arpents, a rod and three feet in front by thirty arpents in depth, containing ninety-three arpents and fifty rods in area, known and designated as being lot number three hundred and ninety-one (391) on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the said parish of Saint-Isidore, Dorchester, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and active and passive servitudes, save to withdraw from the said lot that part sold to the Department of Roads of the Province of Quebec, according to registered deed, under No. 78-451, subject the said lot to a servitude of posts and the electric power line in favor of The Shawinigan Water & Power Co., according to a deed of servitude registered at Dorchester under No. 64-608."

To be sold at the church door of St-Isidore, county of Dorchester, on the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

6407-17-2
[First insertion: April 25, 1964]
[Second insertion: May 16, 1964]

ADALBERT LESSARD,
Deputy Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, { L'OFFICE DU CRÉ-
No 29,897. { DIT AGRICOLE
à savoir: { DU QUÉBEC, corps poli-

tique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, *contre* ARTHUR BOUCHER et ANDRÉ BOUCHER, autrefois cultivateur de St-Éphrem, comté de Beauce, et maintenant domiciliés à Lac Mégantic, comté de Frontenac, P.Q., défendeurs, à savoir:

« Les lots numéros dix-neuf-A et dix-neuf-B (19-A et 19-B) rang X, canton Shenley-Nord, en le comté de Beauce.

Avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, { QUÉBEC FARM
No. 29,897. { CREDIT BU-
to wit: { REAU, body politic and

corporate having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* ARTHUR BOUCHER and ANDRÉ BOUCHER, heretofore farmer of St-Éphrem, county of Beauce, and now domiciled at Lake Megantic, county of Frontenac, P.Q., defendants, to wit:

"Lots numbers nineteen-A and nineteen-B (19-A and 19-B) range X, township of Shenley-North, in the county of Beauce.

With all buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Éphrem, comté de Beauce, le TROISIÈME jour de JUIN, 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député Shérif,
Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.
St-Joseph de Beauce, 6425-17-2-0
[Première insertion: 25 avril 1964]
[Deuxième insertion: 16 mai 1964]

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Éphrem, county of Beauce, on the THIRD day of JUNE, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
St-Joseph de Beauce, 6425-17-2-0
[First insertion: April 25, 1964]
[Second insertion: May 16, 1964]

G A S P É

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, { JULIEN BÉRUBÉ, indus-
No 29,475. trial, domicilié à 72, rue
St-Joseph, à Matane, comté
de Matane, district de Rimouski, demandeur,
vs ULRIC BOUCHARD, demeurant à Pointe
Frégate, comté et district de Gaspé, défendeur.
« Le lot 43-B-3, rang 1, canton Cloridorme,
d'une superficie de 448 x 1720 pieds, avec droit
de préhention et amélioration. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cloridorme, comté et district de Gaspé, LUNDI le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN de l'an mil neuf cent soixante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PERCY BIARD.
Percé, le 11 mai 1964. 6642-20-2-0

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour de Magistrat, { ROBERT G. GAGNON,
No 6804. demandeur, vs
ÉDOUARD PELLETIER
défendeur.

« P-67-20-4, rang 1, canton Cap-Chat. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cap-Chat, comté et district de Gaspé, MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN de l'an mil neuf cent soixante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, PERCY BIARD.
Percé, le 11 mai 1964. 6654-20-2-0

H U L L

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { RÉMI LAFLAMME, gara-
No 5658. giste, domicilié à Papi-
neauville, district de Hull,
demandeur, vs PHILIAS LANTHIER de
Notre-Dame de la Paix, dit district, défendeur.

« Un emplacement situé à Notre-Dame de la Paix, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-André Avellin, comme étant le lot numéro six cent quarante-six, quatre-vingt-un, trois (646-81-3), avec bâtisses y érigées, servant de restaurant, résidence et dépendance. »

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame de la Paix, district de Hull, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI, 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Ce 20 avril, 1964. 6408-17-2-0

G A S P É

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Superior Court, { JULIEN BÉRUBÉ, indus-
No. 29,475. trialist, domiciled at 72
St-Joseph Street, at Matane,
county of Matane, district of Rimouski, plaintiff,
vs ULRIC BOUCHARD, residing at Pointe Fré-
gate, county and district of Gaspé, defendant.
"Lot 43-B-3, range 1, township of Cloridorme,
448 x 1720 feet in arae, with right of prehention
and improvement."

To be sold at the parochial church door of Cloridorme, county and district of Gaspé, MONDAY, the TWENTY-SECOND day of JUNE, in the year one thousand nine hundred and sixty-four, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, May 11, 1964. 6642-20-2

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Magistrate's Court, { ROBERT G. GAGNON,
No. 6804. plaintiff, vs
ÉDOUARD PELLETIER,
defendant.

"P. 67-20-4, range 1, township of Cap-Chat."

To be sold at the parochial church door of Cap-Chat, county and district of Gaspé, TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of JUNE, in the year one thousand nine hundred and sixty-four, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, May 11, 1964. 6654-20-2

H U L L

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { RÉMI LAFLAMME, gara-
No. 5658. ge keeper, domiciled at
Papineauville, district of Hull,
plaintiff, vs PHILIAS LANTHIER, of Notre-
Dame de la Paix, said district, defendant.

"An emplacement situated at Notre-Dame de la Paix, and known and designated on official plan and book of reference for the parish of St-André Avellin, as being lot number six hundred and forty-six, eighty-one, three (646-81-3), with buildings thereon erected being used as restaurant, residence and dependency."

To be sold at the church door of Notre-Dame de la Paix, district of Hull, on the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
April 20, 1964. 6408-17-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat,
No 41-097.

THURSO LUMBER & PLANING MILLS CO., corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires à Thurso, Québec, district de Hull, demanderesse, *vs* **WILLIAM MURRAY**, domicilié à Niagara Falls, Ontario, défendeur.

« Un morceau de terre connu comme formant partie du lot numéro dix-neuf, subdivision « A » (ptie 19-A), rang trois, du cadastre officiel pour le canton de Lochaber, ledit morceau de terre, sur le côté sud du chemin public, mesurant cent quinze pieds de largeur par cent quinze pieds de profondeur du chemin et allant vers le sud. La ligne est dudit morceau de terre est située à une distance de six cent soixante pieds du côté ouest de la propriété vendue à La Société Coopérative Agricole de Thurso, par un acte de vente enregistré sous le numéro 87890, au bureau d'enregistrement pour la comté de Papineau, à Papineauville, Québec. Le tout tel qu'il existe, avec bâtisses. »

Pour être vendu à la porte de l'église St. Jean l'Évangéliste, à Thurso, district de Hull, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

R. ST-PIERRE.
6409-17-2

Bureau du Shérif,
Ce 20 avril 1964.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, (J. A. LAFOREST, rentier, Kamouraska, No 23-855.)
deur, *vs* GÉRARD DUBÉ, journalier, de Rivière-Bleue, défendeur.

« 1° Un terrain situé à Rivière-Bleue étant une partie du lot numéro vingt-cinq (p. de 25) du cadastre officiel du canton Botsford, dans le premier rang, comprenant toute l'étendue qu'il y a en profondeur entre le lac Beau et le chemin public, ainsi que toute l'étendue qu'il y a en largeur entre la propriété de Gérard Malenfant et la ligne de division qui sépare le susdit lot numéro vingt-cinq du lot numéro vingt-six du même rang. Ce terrain est borné vers le nord par la propriété de Gérard Malenfant, vers l'est par le chemin public, vers le sud par la ligne de division des lots numéros vingt-cinq et vingt-six, et vers l'ouest par le lac Beau, avec les bâtisses dessus érigées notamment le moulin, circonstances et dépendances; à distraire les parties appartenant à Joseph Desvarenes suivant titres enregistrés sous les numéros 127,134 et 137,444;

2° Un autre terrain, sans bâtisse, étant une partie dudit lot numéro vingt-cinq (p. de 25) des mêmes rang et canton, mesurant, mesure anglaise, trois cent cinquante pieds dans sa ligne ouest le long du chemin public, deux cents pieds dans sa ligne nord le long du résidu du terrain appartenant au vendeur (Louis Dubé), trois cent cinquante pieds dans son arrière ligne est, et environ cent pieds dans sa ligne sud; ce terrain est borné vers le nord et vers l'est au résidu du terrain appartenant à Louis Dubé, vers le sud à l'emplacement appartenant à Conrad Dubé, et vers l'ouest audit chemin public;

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court,
No. 41-097.

THURSO LUMBER & PLANING MILLS CO., corporation legally incorporated, having its principal place of business at Thurso, Quebec, district of Hull, plaintiff, *vs* **WILLIAM MURRAY**, domiciled at Niagara Falls, Ontario, defendant.

« A piece of land known as forming part of lot number nineteen, subdivision "A" (pt. 19-A), range three, of the official cadastre for the township of Lochaber, said piece of land, on the south side of the public road, measuring one hundred and fifteen feet in width by one hundred and fifteen feet in depth from the road and going towards the south. The east line of said piece of land is situated at a distance of six hundred and sixty feet from the west side of the property sold to La Société Coopérative Agricole de Thurso, by a deed of sale registered under number 87890, at the registry office for the county of Papineau, at Papineauville, Quebec. The whole as it now exists, with buildings".

To be sold at the church door of St. Jean l'Évangéliste, at Thurso, district of Hull, the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

R. ST. PIERRE,

Sheriff's Office,
April 20, 1964.

Sheriff.
6409-17-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, (J. A. LAFOREST, annuitant, Kamouraska, No. 23-855.)
tiff, *vs* GÉRARD DUBÉ, day-labourer, of Rivière-Bleue, défendeur.

« 1. A lot of land situated at Rivière-Bleue being a part of lot number twenty-five (P. of 25) in the official cadaster of the township of Botsford, on the first range, including the extent of land which there is in depth between Lake Beau and the public road, as well as all the extent of land which there is in width between the property belonging to Gérard Malenfant and the division line which separate the abovementioned lot number twenty-five from lot number twenty-six on the same range. This lot of land is bounded on the north by the property of Gérard Malenfant, on the east by the public road, on the south by the division line between lots numbers twenty-five and twenty-six and on the west by Lake Beau, with the buildings thereon erected, notably the mill, circumstances and dependencies; to be withdrawn are the parts belonging to Joseph Desvarenes, according to deeds registered under numbers 127,134 and 137,444;

2. Another lot of land, without buildings, being a part of said lot number twenty-five (P. of 25) on the same range and in the same township, measuring, English measure, three hundred and fifty feet on its west line along the public road, two hundred feet on its north line along the remainder of the land belonging to the vendor (Louis Dubé), three hundred and fifty feet on its east rear line, and approximately one hundred feet on its south line; this lot of land is bounded on the north and on the east by the remainder of the land belonging to Louis Dubé, on the south by the emplacement belonging to Conrad Dubé, and on the west by the said public road;

3° Le lot numéro trente-deux (32) dudit canton Botsford, dans le deuxième rang, sans bâtisses.»

— Pour être vendus à la porte de l'église de Rivière-Bleue, comté de Témiscouata, le QUATRIÈME jour de JUN 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Rivière-du-Loup, MAURICE MORIN.
ce 20 avril 1964. 6410-17-2-o
[Première insertion: le 25 avril 1964]

3. Lot number thirty-two (32) in the said township of Botsford, on the second range, without buildings.”

To be sold at the church door of Rivière-Bleue, county of Témiscouata, on the FOURTH day of JUNE, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, MAURICE MORIN,
Rivière-du-Loup, Sheriff.
April 20, 1964. 6410-17-2
[First insertion: April 25, 1964]

LABELLE

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, { JEAN BRISEBOIS, garagis-
No 3702. { te de la ville de Mont-
Laurier, district de Labelle,
demandeur, vs JULIEN BRISEBOIS, de Ste-
Véronique, district de Labelle, défendeur.

« Un certain emplacement situé dans le canton Turgeon, comté de Labelle, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro 12, rang 2, au cadastre officiel du canton Turgeon. Cet emplacement ayant la forme d'un carré mesure cent cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cent cinquante pieds à partir de la Montée Phaneuf, côté nord de ladite Montée. La ligne ouest de profondeur dudit emplacement est une ligne droite parallèle à la ligne est de l'emplacement appartenant à Dame Irène Hache Lavigne et situé à trois cent vingt pieds à l'est de telle ligne dudit emplacement appartenant à Dame Oscar Lavigne. Cet emplacement est borné en front vers le sud par ladite Montée Phaneuf, situé pratiquement dans la ligne divisoire des lots 11 et 12; rang 2, canton Turgeon, en arrière, vers le nord et des deux côtés vers l'est et l'ouest, par le résidu dudit lot 12, rang 2, canton Turgeon, demeurant la propriété de Lucien Larose. »

Pour être vendu en blocs à la porte de l'église paroissiale de Ste-Véronique, dans le district de Labelle, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUN 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Mont-Laurier, le 6 mai 1964. ADRIEN LAROSE.
6631-20-2-o

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, { LA CAISSE POPULAIRE
No 6514. { DE LAC DES ÉCOR-
CES, corporation légalement
constituée ayant une place d'affaires à Lac des
Écorces, district de Labelle, demanderesse, vs
RÉMI MATTE, domicilié à Val Barrette, dis-
trict de Labelle, défendeur.

Avis de vente

« Un emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro douze A (ptie 12 A) dans le rang sud-est du canton Campbell, avec un garage, circonstance et dépendances y érigées, mesurant ledit emplacement, cent dix pieds en front par cent dix pieds de profondeur, et allant de la Route nouvelle à

LABELLE

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, { JEAN BRISEBOIS, garage-
No. 3702. { keeper of the town of
Mont-Laurier, district of La-
belle, plaintiff, vs JULIEN BRISEBOIS, of
Ste-Véronique, district of Labelle, defendant.

“A certain emplacement situated in the township of Turgeon, county of Labelle, known and designated as being part of lot number 12, range 2, on the official cadaster of the township of Turgeon. This emplacement having the form of a square measures one hundred and fifty feet in width by a depth of one hundred and fifty feet going from the Montée Phaneuf, northerly side of the said Montée. The westerly line in width of the said emplacement is a straight line parallel to the easterly line of the emplacement belonging to Dame Irène Hache Lavigne and situated at three hundred and twenty feet to the east of such line of the said emplacement belonging to Dame Oscar Lavigne. This emplacement is bounded in front towards the south by the said Montée Phaneuf, situated practically in the dividing line of lots 11 and 12; range 2, township of Turgeon, in the rear, towards the north and on the two sides towards the east and the west, by the residue of the said lot 12, range 2, township of Turgeon, remaining the property of Lucien Larose”.

To be sold “en blocs” at the parochial church door of Ste-Véronique, in the district of Labelle, the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADRIEN LAROSE,
Mont-Laurier, May 6, 1964. Sheriff.
6631-20-2

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, { LA CAISSE POPULAIRE
No. 6514, { DE LAC DES ÉCOR-
CES, a corporation legally
incorporated, having a place of business at Lac
des Écorces, district of Labelle, plaintiff, vs
RÉMI MATTE, domiciled at Val Barette, dis-
trict of Labelle, defendant.

Notice of sale

“An emplacement forming part of lot of land known and designated under number twelve A (Pt. 12 A) in the southeast range of the township of Campbell, with a garage circumstances and dependencies thereon erected, the said emplacement measuring one hundred and ten feet in front by one hundred and ten feet in depth.

l'ancienne Route No 11; borné au nord par l'ancienne Route No 11; au sud par la nouvelle Route No 11, et à l'est par Benjamin Bélisle et à l'ouest par un emplacement appartenant encore audit Benjamin Bélisle, avec bâtisses y érigés, tel que le tout se trouve actuellement. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Lac des Écorces, dans le district de Labelle, le VINGT-SIXIÈME jour de JUNE 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADRIEN LAROSE.
Mont-Laurier, le 6 mai 1964. 6632-20-2-o

and going from the New Road to the old one No. 11; bounded to the north by the old Road No. 11; to the south by the New Road No. 11, and to the east by Benjamin Bélisle and to the west by an emplacement still belonging to said Benjamin Bélisle, with buildings thereon erected, as the whole subsists actually.

To be sold at the parochial church door of the Lac des Écorces, in the district of Labelle, the TWENTY-SIXTH day of JUNE, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

ADRIEN LAROSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Mont-Laurier, May 6, 1964. 6632-20-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour de Magistrat, { ROLAND BRULOTTE,
No 22,995. { commerçant, domicilié à Montmagny, faisant affaires à cet endroit, sous la raison sociale de « Montmagny Chain Saw Reg'd », demandeur, vs LUCIEN LANGEVIN, demeurant à Ste-Euphémie, comté de Montmagny, défendeur.
« Lot No 6 — Rang I.S.E. — Canton d'Armagh ».

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Euphémie, comté de Montmagny, SAMEDI, le SEIZIÈME jour de MAI, mil neuf cent soixante-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-PAUL TREMBLAY.
Montmagny, 20 avril 1964. 6411-17-2-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Magistrate's Court, { ROLAND BRULOTTE,
No. 22,995. { trader, domiciled at Montmagny, carrying on business in this place, under name and style of "Montmagny Chain Saw Reg'd", plaintiff, vs LUCIEN LANGEVIN, living at Ste-Euphémie, county of Montmagny, defendant.

"Lot No. 6 — Range I.S.E. — Township of Armagh".

To be sold at the church door of Ste-Euphémie, county of Montmagny, on SATURDAY, on the SIXTEENTH day of MAY, one thousand nine hundred and sixty-four, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, April 20, 1964. 6411-17-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de l'Échiquier du Canada

Montréal, à savoir: { SA MAJESTÉ LA REI-
No A-1227. { NE, aux droits du Dominion du Canada, demanderesse, vs ANNA MARIA HENRY, défenderesse.

Des emplacements vagues ayant front sur le Boulevard Lakeview en la ville de Beaconsfield connus et désignés comme étant des subdivisions aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire.

- a) La subdivision deux cent soixante-trois du lot originaire quatre (4-263);
- b) La subdivision deux cent soixante-quatre du lot originaire quatre (4-264);
- c) La subdivision deux cent quatre-vingt-neuf du lot originaire quatre (4-289);
- d) La subdivision deux cent quatre-vingt-dix du lot originaire quatre (4-290);
- e) La subdivision deux cent quatre-vingt-onze du lot originaire quatre (4-291);
- f) La subdivision deux cent quatre-vingt-douze du lot originaire quatre (4-292).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de MAI 1964, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 20 avril 1964. 6413-17-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Exchequer Court of Canada

Montreal, to wit: { HER MAJESTY THE
No. A-1227. { QUEEN, in the rights of the Dominion of Canada, plaintiff, vs ANNA MARIA HENRY, defendant.

Vacant emplacements having frontage on Lakeview Boulevard, in the town of Beaconsfield, known and designated as being subdivisions in the official plan and book of reference of the parish of Pointe-Claire.

- a) Subdivision two hundred and sixty-three of original lot four (4-263);
- b) Subdivision two hundred and sixty-four of original lot four (4-264);
- c) Subdivision two hundred and eighty-nine of original lot four (4-289);
- d) Subdivision two hundred and ninety of original lot four (4-290);
- e) Subdivision two hundred and ninety-one of original lot four (4-291);
- f) Subdivision two hundred and ninety-two of original lot four (4-292).

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of the month of MAY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, q.c.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 20, 1964. 6413-17-2

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **VILLE DE STE-DOROTHÉE**, demanderesse,
No 702 294. { **ES AIRCRAFT SPECIAL-
ITIES COMPANIES LTD.**, défenderesse.

« Une partie du lot 81 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Dorothée, qui peut être décrite comme suit :

De forme irrégulière, bornée au nord-est par le lot 80, au sud par la rivière des Prairies, au sud-ouest par une autre partie du lot 81 (chemin de fer C.N.) et au nord-ouest par une autre partie du lot 81; mesurant deux cent vingt-cinq pieds (225') au nord-est, cinquante-huit pieds et huit dixièmes (58.8') au sud, quatre-vingt-dix sept pieds (97') et quatre-vingt-quinze pieds et cinquante-deux centièmes (95.52' arc., R. 1960.08') au sud-ouest et soixante-dix-huit pieds et quatre-vingt-quinze centièmes (78.95') au nord-ouest; contenant en superficie douze mille deux cent dix-sept pieds carrés (12217). L'extrémité nord de cette partie du lot 81 est située à 222.6 pieds au sud de l'intersection de la limite sud d'un chemin public (route 38) avec la limite séparative des lots 80 et 81 et l'angle formé entre cette dernière limite et la limite nord-ouest de cette partie du lot 81 arpentée est de 92.30, mesuré du sud à l'ouest, mesure anglaise.

Une maison de 1½ étage est construite sur cette propriété et est entièrement située à l'intérieur des limites de cette propriété telle que décrite ci-dessus.

Cette maison porte le numéro civique 764, Chemin du Bord de l'Eau, ville de Ste-Dorothée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Dorothée, comté de Laval, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de MAI 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal 1, le 20 avril 1964. 6414-17-20

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **TOWN OF STE-DOROTHÉE**, plaintiff; **ES AIRCRAFT SPECIAL-
ITIES COMPANIES LTD.**, defendant.

"A part of lot 81 on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Dorothée, which may be described as follows:

Of irregular form, bounded on the northeast by lot 80, on the south, by the Rivière des Prairies, on the southwest, by another part of lot 81 (C.N. Railway) and on the northwest by another part of lot 81; measuring two hundred and twenty-five feet (225') on the northeast, fifty-eight feet and eight/tenths (58.8') on the south, ninety-seven feet (97') and ninety-five feet and fifty-two one/hundredths (92.52') arc, R. 1960.08' on the southwest and seventy-eight feet and ninety-five one/hundredths (78.95') on the northwest; containing in area twelve thousand two hundred and seventeen square feet (12217). The north extremity of this part of lot 81 is situated at 222.6 feet south of the intersection of the said south limit of a public road (route 38) with the dividing line of lots 80 and 81 and the angle formed between this latter line and the northwest limit of this part of lot 81 surveyed is 92.30', measured from south to west, English measure.

A house of 1½ storeys is erected on this property and is entirely situated at the interior of the limits of this property as above described.

This house bears civic number 764, Chemin du Bord de l'Eau, town of Ste-Dorothée.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Dorothée, county of Laval, on the TWENTY-NINTH day of the month of MAY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-P. CAISSE Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal 1, April 20, 1964. 6414-17-2

PONTIAC

Canada — Province de Québec
District de Pontiac

Cour Supérieure, { **THOMAS NARLOCK, Sr.**,
No 6713. { marchand, domicilié à
Otter Lake, district de Pontiac et province de Québec, demandeur, *vs*
LIONEL CARTIER, journalier, domicilié à
Otter Lake, district de Pontiac, province de Québec, défendeur.

Tout et particulièrement cette certaine parcelle ou étendue de terrain mesurant un (1) acre de dimension, plus ou moins, formant partie de ce lot connu et décrit comme étant le lot No trente et un A du deuxième rang (ptie lot No 31A, rang 2) conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Leslie, district de Pontiac, bornée en front par le chemin Campbell's Bay Otter Lake, d'un côté au nord par la terre de la succession Norbert Richard ou représentants, de l'autre côté par la propriété d'Olympe Desjardins ou représentants et en arrière par la propriété de Jules Dagenais ou représentants, le tout avec tous les membres et dépendances y appartenant et les bâtisses dessus érigées, ladite parcelle de terrain étant celle qui est décrite dans un acte de vente de Charles Cartier à Lionel Cartier, enregistré le 9e jour de septembre 1961, sous le numéro 71253 au bureau d'enregistrement du district de Pontiac.

PONTIAC

Canada — Province of Quebec
District of Pontiac

Superior Court, { **THOMAS NARLOCK, Sr.**,
No. 6713. { merchant, domiciled at
Otter Lake in the district of Pontiac and province of Quebec; plaintiff, *vs*
LIONEL CARTIER, labourer, domiciled at
Otter Lake in the district of Pontiac and province of Quebec; defendant.

All and singular that certain parcel or tract of land measuring one (1) acre in measurement, more or less, forming part of that lot known and described as being lot No. thirty-one A in the second range (Pt. Lot No. 31A, range 2) according to the official plan and book of reference in and for the township of Leslie in the district of Pontiac, bounded in front by the Campbell's Bay — Otter Lake Road, on one side to the North by the land of the Estate of Norbert Richard or representatives, on the other side by the property of Olympe Desjardins or representatives and in the rear by the property Jules Dagenais or representatives, the whole with all the members and appurtenances thereunto belonging and the buildings thereon erected, the said parcel of land being the one described in a Deed of Sale from Charles Cartier to Lionel Cartier, registered on the 9th day of September, 1961, under No. 71253 at the registry office for the district of Pontiac.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac à Campbell's Bay, MARDI, le SEIZIÈME jour de JUIN 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JOS D. SLOAN.
Campbell's Bay, P.Q., 8 mai 1964. 6643-20-2

To be sold at the registry office for the county of Pontiac at Campbell's Bay on TUESDAY the SIXTEENTH day of JUNE 1964, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS D. SLOAN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, P.Q., May 8, 1964. 6643-20-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, à savoir: ROMÉO SAVARD, journalier, domicilié à Ste-Cour Supérieure, No 104-952. Foye, district de Québec, contre LUCIEN GRAVEL, gentilhomme, domicilié à 3686, Chemin St-Louis, dans la cité de Québec, district de Québec.

Partie non cadastrée du lot 260 non subdivisé du cadastre officiel dans la paroisse Ste-Foy, dans le district de Québec, portant le numéro d'enregistrement 335010, lequel emplacement comprend cent quinze pieds (115') à l'ouest et est borné par le lot 258 dudit cadastre, à l'est il comprend cent soixante-dix-huit pieds (178') et est borné par une rue projetée devant traverser ledit lot No 260 au sud, il comprend cent vingt pieds (120') et est borné par le Chemin Public et au nord, il comprend quatre-vingt-six pieds (86') et est borné par l'autre partie du lot No 260. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Foy, comté de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif, Québec, le 12 mai 1964. 6644-20-2-o

[Première insertion: 16 mai 1964]
[Deuxième insertion: 6 juin 1964]

Fieri Facias

Quebec, à savoir: E. J. CHARTIER INC., Cour Supérieure, No 129-944. corps politique et incorporé, ayant place d'affaires en les cité et district de Québec, contre J. NOËL SIMARD, des cité et district de Québec, P.Q.

Un terrain borné au nord-ouest par le lot No 2757, au sud-est par le No 2755, au nord-est par la rue Ste-Angèle, et au sud-ouest par les Nos 2763 et 2764; mesurant cinquante-huit pieds sept pouces (58'7") sur la ligne qui le divise du No 2757, cinquante-quatre pieds dix pouces (54'10") sur la ligne qui le divise du No 2755, quarante-quatre pieds sept pouces (44'7") sur la rue Ste-Angèle et quarante-quatre pieds (44') sur la ligne qui le divise des Nos 2763 et 2764. Contenant en superficie deux mille cinq cent six pieds, mesure anglaise (2506') égal à deux mille deux cent six pieds français (2206') circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 12 mai 1964. 6655-20-2-o

[Première insertion: 16 mai 1964]
[Deuxième insertion: 6 juin 1964]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: ROMÉO SAVARD, laborer, Superior Court, No. 104-952. domiciled at Ste-Foye, district of Quebec, against LUCIEN GRAVEL, gentleman, domiciled at 3686 St-Louis Road, in the city of Quebec, district of Quebec.

Unsurveyed part of unsubdivided lot 260 on the official cadaster in the parish of Ste-Foy, in the district of Quebec, bearing registration number 335010, which emplacement includes one hundred and fifteen feet (115') on the west and is bounded by lot 258 of the said cadaster, on the east, it includes one hundred and seventy-eight feet (178') and is bounded by a projected street which is to cross the said lot No. 260 on the south, it includes one hundred and twenty feet (120') and is bounded by the public highway and on the north, it includes eighty-six feet (86') and is bounded by the other part of lot No. 260. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Ste-Foy, county of Quebec, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the afternoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff.

Sheriff's Office, Québec, May 12, 1964. 6644-20-2

[First insertion: May 16, 1964]
[Second insertion: June 6, 1964]

Fieri Facias

Quebec, to wit: E. J. CHARTIER, INC., Superior Court, No. 129-944. body politic and corporate, having a place of business in the city and district of Quebec, versus J. NOËL SIMARD, of the city and district of Quebec, P.Q.

A lot of land bounded on the northwest by No. 2757, on the southeast by No. 2755, on the northeast by Ste-Angèle St., and on the southwest by Nos. 2763 and 2764; measuring fifty-eight feet and seven inches (58'7") on its south line which divides it from No. 2757, fifty-four feet and ten inches (54'10") on the line which divides it from No. 2755, forty-four feet and seven inches (44'7") on Ste-Angèle St., and forty-four feet (44') on the line which divides it from Nos. 2763 and 2764. Having an area of two thousand five hundred and six feet, English measure (2506'), equal to two thousand two hundred and six French feet (2206'), circumstances and dependencies.

To be sold in my office, in the Court House, in Quebec, on the NINETEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's Office, Québec, May 12, 1964. 6655-20-2

[First insertion: May 16, 1964]
[Second insertion: June 6, 1964]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 30,268. { **D**ENAULT CHEMICAL INDUSTRIES LTD., corps politique dûment incorporé et ayant sa principale place d'affaires à St-Léonard, dans le district de Montréal, demanderesse *vs* ANTONIO FORTIN, de la cité et district de Rimouski, défendeur.

Le lot No 188-60-26 au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, étant de figure irrégulière, borné au nord-ouest par le lot 188-60-25, au nord-est par le lot 188-60-39 (Avenue), au sud-est par le lot 188-60-27, au sud-ouest par une partie non subdivisée du lot 189-46; mesurant soixante-cinq pieds de largeur, cent deux pieds et sept dixièmes (102.7') au nord-ouest et cent trois pieds et trois dixièmes (103.3') au sud-est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Agnès de Rimouski, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI, 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 20 avril 1964. 6415-17-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
Districts de Trois-Rivières et Rimouski

Cour Supérieure, No 19-755. { **R**AYMOND TOUSIGNANT, garagiste, de la municipalité de Batiscan, district de Trois-Rivières, demandeur, *vs* OMER MORIN, commis, de la paroisse de St-Yves de Rimouski, district de Rimouski.

Le lot No 90-23 au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, étant de figure irrégulière, borné au nord-ouest par le lot 90-21, au nord-est par le lot 90-8 (rue), au sud-est par le lot 90-24, au sud-ouest par une partie non subdivisée du lot 91 et par le lot 91-5; mesurant soixante pieds (60') de largeur, quatre-vingt-quatorze pieds et huit dixièmes (94.8') au nord-ouest, quatre-vingt-dix-huit pieds et six dixièmes (98.6') au sud-est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Yves de Rimouski, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI, 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 20 avril 1964. 6416-17-2-0

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour de Magistrat, Alma, No 20,101. { **A**LMAS LAROUCHE, épicière, résidant à l'Ascension district de Roberval, demandeur, *vs* HENRI NÉRON, résidant au rang 7, l'Ascension, district de Roberval.

Avis de vente

« La juste demie-ouest du lot de terre connu et désigné sous le No 14 aux plan et livre de renvoi officiel pour le sixième rang du canton Delisle,

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 30,268. { **D**ENAULT CHEMICAL INDUSTRIES LTD., body politic duly incorporated, and having its head office in St-Léonard, in the district of Montreal, plaintiff, *vs* ANTONIO FORTIN, of the city and district of Rimouski, defendant.

Lot No. 188-60-26 in the official cadaster of the parish of St-Germain de Rimouski, being irregular in shape, bounded on the north-west by lot 188-60-25, on the north-east by lot 188-60-39 (Avenue), on the south-east by lot 188-60-27, on the south-west by an unsubdivided part of lot 189-46, measuring sixty-five feet in width, one hundred and two and seven-tenths feet (102.7') on the north-west and one hundred and three and three-tenths feet (103.3') on the south-east, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door in the parish of Ste-Agnès de Rimouski, on the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Deputy-Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, April 20, 1964. 6415-17-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
Districts of Trois-Rivières and Rimouski

Superior Court, No. 19-755. { **R**AYMOND TOUSIGNANT, garageman, of the municipality of Batiscan, district of Trois-Rivières, plaintiff, *vs* OMER MORIN, clerk, of the parish of St-Yves de Rimouski, district of Rimouski.

Lot No. 90-23 on the official cadaster of the parish of St-Germain de Rimouski, being of irregular figure, bounded on the northwest by lot 90-21, on the northeast, by lot 90-8 (street) on the southeast by lot 90-24, on the southwest by a non-subdivided part of lot 91 and by lot 91-5; measuring sixty (60') feet in width, ninety-four feet and eight-tenths (94.8') on the north-west, ninety-eight feet and six-tenths (98.6') on the southeast, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of St-Yves de Rimouski, on the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,

Office of the Deputy Sheriff, Deputy-Sheriff.
Rimouski, April 20, 1964. 6416-17-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Magistrate's Court, Alma, No. 20,101. { **A**LMAS LAROUCHE, Grocer, residing at l'Ascension, district of Roberval, plaintiff, *vs* HENRI NÉRON, residing on range 7, l'Ascension, district of Roberval, defendant.

Notice of sale

"The exact west-half of lot of land known and designated under No. 14 on official plan and book of reference for the sixth range of the township of

le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et borné comme suit: à l'est à la demie est du lot dont il fait partie; au nord au chemin entre les rangs 6 et 7; à l'ouest à la ligne de division des lots 14 et 15; et au sud au trait-carré entre les rangs 5 et 6. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Ascension de Notre-Seigneur, comté Lac-St-Jean-Est, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI, 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,
Palais de Justice, Par: LÉO DE LA BOISSIÈRE.
Roberval, le 17 avril 1964. 6417-17-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { DAME BÉATRICE LE-
No 28,467-28,468. { VESQUE-MANN, de-
manderesse, vs ROGER
VINCENT MORISSETTE, dit GÉRARD, dé-
fendeur.

Avis de vente — Animo Domini

« Les droits à une partie indivise d'un terrain acquis de Aimé Marbeau, par contrat non enregistré, faisant partie du lot 16 rang Saguenay, canton Labarre, mesurant 125 pieds de large par cent cinquante (150) pieds de profondeur, borné au nord par la rivière Grande-Décharge, à l'ouest Edgar Guay, à l'est au terrain de Maurice Tremblay, et au sud au chemin du Vendeur.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances: Sauf à distraire les droits appartenant à Aluminium Co. et autre compagnies. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse St-Pierre-Alma, comté Lac-St-Jean-Est, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Palais de Justice, LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE.
Roberval, le 17 avril 1964. 6418-17-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour de Magistrat, { JEAN-BAPTISTE
Alma, { TREMBLAY, résidant
No 24,016. { et domicilié à 600, rue
Ste-Thérèse, Naudville, de-
mandeur, vs ADRIEN DESBIENS, journalier,
résidant à l'Ascension, défendeur.

Avis de vente

« Un terrain ou emplacement sis et situé en la paroisse de l'Ascension de Notre-Seigneur, étant et comprenant la subdivision soixante et onze du lot originaire numéro vingt-cinq (25-71) aux plan et livre de renvoi officiel pour le septième rang (7), du canton Delisle. »

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Ascension de Notre-Seigneur, comté du Lac-St-Jean-Est, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, LAVOIE &
Palais de Justice, DE LA BOISSIÈRE,
Roberval, Par: LÉO DE LA BOISSIÈRE.
le 17 avril 1964. 6419-17-2-o

Delisle, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bounded as follows: to east at the east half of lot which it forms part; to north by the road between ranges 6 and 7; to west by the division line of lots 14 and 15; and to south by trait-carré between ranges 5 and 6."

To be sold at the church door of the parish of l'Ascension de Notre-Seigneur, county of Lake-St. John-East, on the TWENTY-SIXTH day of MAY, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,
Sheriff's Office, Par: LÉO DE LA BOISSIÈRE,
Court House, Sheriff.
Roberval, April 17, 1964. 6417-17-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { DAME BÉATRICE LE-
No. 28,467-28,468. { VESQUE-MANN,
plaintiff, vs ROGER VIN-
CENT MORISSETTE, called GÉRARD, de-
fendant.

Notice of sale — Animo Domini

"The rights of an undivided part of land purchased from Aimé Marbeau, by non-registered contract, forming part of lot 16, range Saguenay, township of Labarre, measuring 125 feet in width by one hundred and fifty (150) feet in depth, bounded on the north by the Grande Discharge River, on the west, by Edgar Guay, on the east by the land of Maurice Tremblay, and on the south, by the Vendor's Road.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies: Save to withdraw the rights belonging to Aluminium Co., and other companies."

To be sold at the church door of the parish of St-Pierre-Alma, county of Lake St-John East, on the TWENTY-SIXTH day of MAY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,
Court House, Sheriff.
Roberval, April 17, 1964. 6418-17-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Magistrate's Court, { JEAN-BAPTISTE
Alma, { TREMBLAY, residing
No. 24,016. { and domiciled at 600 Ste-
Thérèse, Naudville, plain-
tiff, vs ADRIEN DESBIENS, laborer, residing
at l'Ascension, defendant.

Notice of sale

"A land or emplacement lying and situated in the parish of l'Ascension de Notre-Seigneur, being and comprising subdivision seventy-one of original lot number twenty-five (25-71) on official plan and book of reference for the seventh range (7) of the township of Delisle."

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of l'Ascension de Notre-Seigneur, county of Lake St-John-East, on the TWENTY-SIXTH day of MAY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

LAVOIE &
Sheriff's Office, DE LA BOISSIÈRE,
Court House, By: LÉO DE LA BOISSIÈRE,
Roberval, Sheriff.
April 17, 1964. 6419-17-2

SAINT-FRANÇOIS

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { LA SOCIÉTÉ DU CRÉ-
No 4152. { DIT AGRICOLE, corpo-
ration légalement constituée,

ayant une place d'affaires en les cité et district de Québec, aux droits de la Commission du Prêt Agricole Canadien incorporée par la Loi Fédérale, demanderesse requérante, *vs* NAPOLI ON BOUCHER, R.R. No 5, Lac Mégantic, comté de Frontenac, district de St-François, défendeur intimé.

« 1^o Le lot de terre numéro quarante et un (No 41) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Marston, comté de Frontenac.

2^o La partie est du lot de terre numéro quarante-quatre (Ptie E. 44) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Marston, comté de Frontenac, comprise entre le chemin public et la ligne de division entre les lots 44 et 21 de Marston et bornée comme suit: en front, à l'ouest, au chemin public, de chaque côté, au nord et au sud, aux lignes latérales dudit lot 44 et au bout de la profondeur à la ligne de division entre les lots vingt et un et quarante-quatre de Marston.

3^o Le lot de terre numéro quarante-trois (No 43) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Marston, comté de Frontenac, sauf et à distraire du bout est de ce lot, la partie appartenant à François Beaulé et mesurant environ deux arpents de largeur sur six arpents de profondeur, plus ou moins, suivant ses titres, la partie dudit lot numéro 43 présentement hypothéquée, contenant environ 30 acres en superficie à prendre au bout ouest dudit lot et bornée en front à l'ouest au chemin public de chaque côté au sud et au nord aux lignes latérales dudit lot 43 et au bout de la profondeur, à l'est par le terrain de M. François Beaulé ci-dessus mentionné.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Zénon, Piopolis, comté de Frontenac, MARDI, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.

Palais de Justice, Sherbrooke,
ce 17 avril 1964. 6420-17-2-0

[Première insertion: le 25 avril 1964]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { ARTHUR VÉRONNEAU,
No 26,730. { garage man, domicilié en

la cité de Coaticook, district de St-François, demandeur, *vs* ALPHONSE CHARLETTE, résidant en la municipalité de Rock Island, district de St-François, défendeur.

« Le lot numéro 729-B du canton de Stanstead, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sacré-Coeur, Stanstead, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, *Le Shérif,*
Palais de Justice, DONAT JACQUES.

Sherbrooke, le 17 avril 1964. 6421-17-2-0

[Première insertion: le 25 avril 1964]

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis

Superior Court, { THE FARM LOAN
No. 4152. { BOARD, legally incor-
porated corporation, having

a place of business in the city and district of Québec, in the rights of the Canadian Farm Loan Commission incorporated by the Federal Law, plaintiff petitioner, *vs* NAPOLÉON BOUCHER, R.R. No. 5, Lake Mégantic, county of Frontenac, district of St. Francis, defendant-respondent.

"1. Lot of land number forty-one (No. 41) on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the township of Marston, county of Frontenac.

2. The east part of lot of land number forty-four (Pt. E. 44) on the official plan and in the book of reference in the township of Marston, county of Frontenac, included between the public road and the dividing line between lots 44 and 21 of Marston and bounded as follows: in front, on the west, by the public road, on each side, on the north and on the south, by the lateral lines of the said lot 44 and on the end of the depth by the dividing line between lots twenty-one and forty-four of Marston.

3. Lot of land number forty-three (No. 43) on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Marston, county of Frontenac, save and to withdraw from the east end of the lot, the part belonging to François Beaulé, and measuring about two arpents in width by six arpents in depth, more or less, according to his titles, that part of the said lot number 43 presently mortgaged, containing about 30 acres in area to take from the west end of the said lot and bounded in front on the west of the public road on each side on the south and on the north at the lateral lines of the said lot 43 and at the end of the depth, on the east, by the lot of Mr. François Beaulé, above mentioned.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Zénon, Piopolis, county of Frontenac, TUESDAY, the TWENTY-SIXTH day of MAY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office, Sheriff.

Court House, Sherbrooke,
April 17, 1964. 6420-17-2

[First insertion: April 25, 1964]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { ARTHUR VÉRONNEAU,
No. 26,730. { garage man, domiciled

in the city of Coaticook, district of St-Francis, plaintiff, *vs* ALPHONSE CHARLETTE, residing in the municipality of Rock Island, district of St-Francis, defendant.

"The lot number 729-B of the township of Stanstead, with buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of Sacré-Coeur, Stanstead, THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, Sherbrooke, Sheriff.

Sherbrooke, April the 17, 1964. 6421-17-2-0

[First insertion: April, 25, 1964.]

TERREBONNE

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Cour Supérieure, { **RÉJANE TRÉPANIÉ**,
No 52,763. { des cité et district de
Montréal, épouse judiciai-
rement séparée de corps de **Siméon Lacasse**, de
Sainte-Sophie, district de Terrebonne, deman-
deresse, vs **SIMÉON LACASSE**, ingénieur sta-
tionnaire, résidant et domicilié au Lac Alouette,
en la paroisse de Sainte-Sophie, district de Ter-
rebonne, défendeur.

Superior Court, { **RÉJANE TRÉPANIÉ**,
No. 52,763. { of the city and district
of Montreal, wife, judicially
separate as to bed and board of **Siméon Lacasse**,
of Sainte-Sophie, district of Terrebonne, plaintiff,
vs **SIMÉON LACASSE**, stationary engineer,
residing and domiciled at Lake Alouette in the
parish of Sainte-Sophie, district of Terrebonne,
defendant.

Avis de vente

Notice of sale

L'immeuble suivant appartenant au défendeur,
situé à Sainte-Sophie et désigné comme suit;

The following immoveable belongs to the
defendant situated at Sainte-Sophie and desi-
gnated as follows;

« Un morceau de terrain situé en la paroisse de
Sainte-Sophie, comté de Terrebonne, sur le côté
sud-ouest du tracé du nouveau chemin public de
Backbush;

“A lot of land situated in the parish of Sainte-
Sophie, county of Terrebonne, on the southwest
side of the lay-out of the new public road of
Backbush;

Cedit emplacement faisant partie du lot
connu et désigné sous le numéro quatre cent
soixante-trois (P. No 463) des plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Sophie,
mesurant un arpent ou cent quatre-vingt-douze
pieds (192') mesure anglaise de largeur sur trois
cent cinquante pieds (350') de profondeur, le
tout mesure anglaise et plus ou moins, avec une
maison érigée par Siméon Lacasse;

The said emplacement forms part of lot known
and designated under number four hundred and
sixty-three (Pt. No. 463) on the official plan and
in the book of reference for the parish of Sainte-
Sophie, measuring an arpent or one hundred
and ninety-two feet (192') English measure in
width by three hundred and fifty feet (350') in
depth, the whole English measure and more or
less, with a house thereon erected by Siméon
Lacasse;

Cedit emplacement étant borné en front au
nord-est par le tracé du nouveau chemin public
de Backbush; d'un côté au nord-ouest par le lot
No 464; de l'autre côté au sud-est par une partie
dudit lot No 463 appartenant à Nick Babenko;
et en arrière au sud-ouest par le résidu du morceau
de terrain faisant partie dudit lot No 463 restant
la propriété d'Hector Lacasse ou successeurs. »

The said emplacement being bounded in front
on the northeast by the lay-out of the new public
road of Backbush; on one side on the northwest
by lot No. 464; on the other side on the southeast
by part of the said lot No. 463 belonging to
Nick Babenko; and in rear, on the southwest by
the residue of the lot of land forming part
of the said lot No. 463 remaining the property of
Hector Lacasse or successors.”

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
catholique de Sainte-Sophie, comté de
Terrebonne **JEUDI**, le **VINGT-HUITIÈME** jour
de **MAI** 1964 à **DEUX** heures de l'après-midi.

To be sold at the parochial Catholic church
door of Sainte-Sophie, county of Terrebonne,
THURSDAY, the **TWENTY-EIGHTH** day of
MAY, 1964, at **TWO** o'clock in the afternoon.

Conditions: comptant.

Conditions: Cash.

Bureau du Shérif, **Le Shérif,**
St-Jérôme, le 17 avril 1964. **VILLENEUVE HUOT,**
6422-17-2-0

Sheriff's Office, **VILLENEUVE HUOT,**
St-Jérôme, April 17, 1964. **Sheriff.**
6422-17-2

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Cour Supérieure, { **DAVID ZITTRER**, rentier,
No 52078. { domicilié et demeurant
au No 4615 rue Walkely,
app. 11 Montréal, district de Montréal, deman-
deur, vs **DECÉM REALTIES INC.**, corps po-
litique dûment incorporé, ayant son siège social
situé au No 4950 Queen Mary Road, Montréal,
district de Montréal, défenderesse.

Superior Court, { **DAVID ZITTRER**, annuit-
No. 52078. { ant, domiciled and liv-
ing at No. 4615 Walkley St.,
Apt. 11, Montreal, district of Montreal, plaintiff,
vs **DECÉM REALTIES INC.**, body politic
duly incorporated, having its head office situated
at No. 4950 Queen Mary Road, Montreal, district
of Montreal, defendant.

Avis de vente

Notice of sale

L'immeuble plus bas désigné, savoir:

The immoveable below described, to wit:

« Une terre située à la Côte St-Jean, en la pa-
roisse de Ste-Monique, comté des Deux Monta-
gnes, connue et désignée comme étant le lot
numéro cent soixante (160) au cadastre officiel
de la paroisse de Ste-Monique, ayant une super-
ficie totale de quarante-quatre arpents et quatre-
vingt-seize centièmes d'arpent; avec maison et
autres bâtisses y élevées.

“A farm situated at Côte St-Jean, in the
parish of Ste-Monique, county of Two Moun-
tains, known and designated as being lot number
one hundred and sixty (160) on the official
cadaster of the parish of Ste-Monique, having a
total area of forty-four arpents and ninety-six
one/hundredths of an arpent; with house and other
buildings thereon erected.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec
toutes les servitudes actives et passives, apparen-
tes ou occultes, attachées audit immeuble, sujet
à un bail à ferme expirant le 1er octobre 1964,
en faveur d'une tierce personne.»

As the whole is to be found presently with all
the servitudes active and passive, apparent and
unapparent attached to the said immoveable,
subject to a farm lease expiring on October 1,
1964, in favor of a third party.”

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Monique, comté des Deux Montagnes, **MERCREDI**, le **VINGT-SEPTIÈME** jour de **MAI** 1964 à **DEUX** heures **TRENTE** de l'après-midi.

Conditions: comptant. *Le Shérif,*
Bureau du Shérif, *VILLENEUVE HUOT.*
Saint-Jérôme, cc 20 avril 1964. 6423-17-2-0

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **DAVID ZITTRER**, rentier,
No 52079, { domicilié et demeurant
au No 4615 rue Walkley, app.
11, Montréal, district de Montréal, demandeur;
es **DECEM REALTIES INC.**, corps politique
dûment incorporée, ayant son siège social, situé
au No 4950 Queen Mary Road, Montréal, dis-
trict de Montréal, défenderesse.

Avis de vente

L'immeuble plus bas désigné, savoir:

« Une terre situé à la Côte St-Jean, en la paroisse de Ste-Monique, dans le comté des Deux Montagnes, connue et désignée comme étant les lots numéros cent cinquante-huit et cent cinquante-neuf (158 et 159) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Monique, ayant une superficie totale de cinquante-trois arpents et quarante-deux centièmes d'arpents; avec maison et autres bâtisses y élevées.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sujet à un bail à ferme expirant le 1er octobre 1964, en faveur d'une tierce personne.»

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Monique, comté des Deux Montagnes, **MERCREDI** le **VINGT-SEPTIÈME** jour de **MAI** 1964, à **DEUX** heures de l'après-midi.

Conditions: argent comptant.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, *VILLENEUVE HUOT.*
Saint-Jérôme, 20 avril 1964. 6424-17-2-0

To be sold at the parochial church door of Ste-Monique, county of Two Mountains, **WEDNESDAY**, the **TWENTY-SEVENTH** day of **MAY**, 1964, at **HALF-PAST TWO** o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash. *VILLENEUVE HUOT,*
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Saint-Jérôme, April 20, 1964. 6423-17-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { **DAVID ZITTRER**, annui-
No. 52079. { tant, domiciled and
living at No. 4615 Walkley
St., Apt. 11, Montreal, district of Montreal,
plaintiff, es **DECEM REALTIES INC.**, body
politic duly incorporated, having its head office
situated at No. 4950 Queen Mary Road, Mont-
real, district of Montreal, defendant.

Notice of sale

The immovable below described, to wit:

"A farm situated at Côte St-Jean, in the parish of Ste-Monique, county of Two Mountains, known and designated as being lot number one hundred and fifty-eight and one hundred and fifty-nine (158 and 159) on the official cadaster of the parish of Ste-Monique, having a total area of fifty-three arpents and forty-two one/hundredths of an arpent; with house and other buildings thereon erected.

As the whole is to be found presently with all the servitudes active and passive, apparent and unapparent attached to the said immovable, subject to a farm lease expiring on October 1, 1964, in favor of a third party."

To be sold at the parochial church door of Ste-Monique, county of Two Mountains, **WEDNESDAY**, the **TWENTY-SEVENTH** day of **MAY**, 1964, at **TWO** o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash:
VILLENEUVE HUOT,
Sheriff's Office *Sheriff.*
Saint-Jérôme, April 20, 1964. 6424-17-2

Vente pour taxes

Cité de St-Lambert

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite cité, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, **JEUDI**, le **QUATRIÈME** jour de **JUIN**, 1964, à **DIX** heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de St-Lambert, 35 rue Aberdeen, cité de St-Lambert, pour satisfaire au paiement des taxes municipales avec intérêts plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

City of St. Lambert

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of the aforesaid city, that the immovable properties hereinafter described will be sold by public auction on **THURSDAY**, the **FOURTH** day of **JUNE**, 1964, at **TEN** o'clock in the forenoon, in the Council's Meeting Hall of the city of St. Lambert, 35 Aberdeen Street, St. Lambert, to satisfy the payment of the municipal taxes with interests, plus the costs which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Noms — Names	Cadastre	Subdivision
Dame Madeleine Roy, épouse séparée de biens de-wife separate as to property of Bernard Denault. Avec bâtisses y érigées.	161.	1157, 1158, 1159
Dame Mary Ethel Rosser, veuve de feu-widow of the late George Varley Beveridge.	161.	979.

Tous les lots ci-dessus mentionnés sont du cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Donné à St-Lambert, ce cinquième jour de mai, 1964.

6561-19-2-o
 Le Greffier,
 CECIL H. MACNAUGHTEN.

All the above mentioned lots are of the official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil.

Given at St. Lambert, this fifth day of May, 1964.

6561-19-2-o
 CECIL H. MACNAUGHTEN,
 City Clerk.

Ville de Châteauguay Centre

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné J.-Sarto Blais, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que le PREMIER jour du mois de JUIN 1964, à DIX heures de l'avant-midi, à la salle municipale, 1 Croissant Richard, ville de Châteauguay Centre, je procéderai à la vente à l'enchère des lots inclus dans la présente liste, pour arrérages de taxes en 1963, en vertu de la loi.

Town of Châteauguay Centre

Public notice is hereby given by the undersigned J.-Sarto Blais, secretary-treasurer of the foresaid municipality, that on the FIRST day of month of JUNE, 1964, at TEN o'clock in the forenoon, at the Municipal Hall, 1 Croissant Richard, town of Châteauguay Centre, I will proceed with the sale by auction of all the lots included in the attached list, for arrears in taxes in 1963, according to law.

Fiche File	Propriétaire Owner	Cadastré Cadastral	Taxes	Intérêt Interest	Total
6-84-34-2	Verdi Dev. Corp.	115-195	\$ 37.86	\$ 5.37	\$ 43.23
6-84-35	Verdi Dev. Corp.	115	42.44	5.91	48.35
6-84-35-1	Verdi Dev. Corp.	115-196	42.36	5.91	48.27
6-44-17	Verdi Dev. Corp.	115-197	7.76	1.66	9.42
6-44-21	Verdi Dev. Corp.	115-139	4.76	1.30	6.06
6-44-22	Verdi Dev. Corp.	115-106	15.33	2.58	17.91
6-52-25	Verdi Dev. Corp.	115-P	0.24	0.75	0.99
6-52-29	Verdi Dev. Corp.	118-P	0.31	0.75	1.06
6-52-95	Verdi Dev. Corp.	115-P	324.99	36.18	361.17
6-62-26	Verdi Dev. Corp.	P. 115	747.66	92.61	840.27
6-85-13	Verdi Dev. Corp.	115-133	4.76	1.30	6.06
6-85-12	Verdi Dev. Corp.	115-132	4.76	1.30	6.06
6-85-11	Verdi Dev. Corp.	115-131	4.76	1.30	6.06
6-84-35-2	Verdi Dev. Corp.	115-204	42.36	5.91	48.27
6-85-18	Verdi Dev. Corp.	115-138	4.66	1.29	5.95
6-40-39	Verdi Dev. Corp.	115-P	231.17	28.07	259.24
6-43-18-2	Verdi Dev. Corp.	115-189	9.70	1.90	11.60
6-43-21	Verdi Dev. Corp.	115-P	5.82	1.42	7.24
6-43-24	Verdi Dev. Corp.	115-P	5.82	1.42	7.24
6-43-28	Verdi Dev. Corp.	115-P	7.95	1.68	9.63
6-44-4	Verdi Dev. Corp.	115-198	4.85	1.31	6.16
6-44-7	Verdi Dev. Corp.	115-199	7.76	1.66	9.42
6-44-9	Verdi Dev. Corp.	115-98	6.21	1.47	7.68
6-44-10	Verdi Dev. Corp.	115-201	5.82	1.42	7.24
6-41-39	Verdi Dev. Corp.	115-163	8.20	1.72	9.92
6-41-4	Verdi Dev. Corp.	115-128	8.20	1.72	9.92
6-41-41	Verdi Dev. Corp.	115-148	8.53	1.76	10.29
6-41-42	Verdi Dev. Corp.	115-149	8.20	1.72	9.92
6-42-4	Verdi Dev. Corp.	115-68	147.20	18.81	166.01
6-43-1	Verdi Dev. Corp.	115-P	17.47	2.86	20.33
6-43-2	Verdi Dev. Corp.	115-124	5.53	1.40	6.93
6-43-3-1	Verdi Dev. Corp.	115-192	7.29	1.60	8.89
6-43-3-2	Verdi Dev. Corp.	115-191	11.17	2.08	13.25
6-43-11	Verdi Dev. Corp.	115-187	8.06	1.70	9.76
6-43-15	Verdi Dev. Corp.	115-P	5.92	1.43	7.35
6-43-18	Verdi Dev. Corp.	115-P	16.49	2.74	19.23
6-43-18-1	Verdi Dev. Corp.	115-188	9.70	1.90	11.60
6-39-2	Verdi Dev. Corp.	115-2	168.46	21.42	189.88
6-39-3	Verdi Dev. Corp.	115-3	107.90	13.98	121.88
6-39-4	Verdi Dev. Corp.	115-4	107.90	13.98	121.88
6-44-2	Verdi Dev. Corp.	115-140	3.79	1.18	4.97
6-39-14	Verdi Dev. Corp.	115-271	28.41	4.20	32.61
6-39-24	Verdi Dev. Corp.	115-19	37.36	5.30	42.66
6-44-1	Verdi Dev. Corp.	115-164	6.70	1.53	8.23
6-85-14	Verdi Dev. Corp.	115-134	4.85	1.31	6.16
6-85-15	Verdi Dev. Corp.	115-135	4.85	1.31	6.16
6-85-16	Verdi Dev. Corp.	115-136	4.66	1.29	5.95
6-85-17	Verdi Dev. Corp.	115-137	4.66	1.29	5.95
6-84-2	Verdi Dev. Corp.	115-202	28.23	4.18	32.41
6-84-5	Verdi Dev. Corp.	115-P115	63.69	8.53	72.22
6-84-6	Verdi Dev. Corp.	115-167	41.30	5.79	47.09
6-84-6-1	Verdi Dev. Corp.	115-203	28.23	4.18	32.41
6-84-34-1	Verdi Dev. Corp.	115-194	28.23	4.18	32.41
6-88-44	Hillside Constr. Inc.	121-39	129.70	15.47	145.17
6-88-45	Hillside Constr. Inc.	121-40	195.70	22.98	218.68
2-4-6	Hillside Constr. Co.	60-103	55.82	7.58	63.40
2-4-7	Hillside Constr. Co.	60-102	55.89	7.59	63.48
2-4-9	Hillside Constr. Co.	60-100	55.98	7.60	63.58
2-4-8	Hillside Constr. Co.	60-101	55.89	7.59	63.48
2-21-105	Hillside Constr. Co.	60-90	93.26	12.17	105.43
2-6-17	Hillside Constr. Co.	60-63	115.65	14.93	130.58
2-6-35	Hillside Constr. Co.	60-51	77.22	10.20	87.42
2-4-10	Hillside Constr. Co.	60-99	56.06	7.59	63.65
2-4-16	Hillside Constr. Co.	60-93	57.42	7.74	65.16
6-40-32	Parkview Const. Inc.	115-286	37.35	4.53	41.88
9-52-32	Parkview Const. Inc.	115-265	3.81	1.03	4.84
9-53-47	Parkview Const. Inc.	115-236	45.06	5.34	50.40

Fiche File	Propriétaire Owner	Cadastre Cadastral	Taxes	Intérêt Interest	Total
1-21-41	Parkview Const. Inc.	115-219	\$ 2.74	\$ 0.92	\$ 3.66
6-85-1-4	Parkview Const. Inc.	114-22	219.07	28.03	247.10
6-50-6	Parkview Const. Inc.	119-318	186.20	23.92	210.12
6-50-11	Parkview Const. Inc.	119-299	187.21	24.05	211.26
6-50-66	Parkview Const. Inc.	119-312	156.64	20.22	176.86
6-50-59	Parkview Const. Inc.	119-319	107.84	14.12	121.96
6-50-48	Parkview Const. Inc.	119-322	132.72	17.23	149.95
6-50-38	Parkview Const. Inc.	119-323	231.57	29.59	261.16
6-50-26	Parkview Const. Inc.	119-286	192.80	24.75	217.55
6-40-41-7	Parkview Const. Inc.	119-266	164.21	21.17	185.38
3-45-10	Italia Develop. Inc.	141-244	10.12	1.96	12.08
4-22-5	Chateau Estates Ltd.	223-20	36.98	5.29	42.27
3-55-37	Palnick Harry	159 P.	1,184.99	129.02	1,314.01
6-27-19	Prudential Land & Housing	112-211	120.12	13.83	133.95
4-19-20	Prudential Constr. Inc.	223-64	230.21	29.02	259.23
4-19-57	Prudential Constr. Inc.	223-79	254.26	31.97	286.23
4-19-71	Prudential Constr. Inc.	223-94	254.56	32.00	286.56
3-55-77	Gay Development Corp.	143P	364.48	40.48	404.96
6-62-61	Bedford Realities Inc.	115P	751.82	93.11	844.93
2-21-4	Bedford Realities Inc.	65-180	305.04	39.63	344.67
6-89-18	Bedford Realities Inc.	115-86	637.89	75.06	712.95
6-9-11	Dumont Development Corp.	104-33	564.33	70.07	634.40
6-7-2	Dumont Development Corp.	104P	490.42	60.98	551.40
4-14-46-1	Imperial Gardens Inc.	224-P4	6,632.42	724.68	7,357.10
4-30-5	Imperial Gardens Inc.	224-471	6.82	1.56	8.38
6-19-30	Concordia Enterprises Inc.	111-223	51.09	6.75	57.84
3-27-21	Jardins Ste-Marguerite Inc.	146P	226.26	28.53	254.79
3-26-107	Jardins Ste-Marguerite Inc.	146P	5.02	1.33	6.35
3-26-97	Jardins Ste-Marguerite Inc.	146P	1.56	0.80	2.36
6-7-26	Randill Construction Co.	104-38	73.73	9.11	82.84
6-21-1-3	Randill Construction Co.	60-81	135.17	17.33	152.50
2-5-207	Randill Construction Co.	65-203	49.22	6.77	55.99
2-5-206	Randill Construction Co.	60-104	4.58	1.28	5.86
6-7-63	Randill Construction Co.	104-68	25.36	3.29	28.65
6-8-1	Randill Construction Co.	104-52	43.92	5.22	49.14
6-8-4	Randill Construction Co.	104-55	15.60	2.27	17.87
6-601-100	Unique Development Inc.	119-232	854.93	107.51	962.44
6-4-11	Unique Development Inc.	115-180	96.58	12.72	109.30
6-86-9	Unique Development Inc.	119-108	149.45	19.33	168.78
6-52-97	Unique Development Inc.	119P	304.39	38.69	343.08
5-50-38	Depositors Mortgage Co.	248P	7.80	3.58	9.38
3-83-3	Cortina Realities Inc.	169-26	2.89	1.04	3.93
3-83-4	Cortina Realities Inc.	169-25	2.89	1.04	3.93
6-62-51	Cortina Dev. Inc.	108-92	27.41	4.06	31.47
3-69-5	Cortina Dev. Inc.	153-46	6.87	1.60	8.47
3-12-6	Cortina Dev. Inc.	108-101	4.34	1.20	5.54
6-14-14	Cortina Dev. Inc.	108-155	5.36	1.36	6.72
3-68-11	Cortina Dev. Inc.	153-38	10.46	1.84	12.30
6-14-9	Cortina Dev. Inc.	108-169	5.10	1.26	6.36
6-18-4	Cortina Dev. Inc.	108-184	14.85	2.43	17.28
2-6-26	Cortina Gardens Inc.	65-13	55.90	7.62	63.52
2-7-2	Cortina Gardens Inc.	65-132	61.31	8.22	69.53
2-6-28	Cortina Gardens Inc.	6-38	44.93	6.25	51.18
6-50-1	Damas Inv. Corp. et al.	121-P	398.92	49.04	447.96
6-85-7-1	Damas Inv. Corp. et al.	121-P121	199.60	25.62	225.22
6-89-29	Damas Inv. Corp. et al.	P128	341.36	41.10	382.46
6-84-51	Damas Inv. Corp. et al.	121-P121	1,471.96	178.40	1,649.46
6-89-1	Banque d'Épargne Cité Dist.	P-100-P99	203.86	22.95	226.81
6-89-1-1	Banque d'Épargne Cité Dist.	P99-100	28.08	1.05	29.93
2-6-26	Cortina Gardens Inc.	6-4	106.99	13.83	120.82
12-1-41	Parkview Const. Inc.	115-219	2.74	0.92	3.66
11-9-11	Parkview Const. Inc.	115-286	37.35	4.53	41.88

Donné sous mon seing, à la ville de Châteauguay Centre, ce 24^e jour d'avril 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
6549-19-2-o J.-SARTO BLAIS.

Given under my hand and seal at the town of Châteauguay Centre, this 24th day of April 1964.

J.-SARTO BLAIS,
Secretary-Treasurer.

La municipalité scolaire protestante de Val d'Or-Bourlamaque

Avis public est par les présentes donné par la soussignée, secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire protestante de Val d'Or-Bourlamaque que les propriétés ci-après désignées, seront vendues à l'enchère, dans la Salle du Conseil, Hôtel de Ville, Val d'Or, Qué., MERCREDI, le TROISIÈME jour de JUIN 1964, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes scolaires et municipales avec intérêt et les frais encourus subséquemment à moins que ces taxes, intérêt et dépenses ne soient payés avant la vente.

The protestant school municipality of Val d'Or-Bourlamaque

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the Protestant school municipality of Val d'Or-Bourlamaque, that the properties hereinafter described shall be sold by public auction in the Council Chamber, City Hall, Val d'Or, Que., on WEDNESDAY, the THIRD day of JUNE 1964, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of school and municipal taxes due, with interest plus costs subsequently incurred, unless said taxes, interest and expenditures are paid prior to the sale.

Nom du propriétaire Name of owner	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes scolaires School taxes	Taxes munic. Munie. taxes	Intérêts et frais Interests and costs	Total
Mme-Mrs. Paul Yamchuk	Subd. 64, du bloc-of block 14, canton-township Bourlama- que (14-64)	\$3,401.30	\$2,792.80	\$417.80	\$6,611.90
M.-Mr. Nick Yamchuk	Subd. 74, du bloc-of block 14, canton-township Bourlama- que (14-74)	563.30	559.98	89.25	1,212.53
Mme-Mrs. Sofia Hrycuna	Subd. 38, du bloc-of block 34, canton-township Bourlama- que (34-38)	153.73	46.32	32.25	232.30

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, sujette à la réserve des droits miniers.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril, mil neuf cent soixante-quatre.

Le Secrétaire-Trésorier,
Mme HELGA BREWER.

6499-18-2-o

The sale of the above described immoveables is made subject to reserve of mining rights.

The purchase price of the said immoveables will be payable immediately.

Given at Val d'Or, Que., on this twenty-fourth day of April, nineteen hundred and sixty-four.

Mrs. HELGA BREWER,
Secretary-Treasurer.

6499-18-2-o

INDEX No 20

ARRÊTÉS en Conseil

ORDERS in Council

618-A — Robe, Province (<i>Erratum</i>)	2715
618-A — Dress, Province (<i>Erratum</i>)	2715
875 — Division territoriale de la province en treize sections pour les fins de la chasse	2723
875 — Territorial division of the province in thirteen sections for hunting purposes	2723
876 — Périodes de chasse à l'orignal, au chevreuil et au caribou dans la province	2726
876 — Hunting periods for moose, deer and caribou in the province	2726
901 — Arrondissement historique de Trois-Rivières	2731
902 — Agrandissement de l'arrondissement historique de Québec	2727
902 — Enlargement of the "Arrondissement historique de Québec"	2727
903 — Arrondissement historique de Beauport	2730
906 — Caisse Populaire Desjardins des Saints Martyrs Canadiens, Cité de Québec (Preuve Photographique - Photographic Proof)	2732
932 — Services funéraires, Montréal et Ile Jésus	2715
932 — Undertakers, Montréal and Jesus Island	2715
933-A — Fer et bronze d'ornementation, Montréal	2718
933-A — Ornamental iron and bronze, Montreal	2718
933-B — Matériaux de construction (granit), Province	2720
933-B — Building materials (granit), Province	2720
933-C — Imprimerie, Montréal	2722
933-C — Printing, Montreal	2722
933-D — Corrections à l'arrêté en conseil numéro 766 du 15 avril 1964	2722
933-D — Corrections to Order in Council number 766 of April 15, 1964	2722
933-F — Chemise, Province	2722
933-F — Shirt, Province	2722
933-H — Imprimerie, Montréal	2723
933-H — Printing, Montreal	2723

AVIS

NOTICES

Senneville, village (<i>Requête - Petition</i>)	2733
---	------

COMPAGNIES

COMPANIES

Divers

Miscellaneous

Avis relatifs à la loi des Autorisées à faire des affaires	Notices relative to the Act of Licensed to do Business		
Seaboard Securities Canadian Limited.	2733		
Chartes — Abandon de	Charters — Surrender of		
Belvédère Équipement (1962) Ltée	2734	Alstan Holdings Limited (<i>Dir.</i>)	2735
Ellen Corp.	2733	Belvédère Équipement (1962) Ltée (<i>Dist.: actif - assets</i>)	2735
Landsman Investment Corp.	2733	Challenge Publishing Corporation (<i>The</i>) (<i>Dir.</i>)	2736
Life Line Clothing Inc.	2734	Club Social de Duvernay inc. (<i>Règl.-By-laws</i>)	2736
Matteau Limitée	2734	Club Social de Duvernay inc. (<i>Dir.</i>)	2736
Parkhill Investments Limited.	2734	Colonie de vacances mariste du lac Morgan, inc. (<i>Dir.</i>)	2738
Sebring Investments Ltd.	2734	Colonie de vacances mariste du lac Morgan, inc. (<i>Règl.-By-laws</i>)	2738
Steel & Aluminum Lifeboats Company Ltd.	2734	Conseil d'aménagement et d'expansion de la Côte du Sud (<i>Dir.</i>)	2737
		Conseil d'aménagement et d'expansion de la Côte du Sud (<i>Règl.-By-laws</i>)	2737
		Domremy-Montréal (<i>Règl.-By-laws</i>)	2735

S	sièges sociaux	Head Offices
	Acieries Dosco Limitée (Les).....	2741
	Agences Desautels ltée.....	2741
	Alstan Holdings Limited.....	2739
	Barnabé & Fils ltée.....	2740
	Brind'Amour & Masson inc.....	2740
	Canada Flooring (1964) Limited.....	2744
	Centre d'Art Canadien Inc. (Le).....	2741
	Compagnie de construction Richelieu limitée.....	2740
	Couture (Alphonse) et cie. inc.....	2740
	Dosco Industries Limited.....	2741
	Dosco Steel Limited.....	2741
	Duvernay United Corp.....	2744
	Entreprises Victorin Inc. (Les).....	2741
	Faucher (R.) Ltée.....	2742
	Ferrier Street Leaseholds Limited.....	2743
	Fredal Inc.....	2740
	First National Property Corporation.....	2745
	Gulf Investments (Quebec) Limited.....	2742
	Industrial Builders Limited.....	2743
	Industries Dosco Limitée (Les).....	2741
	Industrial Realty Corporation.....	2743
	Leaseholds Investments Limited.....	2744
	Mace Development Ltd.....	2745
	Modes Internationales Inc.....	2742
	Nation-Wide Interior Maintenance Co. Ltd.....	2745
	Parsons Construction Ltd.....	2742
	Patino Mining Corporation (The).....	2745
	Presses Idéales Limitée (Les).....	2742
	Purdy & Henderson Co. Limited (The).....	2744
	Roberge & Fils Inc.....	2742
	Société des Placements Urbains (1963) Inc. (La).....	2743
	Soga Inc.....	2743
	Tromes Audio Inc.....	2744
	Westmount Audio Inc.....	2745

EXAMEN	EXAMINATION
du Barreau	Bar
Hull, pratique-practice.....	2746

MINISTÈRES	DEPARTMENTAL
Finances	Finance
<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>
Maritime (La) Compagnie d'Assurance- Vie.....	2746
Maritime Life Assurance Company (The).....	2746

Instruction publique	Education
<i>Municipalité scolaire de:</i>	<i>School Municipality of:</i>
Adamsville (Acc.-Grant).....	2747
Bagotville, village (Dem.-Appl.).....	2747
Bagotville, village (Acc.-Grant).....	2749
Chaleur Bay Prot. (Acc.-Grant).....	2747
Dijon (Acc.-Grant).....	2747
Fabre (Acc.-Grant).....	2748
Knowlton prot. (Acc.-Grant).....	2748
La Madeleine (Dem.-Appl.).....	2749
Montmagny (Acc.-Grant).....	2748
Perron (Dem.-Appl.).....	2746
St-Alphonse-de-Granby (Acc.-Grant).....	2748
St-Bernard-de-Lacolle (Dem.-Appl.).....	2748
Sainte-Claire (Acc.-Grant).....	2748
St-François-de-la-Rivière-du-Sud (Acc.- Grant).....	2749
St-Janvier, Village (Acc.-Grant).....	2749
St-Michel-de-Beauport (Dem.-Appl.).....	2751
Sept Iles Prot. (Dem.-Appl.).....	2750
Victoriaville, ville-town (Dem.-Appl.).....	2749

Terres et Forêts	Lands and Forests
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>
Breet, canton-township.....	2751
Charlesbourg, par.....	2751
Charlesbourg, par.....	2751
Côte des Neiges, village inc.....	2752
Gauthier, canton-township.....	2752
Laprairie de la Magdeleine, par.....	2752
Letellier, canton-township.....	2752
Letellier, canton-township.....	2752
Montréal, par.....	2753
Montréal, par.....	2753
New-Richmond, canton-township.....	2753
Palmarolle, canton-township.....	2753
St-Louis, (Montréal), quartier-ward.....	2753
St-Louis (Montréal), quartier-ward.....	2753
St-Philippe de Laprairie, par.....	2754
Sault-au-Récollet, par.....	2754
Signai, canton-township.....	2754
Taillon, canton-township.....	2754

Travail	Labour
<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>
Alimentation au détail, Québec (Mod.).....	2754
Automobile, Cantons de l'Est (Prél.).....	2755
Automobile, Eastern Townships (Levy).....	2755
Food products, retail (Amend.).....	2754

NOMINATION	APPOINTMENT
Président d'élection.....	2757
Returning-Officer.....	2757

RÉGIE	QUEBEC
des marchés agricoles	Agricultural
du Québec	Marketing Board
Syndicat des Producteurs d'animaux, de produits et sous-produits animaux de la Gaspésie (Le) (Reception).....	2760

PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS
Annexion d'un territoire de Saint-Céles- tin au village d'Annaville.....	2758
Annexation of a territory of Saint-Céles- tin to the village of Annaville.....	2758
Date d'entrée en vigueur de la Loi insti- tuant le ministère de l'éducation et le Conseil supérieur de l'éducation.....	2757
Date of the coming into force of the Act instituting the Department of Educa- tion and the Superior Council of Education.....	2757

SOUSSIONS	TENDERS
Amqui, ville-town.....	2765
Bas - de - la - Grande - Côte - de - Ste - Rose, c.s.-s.c.....	2760
Hull, c.s.c.....	2766
Iberville, ville-town.....	2761
Lafontaine, village.....	2767
Nantes, munic.....	2762
Westmount, cité-city.....	2763

SYNDICATS	SYNDICATES
Professionnels	Professional
Association des employés de Clix Faste- ner Corporation Inc. F.C.A.I. (Const.- Inc.).....	2768
Association des maîtres laitiers de la province de Québec inc. (L') (Nom- Name ch.).....	2768

VENTES	SALES
Loi de Faillite	Bankruptcy Act
Gagnon, Irenée.....	2769

SHÉRIFS	SHERIFFS	Montréal	Montreal
Arthabaska	Arthabaska	Queen (The) <i>vs</i> Henry.....	2775
Compagnie de Fiducie Nord-Amérique <i>vs</i> Universal Transport Inc.....	2770	Reine (La) <i>vs</i> Henry.....	2775
Hébert <i>vs</i> Houde <i>et al.</i>	2770	Ste-Dorothée, ville-town <i>vs</i> Aircraft Spe- cialities Companies Ltd.....	2776
Beauce	Beauce	Pontiac	Pontiac
Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Boucher <i>et al.</i>	2471	Narlock <i>vs</i> Cartier.....	2776
Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Poulin.....	2471	Québec	Quebec
Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Boucher <i>et al.</i>	2471	Chartier (E. J.) Inc. <i>vs</i> Simard.....	2777
Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Poulin.....	2471	Savard <i>vs</i> Gravel.....	2777
Gaspé	Gaspé	Rimouski	Rimouski
Bérubé <i>vs</i> Bouchard.....	2772	Denault Chemical Industries Ltd. <i>vs</i> Fortin.....	2778
Gagnon <i>vs</i> Pelletier.....	2772	Tousignant <i>vs</i> Morin.....	2778
Hull	Hull	Roberval	Roberval
Laflamme <i>vs</i> Lanthier.....	2772	Larouche <i>vs</i> Néron.....	2778
Thurso Lumber & Planning Mills Co. <i>vs</i> Murray.....	2773	Lévesque-Mann <i>vs</i> Morissette.....	2779
Kamouraska	Kamouraska	Tremblay <i>vs</i> Desbiens.....	2779
Laforest <i>vs</i> Dubé.....	2773	Saint-François	Saint Francis
Labelle	Labelle	Société du Crédit Agricole <i>vs</i> Boucher..	2780
Brisebois <i>vs</i> Brisebois.....	2774	Farm Loan Board (The) <i>vs</i> Boucher....	2780
Caisse populaire de Lac des Écorces <i>vs</i> Matte.....	2774	Véronneau <i>vs</i> Charlette.....	2780
Montmagny	Montmagny	Terrebonne	Terrebonne
Brulotte <i>vs</i> Langevin.....	2775	Trépanier <i>vs</i> Lacasse.....	2781
		Zittler <i>vs</i> Decem Realities Inc.....	2781
		Zittler <i>vs</i> Decem Realities Inc.....	2782
		Taxes	Taxes
		Châteauguay Centre, ville - town.....	2783
		St-Lambert, cité - city.....	2782
		Val d'Or-Bourlamaque, c.s.p.- p.s.c....	2784